

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 16154 – 7 F

JEUDI 2 JANVIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Sept Palestiniens ont été blessés par un militaire israélien à Hébron

SEPT PALESTINIENS ont été blessés, dont un grièvement, par un militaire israélien, qui a ouvert le feu à l'arme automatique, mercredi 1er janvier, sur le marché d'Hébron, a indiqué l'hôpital de la ville. Le chef de la sécurité palestinienne en Cisjordanie, Jibril Rajoub, a souligné qu'il fallait tout faire pour *« calmer les esprits »*. *Cet incident est survenu alors que les négociations sur le redéploiement de l'armée israélienne dans la ville des* Patriarches butaient encore sur des difficultés. Selon le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, aucun rendez-vous n'avait encore été fixé avec Yasser Arafat pour la signature d'un accord sur Hébron.

Lire page 18

La Chine sera l'un des enjeux du commerce mondial en 1997

La vente à domicile et le téléachat s'y développent massivement

***LA DÉTÉRIORATION** de l'état de santé de Deng Xiaoping, qui aurait été placé dans une unité de soins intensifs,* survient à l'aube d'une année 1997 où l'actualité s'annonce particulièrement dense : retour d'Hongkong dans le giron continental, le 1er juillet 1997, puis, à l'automne, quinzième congrès du Parti communiste. Celui-ci permettra sans doute de clarifier un jeu politique aujourd'hui suspendu à l'état de santé de Deng Xiaoping. D'éventuelles turbulences politiques pourraient avoir des effets sur l'ouverture économique en cours, qui se *manifeste notamment par un bouleversement des habitudes des citoyens.* Les couches sociales les plus favorisées ont désormais accès aux formes de consommation les plus modernes comme la vente à domicile et le téléachat.

Lire page 2



M. Chirac veut accélérer la baisse des impôts

Le chef de l'Etat affirme son optimisme

*« **NOUS CONSTRUISONS** une France vivante et forte, capable de créer plus d'activité et plus d'emplois »*, a déclaré Jacques Chirac, mardi 31 décembre, dans ses vœux aux Français pour le Nouvel An. Le président de la République a exprimé sa confiance dans la capacité de la société française à se réformer et à réussir *« son entrée dans l'avenir tout en restant fidèle à elle-même »*, rectifiant ainsi la tonalité de son intervention télévisée du 12 décembre au cours de laquelle il avait déploré le conservatisme de ses concitoyens.

Affirmant que la croissance *« repart »* et qu'*« elle sera plus forte en 1997 »*, M. Chirac a invité le gouvernement à faire en sorte de *« libérer les énergies qui ne demandent qu'à l'être »*. Il entend, notamment, aller *« plus vite et plus loin dans la baisse des impôts qui a été amorcée »*. Le chef de l'Etat a aussi insisté sur la lutte contre le chômage des jeunes, qui suppose entre autres, a-t-il dit, *« une réforme de l'enseignement professionnel »*. Il a assuré que *« 1997 sera vraiment l'année de l'emploi des jeunes (...) si chacun s'y engage avec toute sa volonté, toute son imagination »*. Il a plaidé, enfin, pour le *« dialogue social »*, qui nécessite le *« respect de l'autre »*, mais aussi *« une culture de la responsabilité »*.

« Choix de l'Europe, choix de la modernité, respect de l'identité française », a résumé M. Chirac, qui s'est montré optimiste quant à la capacité des Français à *« réussir ensemble »*. Selon un sondage publié par *Le Nouvel Observateur*, la gauche devance nettement la majorité dans les intentions de vote exprimées aujourd'hui par les électeurs.

Lire page 5
et notre éditorial page 10

■ Les exigences de Tupac Amaru

Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, qui détient 81 otages à Lima, a réitéré son exigence d'une libération de tous ses militants emprisonnés. p. 4

■ Belgrade : la fête dans la rue

L'opposition serbe a de nouveau défié le régime du président Slobodan Milosevic en organisant une gigantesque fête dans les rues de Belgrade à l'occasion du Nouvel An. p. 3

■ « On solde ! »

Les soldes commencent le 3 janvier, réglementés par une nouvelle loi destinée à prévenir les abus et les arnaques. p. 7

■ Les « pyramides » albanaises

Les marchés financiers qui rémunèrent l'argent à des taux usuraires sont en train de s'effondrer au pays des Aigles. p. 9

■ Des ordinateurs compréhensifs

Certains prototypes de laboratoire reconnaissent désormais plusieurs dizaines de milliers de mots lorsqu'ils sont prononcés par un seul utilisateur. p. 12

■ Les Japonais fous de Beethoven

La « Neuvième Symphonie » de Beethoven suscite un engouement exceptionnel au Japon. p. 15

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 380 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 3 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 102 - 7,00 F



Des tchadors fluo sur un rythme de raï indonésien

DJAKARTA
de notre envoyée spéciale

Hidjab (voile) rose framboise assorti à son rouge à lèvres Chanel, Ida Royani, quarante-quatre ans, compte à Djakarta parmi les créatrices les plus en vogue de la mode islamique, dont le principe consiste à cacher les cheveux, mais aussi les bras, les jambes et à ne jamais souligner les courbes du corps féminin. Divorcée, remariée à un compositeur et mère de huit enfants, cette belle Javanaise est une ancienne chanteuse : *« J'ai commencé ma carrière à l'âge de dix ans. Un jour, j'en ai eu assez. Le Coran a été une révélation... »* Depuis une décennie, elle a troqué ses minijupes et ses jeans contre des caftans en lin naturel qu'elle affectionne, écoute Sting, Police, lit *« de temps en à autre »* *Elle* et *Collezioni*, mais surtout se lève à 4 h 30 pour prier. *« C'est un choix de vie, une quête spirituelle. »*

Elles sont aujourd'hui une dizaine de mères de famille voilées à avoir percé dans l'univers de la mode, comme Ina Leman, une femme cadre au diamant étincelant sur sa longue *habaya* (tunique). Ancienne actrice, elle s'est reconvertie dans les affaires au début des années 90. Il lui arrive de tourner encore, mais elle n'accepte désormais que des rôles de musulmane. En novembre, Ida et Ina ont participé au premier défilé collectif de mode islamique organisé à Djakarta : procession multicolore de *tador* (tchadors) fluo version *street wear*, beige à boutons dorés style Chanel, à imprimé papier peint façon Deschiens et, pour les mille et une nuits des Schéhérazade, robes avec incrustations et broderies or.

Dans le plus grand pays musulman du monde (167 millions de croyants, soit 86 % de la population), si le dimanche reste encore jour de repos hebdomadaire, l'islam étend son influence notamment dans les villes, chez les plus jeunes, qui forment près de la moitié de la population. Le costume est le révélateur de cette évolution, qui oppose le voile au batik traditionnel, mais aussi au style occidental qu'on a absorbé ou imité d'un côté pour mieux en rejeter le symbole de l'autre. La représentante indonésienne du concours de top models Elite n'a pu participer à toutes les épreuves, le port du maillot de bain étant désormais interdit dans ce genre de compétition. On se souvient qu'en 1994 les musulmans indonésiens furent les premiers à incriminer la robe de Karl Lagerfeld pour Chanel brodée d'un verset du Coran, et dont ils ont obtenu l'interdiction. Mais dans ce monde mouvant, tous les chocs visuels sont aux rendez-vous : à Djakarta, de luxueuses tenues de fin de ramadan ont été montrées au rythme du raï, et même de l'*Ave Maria*...

Dans les rues, les filles strictement voilées de blanc roulent à moto, passent des heures dans les salles de jeux électroniques. Pour l'an 2000, Djakarta organisera en même temps une conférence islamique, un symposium sur l'environnement et un festival de mode. Loin du manichéisme occidental, une manière sans doute pour la ville de s'adonner à sa religion préférée : les affaires.

Laurence Benaïm

Les diamants de la contrebande

PAR – 60 degrés l'hiver et + 40 l'été, dans les vapeurs de soufre, au cœur de toundra sibérienne, les Russes extraient le quart de la production mondiale de diamants. Depuis 1960, ils les vendent à la firme sud-africaine De Beers, qui dispose d'un monopole international. Mais Russes et Sud-Africains ne sont pas parvenus à s'entendre cette année. Moscou, avide de devises, vend ses meilleures gemmes en contrebande, affaiblissant les prix de vente des pierres. L'Australie et le Canada ont aussi fait défection. La De Beers ne contrôle plus que 60 % du commerce du « meilleur ami de la femme ».

Lire page 11

POINT DE VUE

Forger la sécurité européenne *par Niels Helveg Petersen*

L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) mène deux vies parallèles, et l'une semble parfois vouloir ignorer l'autre. Depuis quelques années, la vie quotidienne de l'organisation à Vienne et dans la capitale assurant la présidence est remplie de projets concrets. Au plus près de l'actualité : répondre à l'appel de Belgrade en apportant le soutien de l'OSCE à la solution de la crise politique déclenchée par l'annulation partielle des résultats électoraux du 17 novembre 1996. Les conclusions et recommandations de Felipe Gonzalez après sa récente mission pour le compte du président de l'OSCE ne peuvent être plus claires : il s'agit tout simplement de valider le scrutin dans son ensemble.

Dès janvier : participer à l'organisation et – le cas échéant – à l'observation des élections en Tchétchénie. Ensuite viendra ce qui est prévu de longue date à l'OSCE : préparer les élections en Bosnie, formuler et gérer les tâches d'une dizaine de missions dans les pays d'Europe centrale, orientale et en Asie centrale ; soutenir le travail de ses institutions disséminées à Prague, à Varsovie, à La Haye et à Copenhague. Implanter ou restructurer des mécanismes civils – institutionnels, administratifs, électoraux – en Europe centrale et orientale, voilà ce qui, entre autres, donne son sens aux activités et au processus de décision de l'organisation.

La tâche est immense, mais le consensus exigé n'est pas un obstacle insurmontable : il est rare qu'un pays membre cherche à empêcher la mise en œuvre d'initiatives qui n'intéressent que des groupes plus restreints de membres. Des solutions sont trouvées dans un esprit de pragmatisme sans limites.

L'autre vie, celle des conférences et des sommets, par exemple celui qui s'est tenu à Lisbonne en décembre 1996, a souvent plus de mal à gérer les réalités. Les bagages de la CSCE originaire et la règle du consensus y pèsent de tout leur poids. Cette autre vie de l'organisation court actuellement le risque de devenir un rituel. Il y a une inertie des habitudes discursives.

Au-delà de cette inertie du discours, les idées des uns et des autres sur l'avenir de l'organisation diffèrent. D'un côté, l'ambition russe d'un renforcement de l'OSCE, le projet de lui donner un authentique rôle de coordination dans la politique de sécurité. De l'autre, celle des Etats-Unis, consistant à accentuer la fonction de l'organisation sur le plan civil, dans le domaine des droits de l'homme, etc. Entre les deux, l'idée française, désormais position commune de l'Union européenne, de développer une Charte.

Ces orientations divergentes continueront à se faire face pendant la présidence danoise de l'OSCE. La perspective de travail agréée depuis longtemps est celle d'un modèle de sécurité pour le XXIe siècle.

Au terme de la présidence danoise il restera encore deux années pour mettre au point les cadres, contenus, facteurs et variables pour un système susceptible de remplacer celui – bipolaire – dans lequel nous avons vécu depuis une quarantaine d'années, de la dernière guerre jusqu'à la chute du mur de Berlin.

La division de l'Allemagne et la délimitation entre l'Est et l'Ouest ne reflétait rien d'autre qu'une situation militaire fortuite, acquise dans les dernières étapes de la seconde guerre mondiale, la situation de Yalta ou de Potsdam. Ce partage ne reposait en revanche sur aucune frontière culturelle, religieuse ou autre.

Lire la suite page 10

***Niels Helveg Petersen**, ministre danois des affaires étrangères, assume la présidence de l'OSCE pour l'année 1997*

Un trimaran sous la neige



OLIVIER DE KERSAUSON

***SOUS LA NEIGE** et dans le froid, le trimaran Sport-Elec a doublé l'île d'Ouessant, mardi 31 décembre,* en direction des mers du Sud pour un tour du monde sans escale et sans assistance.

Olivier de Kersauson et ses six compagnons d'équipage doivent impérativement revenir au même point avant le 16 mars à midi pour battre le record du navigateur néo-zélandais Peter Blake, détenteur, depuis 1994, du trophée Jules-Verne. C'est la troisième tentative du marin breton, qui a choisi cette fois d'emmener plus d'équipiers pour rendre les manœuvres plus rapides.

Lire page 18

هكذا من الأصل

MUTATION 1997 sera marquée *par une actualité particulièrement* dense. Après le retour de Hongkong dans le giron continental, le 1er juillet, *le Parti communiste chinois tiendra* son quinzième congrès, censé clarifier *un jeu politique dominé* aujourd'hui par les manœuvres de succession à Deng Xiaoping. ● L'ÉTAT DE SANTÉ *du patriarche chinois fait l'objet* de spéculations. Selon un journal de Hongkong, *M. Deng aurait été* placé dans une unité de soins intensifs dans sa résidence de Pékin après *avoir perdu connaissance un bref* moment, lundi 30 décembre. ● LES HABITUDES DE CONSOMMATION ont été radicalement modifiées par des réformes qui ont propulsé la Chine au cœur de l'économie mondiale. Les *milieux d'affaires parient sur cette « nouvelle frontière ».* Source de bien des espoirs, le marché chinois *peut aussi réserver aux investisseurs* étrangers de cruelles déconvenues.

La Chine, du Petit Livre rouge aux catalogues de téléachat

Achat de porcelaine fine, location de jets privés, multiplication des réseaux de vente à domicile : à l'heure où il s'apprête à prendre possession d'Hongkong, le pays du Milieu découvre avec passion les délices de la consommation

PÉKIN
de notre correspondant

La confusion des valeurs qui caractérise l'irruption de la Chine dans la culture de la consommation atteint, par moments, des sommets qui dépassent le montant, pourtant élevé, des transactions. Un ancien garde rouge maoïste, devenu patron d'une société de courtage, vient ainsi de débourser, dans une vente aux enchères à Pékin, la somme de 7,9 millions de yuans (environ 5 millions de francs) pour acquérir une collection de quatre-vingt-six pièces de porcelaine fine. Celle-ci avait, elle-même, une assez vertigineuse histoire : le service appartenait, en effet, à un ensemble de pièces qui avaient été commandées aux meilleurs fabricants du pays par Mao Zedong, ou tout au moins par son entourage, en 1975, un an avant sa mort.

A ce moment précis, la Chine en était encore à hésiter entre la ferveur pseudo-révolutionnaire qui l'avait conduite à saccager des *quantités industrielles d'œuvres* d'art précieuses au nom du rejet d'un passé « féodal », et une approche plus sobre des réalités modernes. Ce qui n'avait pas empêché les fabriques renommées d'adapter leurs techniques les plus raffinées à cette esthétique « révolutionnaire » qui ne les autorisait plus à produire que des pièces hagiographiques de la légende maoïste : bustes du Grand Timonier et autres représentations de scènes pieuses *« politiquement correctes ».*

L'Institut de recherches sur l'industrie de la céramique de la province du Jiangxi (nom donné par le régime à une fabrique héritière d'une longue tradition sous l'empire) fut ainsi chargé de produire des services de porcelaine de la plus grande qualité, comme aimaient à en contempler les anciens occupants du Trône céleste. Un millier de pièces sortirent de ses fours, dont cent trente-huit furent sélectionnées pour le « Soleil rouge, » désormais au crépuscule de sa vie – lequel, naturellement, ne les vit jamais.

UNE RÉCENTE TROUVAILLE

Han Zhihong, l'acheteur, était alors aux champs, comme des millions d'activistes envoyés à la campagne, une fois calmée (par la répression) la tourmente maoïste de la deuxième partie des années 60. Il a, le 14 décembre, dépensé – avec les fonds de sa société, qui est elle-même une émanation capitaliste *du secteur public – sept fois le* montant de la mise à prix du service, pour la valeur de l'investissement. *Le marché de l'art devient* ainsi une des plus récentes trouvailles du néocapitalisme chinois.

L'avènement de cette société de consommation modifie bien des habitudes individuelles. La vente à *domicile, une notion encore* inconcevable il y a peu, a fait son apparition. Les Chinois avaient pour règle de comportement d'examiner sous toutes ses coutures, avec une infinie minutie, le moindre objet acquis dans un magasin. Cela pouvait durer plusieurs dizaines de minutes. L'enjeu financier était tel qu'il fallait éviter d'acquérir une marchandise défectueuse, qui n'aurait pas été reprise par le détaillant.

Désormais, certains font leurs *courses par téléphone après avoir* sélectionné le produit dans un programme de télévision par câble. On *compte un millier d'opérateurs of*ficiellement enregistrés à travers le pays et les firmes de télédistribu*tion commencent* à se bousculer sur le marché. Voilà même que certains paysans de régions riches *compensent leur éloignement de la* grande ville par le recours à de tels services qui leur fournissent désormais – concurrence oblige – une sécurité jadis inimaginable de la part de la distribution d'Etat : le service après-vente pour réfrigérateurs ou magnétoscopes sous garantie.

La Chine fait son entrée dans le *merchandising* incluant la réparation gratuite. A grande échelle ? Nécessairement, tout ce qui la *concerne acquérant d'emblée des* proportions importantes. Ce qui ne veut pas dire que, probablement si*gnificatif, le phénomène ne reste* pas marginal. Et contesté.

« Le socialisme, ce n'est pas la pauvreté », disait Deng Xiaoping. C'est le credo encore en vigueur, mais ses héritiers apportent un cor*rectif : « Ce n'est pas non plus l'émergence d'une poignée de riches »*, ajoutait, en octobre, un tenant du régime portant le titre honorifique de conseiller d'Etat, Chen Junsheng, dans une revue plutôt conservatrice mais très officielle, *Rechercher les faits.*

En 1995, un groupe de dirigeants conservateurs, rassemblés autour d'une figure en vue de l'anti-« système Deng », Deng Liqun (sans lien familial avec le patriarche), fit circuler, officieusement, un article connu sous le titre de « Manifeste en dix mille caractères » qui s'en prenait vivement à *la « nouvelle bourgeoisie ».* Il s'agissait de démontrer que la mutation provoquée par l'ouverture constituait *« une menace pour la sécurité de l'Etat »*, comme l'avaient précédemment démontré la dislocation de l'Union soviétique et l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est. L'article ne fut pas repris dans la presse officielle mais celle-ci ne dut pas moins en tenir compte, de même que la tête apparente du régime, l'équipe rassemblée autour du président Jiang Zemin.

APPÉTIT DE LUXE

Toutefois, l'attrait pour le mar*ché semble un phénomène* très largement irréversible compte tenu de la soif de consommation qui a *saisi les Chinois. Ces derniers* paraissent « craquer » devant d'aussi bourgeoises découvertes que les *services de livraison de fleurs* ou les réseaux promotionnels par informatique. Dernière apparition sur *ce créneau : le China fashion net,* permettant aux stylistes de prêt-à-porter de se tenir informés des tendances du marché en cliquant sur leur souris. Sans oublier, en haut de l'échelle, l'avion privé pour l'homme d'affaires pressé ou soucieux de son standing. La Chine a ainsi engagé des négociations avec la firme Falcon pour lancer un service de charter d'*« executive jets »* à l'échelle nationale. Deux petites compagnies aériennes provinciales ont, elles-mêmes, commencé à opérer sur ce mode.

Par certains aspects, la Chine *connaît une évolution des mentali*tés qui ressemble à celle des sociétés occidentales de l'après-*deuxième guerre mondiale. La soif* de confort personnel vient d'abord. Au niveau familial, elle est notam*ment alimentée* par la politique de l'enfant unique – répercussion non dépourvue d'ironie de la catastrophique politique nataliste de l'ère maoïste. *Les rayons consacrés à* l'enfance dans les grands magasins et les foules qui s'y pressent avant Noël *témoignent* de l'importance de ce segment du marché des « petits empereurs ».

Puis vient l'appétit pour un certain luxe, chez les parvenus. Toutes les grandes marques mondiales de produits de luxe ont ouvert boutique à Pékin, Canton et Shanghaï, chacune avec sa stratégie pour capter ce marché émergent. Mieux, la Chine récupère des parts de marché sur des produits qui connaissent des difficultés en Occident. La fourrure vestimentaire en est un bon exemple – mal vue des protecteurs de la nature outre-Pacifique –, elle devient un symbole (féminin dans un premier temps) de statut social équivalent à *l'automobile et au téléphone* portable en Chine.

Mao, lorsqu'il se faisait fabriquer des porcelaines de haute qualité comme un empereur d'autrefois, n'avait pas prévu cette évolution de sa *« dictature du prolétariat ».*

Francis Deron

Le « Quotidien du peuple » et le « culte » du Père Noël

La Chine de la fin du règne de Deng Xiaoping regorge de bizarreries liées à l'invasion de la consommation. Ainsi, c'est sur une ampleur toute nouvelle qu'elle sacrifie, à présent, au « culte » du Père Noël, une fête autrefois ignorée, voire rejetée, pour ses aspects religieux étrangers. On en est aujourd'hui à voir des agences gouvernementales d'un pays officiellement athée distribuer, sans état d'âme apparent, des cartes de vœux à l'effigie de tout ce qui fait le folklore de Noël en Occident : « Merry Christmas », dit l'une, ornée, comme il se doit, du Père Noël sur son traîneau tiré par des rennes, survolant un village enneigé où les enfants ont les yeux rivés sur le ciel étoilé. La carte, imprimée aux Etats-Unis, émane du Quotidien du peuple, organe central du Parti communiste chinois, officiellement chargé de promouvoir l'idée d'« une civilisation socialiste spirituelle ».

Vendre ses cheveux pour quelques dollars

La Chine est devenue le premier exportateur *mondial* de cheveu humain. Les collecteurs travaillant pour le compte de fabriques *fournissant* la confection de perruques et autres rajouts capillaires artificiels parcourent *aujourd'hui* la campagne pour acheter, pour quelques dollars, les tresses de paysannes qu'arboreront, sous une forme ou une autre, les riches Occidentaux.

Le marché n'est pas négligeable : les Etats-Unis ont importé pour près de 80 millions de dollars de cheveux de l'étranger, en 1995. *C'est dire* avec quel œil les spécialistes lorgnent une source d'approvisionnement *où, longtemps,* le cheveu féminin s'est porté long et où les femmes représentent *plus de la moitié d'une* population de plus d'un milliard d'êtres.

Deng Xiaoping aurait été placé en unité de soins intensifs

DENG XIAOPING a été placé en unité de soins intensifs après avoir brièvement perdu connaissance, lundi 30 décembre, dans la soirée, rapporte, mercredi 1er janvier, le quotidien hongkongais *South China Morning Post.* Selon ce journal, les infirmières veillant sur le patriarche âgé de quatre-vingt-douze ans n'ont pu le réveiller pour le dîner et l'ont placé en soins intensifs dans sa maison de Pékin équipée d'installations hospitalières après qu'il a repris connaissance plus tard dans la soirée.

Le South China Morning Post cite une source proche de l'entourage de Deng selon laquelle celui-ci est sujet à des pertes de conscience en*viron une fois par semaine depuis le début de* 1996. En revanche, selon cette source, Deng n'a pas été hospitalisé récemment comme l'avaient *rapporté des journaux de Hongkong. Le quoti*dien indépendant *Sing Tao* avait ainsi fait état, mardi, d'une source chinoise informée selon laquelle Deng avait été admis, la semaine dernière, à l'hôpital militaire N 301, situé dans l'ouest de Pékin.

L'état de santé du dirigeant chinois se détériore comme celui de toute personne atteinte de la maladie de Parkinson à un stade avancé, selon la source citée par le *South China Morning Post.*

DOCUMENTAIRE EN DOUZE PARTIES

Du côté officiel chinois, on se refuse à confir*mer ces informations. Le quotidien* indépendant *Ming Pao* cite, mercredi, un porte-parole du bureau de l'agence Chine Nouvelle à Hong*kong déclarant sans fondement les informa*tions indiquant que Deng avait été hospitalisé dans un état critique.

La télévision chinoise doit programmer à partir de cette semaine un documentaire en douze parties célébrant la vie et la carrière de Deng. Selon un membre du Parti communiste chinois (PCC) cité par le *South China Morning Post*, la diffusion du documentaire n'a aucun lien avec l'état de santé du vieux dirigeant. Cette source précise que le chef de l'Etat, Jiang Zemin et l'entourage de Deng avaient commencé à préparer cette série télévisuelle il y a plus d'un an. – *(Reuter.)*

■ **Le dissident Li Hai** a été condamné à neuf ans de prison pour *« violation de secrets d'Etat »*, a rapporté, mercredi 1er janvier, sa mère, Mme Gong Liwen. Li Hai, quarante-deux ans, qui a interjeté appel, avait été arrêté le 31 mai 1995. Il est accusé d'avoir *« cherché à établir l'identité, l'âge, le domicile, le délit commis, la peine infligée et l'endroit de détention des personnes impliquées »* dans le mouvement démocratique de la place Tiananmen réprimé par l'armée le 4 juin 1989. – *(AFP.)*

Un jeu de miroirs économique où tous les coups sont permis

PÉKIN
de notre correspondant

L'émergence du néocapitalisme chinois est un fait majeur de cette *fin de siècle. C'est un lieu commun.*

ANALYSE

En moins d'une génération, le *pays le plus* peuplé du monde semble avoir basculé du misérabilisme érigé en mode de gouvernement, exportateur d'une idéologie déstabilisatrice pour l'économie mondiale, sur lequel il avait vécu pendant la génération précé*dente, vers quelque chose qui se* rapproche du système mondial reposant sur l'échange de marchan*dises palpables et monnayables.*

Une transition si rapide et sur une telle échelle a de quoi faire rêver l'essentiel de la communauté internationale. Quand le phénomène a commencé à se dessiner au début des années 80, on prêtait à l'homme d'affaires américain, pro*totype du conquérant commercial* lambda, cette réflexion tout à la fois grossière et émouvante de naïveté : *« La Chine ? Deux milliards d'aisselles en quête de déodorant. »* On ne se posait guère, alors, la question de savoir si l'industrie locale des cosmétiques ne parviendrait pas un jour à fournir au consommateur le produit désiré.

Deux décennies après la mort de Mao Zedong, les plus grands fabri*cants de parfum – et autres pro*duits de luxe – se disputent d'étroites vitrines dans les plus *grandes villes de Chine. Construc*teurs géants d'avions, pilotes de programmes d'énergie nucléaire, et autres capitaines d'industries du monde industrialisé (Japon et Russie compris) en sont venus à considérer la Chine comme « le » marché du siècle.

Peu importe à leurs yeux que ce marché soit, tout bien considéré, d'abord constitué d'une population dont 80 % sont des paysans au pouvoir d'achat microscopique – en moyenne nationale, à peine 500 dollars de produit intérieur brut (PIB) par habitant et par an, soit un peu plus que l'Inde mais moins que le *Srî Lanka. L'essentiel est l'appari*tion des deux cent cinquante millions de citadins et ruraux nouvellement urbanisés, dont la seule idéologie, désormais, est la consommation.

Pourtant, ce marché reste dans une large mesure prisonnier de *règles du jeu spécifiques qui* ne relèvent pas seulement du simple protectionnisme typique d'un pays du tiers-monde. Or les états-majors économiques entretiennent souvent, à ce sujet, des illusions. Ainsi, les investisseurs guettent avec impatience une ouverture qui *permettrait aux banques étrangères* de recevoir, en Chine, des dépôts et d'émettre des prêts en monnaie nationale, le *yuan renminbi* (littéralement, *« monnaie du peuple »). Ce* serait une brèche dans le monopole jusqu'à présent bien préservé des *banques chinoises, nationalisées.* Cette mesure donnerait aux institutions bancaires capitalistes un accès à l'importante épargne qui existe dans ce pays – où tant les particuliers que les agents économiques nourrissent une robuste méfiance envers les banques en général, les chinoises en particulier.

PRESSIONS DES AUTORITÉS

Par exemple, une part substantielle de la plus-value ramassée par les *« capitalistes rouges »* chinois part, sous la forme de devises, vers des destinations jugées plus sûres : Suisse, Etats-Unis, et, jusqu'à *présent, Hongkong. L'ouverture, en* Chine même, d'une activité bancaire étrangère pourrait paraître comme un moyen de capter une partie de ce flux difficile à chiffrer mais révélateur d'une certaine méfiance face à l'avenir.

Le revers de la médaille invite cependant les familiers du terrain à souhaiter qu'une telle mesure soit durablement différée : au lieu de *constituer une authentique libérali*sation, elle pourrait engendrer une obligation de prêts à des firmes chinoises – du secteur public, en particulier – à l'assise économique *douteuse*, sans possibilité pour les banques étrangères de se défiler. Le système demeure suffisamment cohérent pour autoriser un degré de *pression des autorités sur les inter*venants économiques extérieurs. Cette pression ne passe pas néces*sairement par le champ politique* mais s'inscrit dans une logique plus boutiquière, voire maquignonne : les interlocuteurs chinois d'hommes d'affaires étrangers excellent à leur faire miroiter des perspectives de grands développements rémunérateurs pour peu que ces derniers consentent, dans l'immédiat, à des sacrifices d'apparence insigne, tel que, par exemple, l'émission d'un prêt en faveur d'une firme en difficulté. Puis un autre. Puis encore un autre.

Cette crainte compréhensible de l'engrenage est révélatrice d'une sorte de hiatus existant, à propos *de la Chine*, entre le raisonnement théorique basé sur l'approche statistique de ce pays – les fameux 10 % de *croissance moyenne au* cours de la dernière décennie – et la réalité quotidienne de son néocapitalisme. Dans le même *ordre* d'idées, l'éternel débat qui anime *les pays industrialisés sur l'opportu*nité des transferts de technologie trouve, en Chine, une dimension *supplémentaire* en raison de l'habileté de son gouvernement à renverser les perspectives d'implantation. La plupart des *grandes firmes* étrangères qui accroissent leur production en Chine ne le font plus dans l'idée de rapatrier leurs éventuels bénéfices mais bien de s'adjuger des parts de marché sur place. *Réinvestir les profits est devenu la* règle. Jouant sur la concurrence, les décideurs chinois auront tendance à *écarter le partenaire soucieux* de récupérer au moins une partie de sa mise au profit de celui qui ajoutera *un supplément technologique.*

LES CONTRATS « ARRACHÉS »

En *outre*, Pékin connaît bien le talon d'Achille des démocraties industrialisées : l'effet d'annonce. « Arracher » *un contrat en Chine* en se prévalant d'un avantage décisif face à une concurrence acharnée est devenu un *« sport » pratiqué* par tous les gouvernants se targuant de créer ainsi de l'emploi dans leur pays. Que *cette masse* d'emplois soit plus faible qu'il n'est généralement admis entre peu – Pékin le sait et en joue à fond – dans les préoccupations de gouvernements appelés à être remis en cause après la conclusion du contrat.

L'éventuelle dénonciation par la *Chine de telle ou telle disposition* d'un contrat entré en vigueur tombe dans ce jeu de miroirs qui semble, *dans une large mesure*, fonder l'émergence de ce néocapitalisme. Conclu sous un gouvernement et donc coloré de ce qui a été alors présenté à l'opinion du pays *concerné comme une certaine « politique chinoise »* – le contrat sera renégocié par le gouvernement suivant dans la perspective de gains futurs, là encore hypothétiques.

A ces incertitudes s'ajoutent les aléas d'un jeu politique chinois peu transparent. Des hommes d'affaires de Hongkong avaient cru, voici quelques années, conclure avec la puissante administration municipale de Pékin des arrangements leur donnant un avantage décisif en vue de réalisations immobilières de prestige. Ils ont dû déchanter quand l'équipe municipale est tombée lors d'une purge politique déguisée en campagne contre la corruption.

Des mésaventures du même ordre sont quotidiennement infligées à des investissements *minuscules*, comme ceux de ces dizaines d'étrangers qui ouvrent ça et là, à la *limite de la légalité, de petits* restaurants ou bars à Pékin. Du jour au lendemain, le partenaire chinois revend sa part de l'établissement, récupère ou multiplie sa mise de fonds, et disparaît à temps avant que l'on apprenne que les autorités ont décidé de raser le quartier.

Par certains aspects, le néocapitalisme chinois donne l'impression d'un Far West où tous les coups *sont permis, tous les espoirs et les* déconvenues aussi. Par d'autres, il présente l'allure d'une machine redoutable entièrement tournée vers la captation de la technologie avancée à *l'aide de laquelle* la Chine espère se hisser parmi les premières puissances du monde au XXIe siècle.

F. D.



L'opposition serbe a fêté le Nouvel An en manifestant contre M. Milosevic

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont envahi le centre de Belgrade

L'opposition serbe a célébré le Nouvel An dans les rues de Belgrade, en défiant une nouvelle fois le pouvoir de Slobodan Milosevic. Le *président* serbe n'a toujours pas *apporté de réponse aux recommandations de l'OSCE* concernant la validité des résultats des élections municipales du 17 novembre.

BELGRADE
correspondance

Alors que Belgrade sous la neige a retrouvé, avec les *rigueurs* de l'hiver, un cortège de problèmes rappelant à certains l'époque la plus noire des sanctions – coupures de courant et d'eau, chauffage insuffisant, autobus en panne –, l'opposition et ses sympathisants ont été conviés par la coalition Ensemble (Zajedno) à sortir en ville, mardi 31 décembre, *pour fêter l'arrivée de la nouvelle* année, ce qui n'est pas vraiment une tradition à Belgrade.

Les réjouissances ont commencé l'après-midi par un bal masqué et une distribution de cadeaux pour les enfants, organisée sous l'égide de Danica Draskovic, l'épouse de l'un des trois dirigeants de la coalition, Vuk Draskovic. La « promenade » quotidienne a été assurée en fin d'après-midi par une quinzaine de membres du comité d'initiative *étudiant qui se sont rendus* dans les quartiers résidentiels de Dedinje – dont l'accès avait par deux fois été interdit, les semaines précédentes, aux cortèges d'étudiants –, afin de se rendre rue Tolstoï, où se trouve la résidence du président Slobodan Milosevic. Ar*rêté cette fois-ci* à une *cinquan*taine de mètres du domicile présidentiel par un inévitable dispositif policier, ce petit groupe d'étudiants a néanmoins tenu au cœur de la « cité interdite » sa session journalière au cours de laquelle a été adoptée une « déclaration sur la liberté ».

LA FÉE « DÉMOCRATIE »

Sur le chemin du retour, le comité a été reçu par Dobrica Cosic, premier président de la Nouvelle Yougoslavie, démis par M. Milosevic à la fin du mois de mai 1993, qui a souhaité la réussite du mouvement de protestation. La soirée des étudiants a commencé à 21 heures sur l'esplanade de la faculté de philosophie, où se sont succédé les groupes de rock jusqu'à minuit, heure à laquelle la fée Démocratie est symboliquement apparue pour libérer plusieurs étudiants emprisonnés dans une cage. Les manifestants se sont ensuite dirigés vers une place voisine pour souhaiter une bonne année à leurs *« parents »*, c'est-à-dire l'immense foule de Belgradois qui avait répondu à l'invitation de la coalition de l'opposition. Plusieurs *centaines de milliers de personnes* ont envahi le centre-ville, à partir de 23 heures, et ont échangé leurs vœux dans un tintamarre de pétards, de sifflets et de trompes, couverts à l'approche de minuit par le slogan de ralliement de l'opposition : *« Allez, en avant ! Tous à l'attaque ! »*

La présentation des vœux des chefs de file de l'opposition et le spectacle musical ont été retardés jusqu'à 1 h 30, la scène dressée pour *l'occasion s'étant* retrouvée sans courant. Alors que Vuk Draskovic, en désespoir de cause, s'apprêtait à décréter une « promenade » nocturne, le courant est réapparu et un dernier carré de 20 000 Belgradois a pu poursuivre la fête jusqu'à 3 heures. Belgrade n'avait *jamais connu une telle nuit* de réveillon, et la capitale serbe ne différait guère ainsi – et pour la première fois – des grandes capitales européennes en cette nuit de Saint-Sylvestre.

Les premiers jours de la nouvelle année pourraient pourtant être semblables aux derniers jours de l'année écoulée. Zoran Djindjic, en lançant l'invitation aux Belgradois de fêter « ensemble » le réveillon, leur recommandait de *« s'habiller chaudement et de ne pas prendre froid car, après les réjouissances, d'autres manifestations* [les] *attendent »*. Quant à Vuk Draskovic, tout en voyant dans cette nuit un *« grand message lancé par 700 000 Belgradois appelant à la raison le président Milosevic »*, auquel il a souhaité une bonne année, il redoutait que *« sous l'influence de l'association terroriste JUL (gauche unie yougoslave), le président Milosevic n'opte pour une variante catastrophique »*, laquelle amènerait un *« isolement diplomatique, économique et commercial de la Serbie »*.

Pierre Benvenuto

1997 sera une « année de réformes »

Dans son message du Nouvel An prononcé à la télévision, mardi 31 décembre, Slobodan Milosevic a annoncé que 1997 serait *« une année de réformes »* qui conduiront la Serbie vers l'économie de marché et de *« grandes transformations structurelles touchant à la propriété »*. Le président serbe a évoqué brièvement les *« difficultés extérieures et intérieures que nous avons connues, surtout ces derniers mois »*, sans autre allusion à la crise politique qui secoue le pays depuis quarante-trois jours.

Rappelant qu'une année s'est écoulée depuis la fin de la guerre et la levée des sanctions internationales, M. Milosevic a dressé un bilan positif de son action, soulignant l'augmentation du PIB, de l'emploi et du revenu des particuliers, tout en reconnaissant que ces résultats étaient *« encore insuffisants »* et que *« la vie d'un grand nombre de citoyens était toujours difficile »*. Le président a conclu en souhaitant une Serbie *« pacifique, libre, riche et indépendante »*. – (AFP.)

M. Boutros-Ghali veut apporter sa « modeste contribution » à la paix au Proche-Orient

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SORTANT de l'ONU Boutros Boutros-Ghali a quitté son bureau mardi 31 décembre à New York, à l'achèvement de son mandat de cinq ans, en estimant que son prin*cipal succès avait été de* préserver l'indépendance de l'organisation. Le diplomate égyptien, âgé de soixante-quatorze ans, a quitté l'immeuble de l'ONU sous les applaudissements de son équipe, après avoir serré la main de tous ceux qui l'attendaient pour lui dire au revoir.

Il a déclaré à des journalistes qu'il n'éprouvait *« aucune rancœur »* à la suite du veto américain mis à sa réélection. Il devait être remplacé mercredi par le Ghanéen Kofi Annan, jusqu'ici sous-secrétaire chargé des opérations de maintien de la paix.

M. Boutros-Ghali a estimé que sa contribution la plus importante avait été le maintien d'*« un minimum d'indépendance »* de l'ONU. Il a en revanche reconnu qu'il n'avait pas réussi à *« surmonter la crise financière »* de l'organisation.

Le refus de Washington de s'acquitter de ses dettes envers l'ONU a été le principal contentieux entre M. Boutros-Ghali et l'administration américaine. Washington n'a toujours pas payé ses 1,3 milliard de dollars d'arriérés, qui représentent environ la moitié de la dette totale de l'organisation. Le président Clinton *« s'est engagé à mettre son veto à ma réélection »*, a-t-il déclaré, *« puis de payer ce que les Etats-Unis doivent aux Nations unies. Voici la première moitié de son engagement réalisée, il doit maintenant réaliser la deuxième »*.

M. Boutros-Ghali a passé sa dernière matinée à poser pour les photographes dans son bureau du 38e étage de l'immeuble des bords de l'East River, en compagnie notamment de la cinquantaine d'Egyptiens de son équipe.

Il a bien précisé qu'il n'entendait pas prendre une retraite paisible, en indiquant qu'il allait continuer à servir les Nations unies, le gouvernement égyptien et la communauté internationale pour toute mission en faveur de la *« paix, du développement et de la démocratie »*.

DÉPART POUR L'EGYPTE

Boutros Boutros-Ghali doit quitter New York mercredi 1er janvier pour l'Egypte, après une escale à Paris, et a l'intention d'écrire des livres. Il travaille actuellement à un ouvrage consacré à sa contribution aux accords de Camp David, en 1978, lorsqu'il était secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gouvernement dirigé par Anouar El Sadate. De plus M. Boutros-Ghali s'est déclaré prêt à apporter sa *« modeste contribution »* aux efforts de paix au Proche-Orient, et s'est déclaré convaincu que la paix *« prévaudrait tôt ou tard »* dans cette région.

En outre, le Conseil de sécurité de l'ONU a procédé au renouvellement de ses membres non permanents. Le Costa Rica, la Japon, le Kenya, le Portugal et la Suède font leur entrée dans cet organisme où siègent quinze pays, dont les cinq membres permanents (Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France, Chine). Le hasard de l'ordre alphabétique a fait que le Japon, qui revendique un siège de membre permanent du Conseil, préside ce dernier pour le mois de janvier 1997. – *(AFP.)*

Le jour de gloire de Sir Paul McCartney

LONDRES
de notre correspondant

Comme chaque 31 décembre, Londres s'est réveillée avec une nouvelle liste des « Honours » de fin d'année, les distinctions décernées par la reine mais inspirées par le premier ministre. *Privée d'actualité* en ces temps de réveillon, la presse en fait ses choux gras. D'autant que, cette année, les artistes sont à la mode. Trente ans après avoir été gratifié d'un MBE (ordre de l'Empire britannique), un certain James Paul McCartney, musicien, a été anobli pour *« services rendus à la musique »*. Sir Paul n'est autre que l'ancien Beatle. A cinquante-quatre ans, marié depuis plus d'un quart de siècle avec Linda, actif dans les œuvres de bienfaisance, arrondi par l'âge, le voilà finalement accepté par l'establishment. Oublié, le jour où le jeune gamin avait été refusé par le chœur de la cathédrale anglicane de Liverpool.

Le temps n'est plus où de véhéments vieillards renvoyaient leur MBE à Buckingham Palace pour protester contre la distinction accordée à de jeunes voyous, ni où John Lennon faisait de même pour manifester son opposition à la guerre du Vietnam. Un porte-parole de Sir Paul a d'ailleurs tenu à mettre les choses au point : si John avait affirmé que les « quatre garçons dans le vent » avaient fumé un joint dans les toilettes royales avant de recevoir leur récompense, il ne s'agissait en fait que d'une blague. Nous voilà rassurés. La réaction du récipiendaire n'a rien de sulfureux : *« Je remercie ma femme et mes enfants et je souhaite à tous une bonne année. »*

LIVERPOOL À L'HONNEUR

En plus de Sir Paul, c'est le Liverpool des années 50 et 60 qui est à l'honneur, la capitale de la musique pop plus que la métropole de la violence et du chômage qu'elle est devenue. D'autres ressortissants de cette ville ont également étés distingués : le poète Roger McGough, qui joua avec le frère de Paul dans le groupe The Scaffold, et l'ex-chanteuse Cilla Black, le chanteur Frankie Vaughan. Dans la liste, on trouve aussi l'actrice Joan Collins, l'auteur de romans d'espionnage Frederick Forsyth (*Le Chacal*), le dramaturge à succès Alan Ayckbourn, millionnaire qualifié par certains de *« plus grand auteur de théâtre britannique après Shakespeare »*, ou l'auteur de comédies musicales Andrew Lloyd Webber ; déjà Sir, le voilà Lord, et fier d'être qualifié de *« compositeur »* et non plus d'auteur de musiquette à succès. Lord Webber a renouvelé et enrichi le genre avec *Cats*, *Jesus Christ Superstar*, *le Fantôme de l'Opéra*,... et l'hymne des Tories aux dernières élections ; un honneur même refusé à Elgar, le compositeur de *Pump and circumstances*. Mais on ne trouve dans cette liste ni Oasis ni les Spice Girls qui se sont signalés en annonçant qu'elles voteraient pour John Major. On reconnaît là les goûts artistiques plutôt conservateurs du premier ministre.

Ces saltimbanques ne sont qu'une poignée dans la longue liste de 1 035 noms où l'on trouve aussi des amis politiques, des hommes d'affaires, le président (antillais) de la Commission pour l'égalité raciale, Hermann Ouseley, et près d'une moitié d'hommes et de femmes ordinaires qui se sont distingués par une vie de petites actions d'éclat ou par leur engagement humanitaire : un cantonnier, un serveur d'hôpital, un bon grand-père de quatre-vingt-cinq ans qui surveille les enfants se rendant à l'école... Une initiative que l'on doit à M. Major et à sa prétention de transformer la Grande-Bretagne en *« société sans classes »*. Mais y aura-t-il encore des « Honours » en 1997 si les travaillistes, qui ont promis de réformer la Chambre des Lords, arrivent au pouvoir ?

Patrice de Beer

Plusieurs « camps » revendiquent la victoire aux élections régionales en Russie

Partisans et adversaires de Boris Eltsine saluent leur réussite. Sans étiquette politique, le courant des « pragmatiques » se dit prêt à coopérer avec le pouvoir, « quel qu'il soit »

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Qui a gagné les élections régionales qui se sont déroulées en Russie de septembre à décembre 1996 ? Difficile à dire, alors que plusieurs *« camps » saluent leur réussite*. Car ce scrutin qui n'a guère fait couler d'encre à Moscou représente un enjeu crucial pour l'avenir de la Fédération.

*Les résultats ont ainsi été inter*prétés comme un *« succès »* par le Kremlin et qualifiés simultanément de *« victoire »* par l'opposition communiste. Sur quarante-quatre gouverneurs élus en 1996, vingt-sept sont considérés par le Kremlin comme les siens, tandis que l'opposition avance le chiffre de dix-neuf élus favorables au courant communiste. *« Le vrai critère pourrait être celui des gouverneurs sortants qui ont été réélus, soit vingt personnes, mais c'est un leurre car dans la plupart des cas ils ont été réélus en l'absence de toute concurrence sérieuse »*, explique Nikolaï Petrov, analyste à la Fondation Carnegie à Moscou. *« En fait*, explique-t-il, *les deux camps ont raison, la barrière idéologique, qui a joué en faveur de Boris Eltsine lors de l'élection présidentielle du printemps, est devenue totalement artificielle »*.

La meilleure illustration de ce phénomène est venue d'Alexandre Routskoï, l'ancien vice-président et chef de la fronde parlementaire d'octobre 1993, élu en octobre 1996 avec 80 % des suffrages à la tête de la région de Koursk. Soutenu pendant sa campagne par l'Union populaire et patriotique (alliance de nationalistes et de communistes), celui qui fut autrefois l'opposant numéro un au président russe, à peine en fonction, s'est empressé de déclarer, le 12 novembre à Moscou, sa loyauté au Kremlin lors d'une visite à Anatoli Tchoubaïs, le chef de l'administration présidentielle...

« SIGNE D'IMMATURITÉ POLITIQUE »

« L'étiquette politique n'a joué aucun rôle dans ces élections parce que la plupart des sénateurs vivent dans l'attente, prêts à tourner casaque au moindre événement », résume le député libéral de la Douma, Viktor Cheinis, qui y voit le *« signe de l'immaturité politique d'une Russie politiquement muselée pendant soixante-quinze ans »*. Il suffit d'ailleurs de feuilleter n'importe quel journal pour s'en convaincre. Les termes « rouge » contre « blanc » ou bien « communiste » contre « démocrate » n'ont plus cours aujourd'hui, alors qu'ils étaient encore largement utilisés lors de l'élection présidentielle ou des législatives de décembre 1995 à la Douma, la chambre basse. Ils ont été remplacés par les qualificatifs d'« opposant » – désignant les candidats de l'Union populaire et patriotique (une coalition des communistes et des nationalistes inaugurée à la veille des élections régionales) – et de *« loyal »* – qualifiant les gouverneurs favorables au pouvoir.

Un troisième courant a également fait son apparition, les « pragmatiques ». Sans étiquette politique, ils promettent de *« coopérer »* avec le pouvoir en place, quel qu'il soit. Au rang de ces *« pragmatiques »* figurent des personnalités telles qu'Alexeï Lebed, élu gouverneur de la lointaine république de Khakassie avec 80 % des voix. Les récentes déclarations de son frère, le *général* Alexandre Lebed, candidat déclaré à la présidence, font toutefois douter de sa sincérité à « coopérer » au moment où l'ancien secrétaire du conseil de sécurité demande avec insistance le départ du numéro un russe.

Certains analystes expliquent l'absence de réel dessein politique des dirigeants régionaux par la prééminence actuelle du facteur économique. Même les régions pauvres (79 sur 89, dix seulement étant « donatrices »), traditionnellement plus « oppositionnelles », sont contraintes de coopérer avec le pouvoir en place, ne serait-ce que *pour toucher* les subsides nécessaires à leur survie, expliquent-ils.

Le rôle des responsables locaux (gouverneur et président de Parlement local) n'est pas moindre puisqu'ils siègent automatiquement au Conseil de la Fédération, le « Sénat » russe qui a le pouvoir d'amender la Constitution ou de lancer la procédure de destitution du président. En outre, ils représentent le nerf des relations entre la périphérie et le centre, thème d'un débat aussi ancien que houleux en Russie. Nombre d'analystes promettent d'ailleurs à la Fédération *« l'éclatement que connut l'URSS en 1991 »*. Les « autonomies » représentent en effet 53 % du territoire de la Russie et c'est en outre dans les sols de ces anciennes « républiques autonomes », « territoires » et autres « arrondissements nationaux » que sont concentrées la plupart des ressources naturelles du pays. Le territoire des Iamalo-Nenets recèle du gaz, celui des Khanty-Mansiisk du pétrole, la république de Sakha (ex-Iakoutie) regorge d'or et abrite 99 % des diamants de Russie *(lire page 11)*, tandis que la république de Kalmoukie est riche en uranium.

Signe de la confusion qui règne *entre le centre et ses régions*, dix-neuf des vingt et une Républiques autonomes ont des Constitutions qui contredisent celle de la Fédération de Russie selon le ministre de la justice, le communiste Valentin Kovalev. Il faut également souligner que la loi fondamentale est on ne peut plus floue sur les rapports centre-périphérie et qu'elle ne dit rien de clair sur la différence de statut entre une « région » et une « autonomie ». La Constitution de la république de Sakha autorise ainsi la formation d'une *« armée régionale »*. Sakha et Bachkirie se sont déclarées propriétaires de leurs richesses minières tandis qu'une nouvelle monnaie – le *« franc de l'Oural »* – vient d'être mise en circulation dans la région de Sverdlovsk. *« On a parfois l'impression que les décrets du centre ne s'appliquent guère que dans les limites du périphérique à Moscou »*, déplorait récemment, Anatoli Tchoubaïs, le chef de l'administration présidentielle, en recevant des dirigeants locaux fraîchement élus.

« Le Kremlin ferme les yeux sur ce qui se passe à la périphérie en échange d'une garantie de loyauté de la part des élites locales, lesquelles n'ont pas connu de véritable renouvellement depuis la période soviétique », selon Nikolaï Petrov. Les quarante-quatre gouverneurs issus des urnes cet automne sont, pour la plupart, venus remplacer les responsables que Boris Eltsine avait nommés au lendemain de la tentative de putsch des conservateurs en 1991. Il s'agissait alors de se séparer au plus vite des tout-puissants secrétaires des comités régionaux du parti (« obkom »). Mais dans certains cas, le nouveau président démocrate – qui fut pendant plus de dix ans premier secrétaire de l'« obkom » de Sverdlovsk dans l'Oural – renomma nombre d'apparatchiks aux postes de gouverneurs. Le critère prévalant à l'époque était celui de l'opposition déclarée des élites locales au putsch de 1991. Or rappelle M. Petrov, *« les autoritarismes locaux ne présentent pas moins de danger que celui de Moscou »* et, partant, *« on peut, sans crainte de se tromper, prévoir des relations centre-régions lourdes de conflits à l'avenir »*.

Marie Jégo

Retour au suffrage universel

Les élections régionales ont concerné quarante-sept des quatre-vingt-neuf « sujets » (régions, territoires autonomes) formant la Fédération de Russie. Il s'agissait d'élire « gouverneurs » et « présidents » qui exercent respectivement les fonctions de chefs de l'exécutif des régions et des territoires autonomes. Elus avant le putsch de 1991, Boris Eltsine les avaient ensuite « nommés » avant de revenir, en 1995, au principe de l'élection au suffrage universel. Quarante-quatre chefs de l'exécutif ont été élus cet automne. Un deuxième tour se tiendra en 1997 dans trois régions dont celle de l'Amour où les résultats ont été contestés. Cinq autres régions éliront leur gouverneur de janvier à mars 1997. Enfin, dans vingt et une régions, les députés des Parlements régionaux remettaient leurs mandats en jeu.

Excédent commercial record en 1996

L'excédent de la balance commerciale russe a atteint 40 milliards de dollars en 1996 (plus de 200 milliards de francs), selon les chiffres du ministère du commerce extérieur publiés mercredi 1er janvier à Moscou. Les exportations sont estimées à 86,5 milliards de dollars contre 46,6 milliards pour les importations. Ce qui place la Russie *« à la 15e ou 16e position mondiale en termes d'échanges commerciaux »*, avec un volume global de plus de 133 milliards de dollars, soit 5,2 % de plus que l'année précédente, selon le ministère. Les exportations de pétrole ont augmenté de 3,5 % par rapport à 1995 et celles de gaz de 4 %.

Ce même jour, le gouvernement russe a annoncé la suspension des quotas sur l'importation de vodka et de spiritueux qui devaient entrer en vigueur le 1er janvier 1997. Le 26 décembre, Boris Eltsine avait décidé de rétablir le monopole d'Etat sur le marché des alcools de façon à réunir des fonds nécessaires pour payer les retraites non versées.

Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru exige à nouveau la libération de tous ses militants emprisonnés au Pérou

Le président Alberto Fujimori déclare qu'il ne cédera pas au chantage

Le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), qui a pris d'assaut la résidence de l'ambassadeur du Japon, le 17 décembre, a réitéré, mardi, son exigence d'une libération de tous ses militants emprisonnés. Ce durcissement est intervenu quelques heures après les déclarations du président péruvien, assurant qu'il ne cédera pas au chantage. Quatre-vingt-une personne sont encore détenues.

LIMA
de notre correspondante

Alors que les négociations semblaient en bonne voie pour obtenir une libération rapide des otages de l'ambassade du Pérou à Lima, le chef du commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), Nestor Cerpa, a durci sa position, mardi 31 décembre. « *Tant que nos prisonniers ne seront pas libérés, nous ne relâcherons pas nos otages.* (...) *Nous irons jusqu'aux ultimes conséquences* », a-t-il crié dans un mégaphone, depuis la porte de la résidence de l'ambassadeur, où *quatre-vingt-une personnes* étaient encore détenues. Cette déclaration a surpris les familles des otages et les journalistes rassemblés autour de l'ambassade, alors que, dans son communiqué publié dimanche après la libération de vingt otages, le MRTA ne faisait plus état de cette exigence.

Lundi, le représentant du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Michel Minnig, avait apporté une machine à écrire et des feuilles de papier au commando MRTA. Pour signer sa reddition, s'interrogeaient les observateurs ? Mardi matin, un grand écriteau placé à une fenêtre de l'ambassade du Japon – et signé MRTA – souhaitait en japonais, une « *heureuse nouvelle année* » aux téléspectateurs du monde entier et était interprétée comme le signe d'un dénouement heureux proche.

RÉPONSE AU CHEF DE L'ÉTAT

« *Nous ne céderons pas* », a déclaré Nestor Cerpa, en prenant violemment à partie « *le gouvernement sourd, autoritaire, arrogant qui ne fera pas reculer la lutte du peuple* ». Un gouvernement, a-t-il ajouté, qui « *condamne à une mort lente nos militants.* (...) *Que cette préoccupation pour le sort des otages s'applique aussi aux membres du MRTA et aux militants syndicaux vis-à-vis desquels les droits de l'homme ne sont pas respectés* », a-t-il déclaré.

Le numéro un du MRTA s'est attaqué également au régime du président Fujimori, responsable, selon lui, de « *la politique économique qui a plongé 13 millions de Péruviens dans la pauvreté extrême. C'est une réalité qui ne peut être dissimulée. Le peuple veut la paix et la justice sociale. Face à cette situation, il ne reste plus que la lutte armée* ».

En fait ce durcissement du MRTA apparaît comme une réponse aux déclarations, publiées quelques heures auparavant, du président péruvien Alberto Fujimori à l'agence espagnole EFE. Le chef de l'Etat déclarait que son gouvernement ne négociera pas tant que le MRTA n'aura pas déposé les armes. Tout en réaffirmant qu'il souhaite parvenir à une solution pacifique, le chef de l'Etat confirmait son refus de céder au chantage en relâchant les prisonniers du MRTA.

« *Ce durcissement est compréhensible après les déclarations présidentielles*, a déclaré au *Monde* le sociologue Carlos Tapia, spécialiste des mouvements armés. *Il n'en demeure pas moins que les négociations se poursuivent. Le dénouement est imprévisible. Nous revenons à la case départ en ce qui concerne les déclarations publiques des deux camps, mais les gestes et les symboles sont plus importants que les mots.* »

Nestor Cerpa a précisé qu'il ne voulait pas s'acharner contre les otages. « *Nous ne voulons,* a-t-il dit, *ni perdant ni gagnant, mais une solution intégrale sans épanchement de sang pour la pacification du pays. Le gouvernement sera responsable s'il intervient de façon militaire. Nous ne craignons pas les menaces. Ce qui n'empêche pas que nous poursuivrons le dialogue.* (...) *Le gouvernement doit réfléchir !* »

Dans la matinée de mardi, la situation aurait pu tourner à la tragédie lorsqu'une vingtaine de photographes et de journalistes ont violé un accord avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et emboîté le pas au caméraman japonais de l'agence Kyodo, qui se dirigeait vers la porte d'entrée de l'ambassade du Japon où il avait été convié par le MRTA.

La police n'a pas tiré et Nestor Cerpa en a profité pour donner une conférence de presse dans laquelle il a réitéré les principaux points de son message, diffusé quelques minutes plutôt. Il a précisé que, s'il avait voulu partir du pays, il l'aurait fait librement, en passant la frontière comme il l'a fait tant d'autres fois. Il a déclaré, par ailleurs, qu'il souhaitait une intervention des présidents cubain et russe, Fidel Castro et Boris Eltsine, qui serviraient d'intermédiaires dans la recherche d'une solution pacifique à la crise. Enfin, il a évoqué le « *dialogue respectueux* » avec le ministre Domingo Palermo, l'émissaire du chef de l'Etat. « *Nous lui avons dit,* a-t-il déclaré, *que les portes sont ouvertes et qu'elles le seront autant de fois qu'il le désire.* »

Le seul élément confortant ces bonnes dispositions du MRTA, dans la journée de mardi, a été la libération – sans aucune explication cette fois – de deux nouveaux otages, le consul d'Argentine, Juan Antonio Ibanez, et l'ambassadeur du Honduras, Jose Mejia.

Nicole Bonnet

« *Tous les otages sont en bonne santé* »

Vêtu d'un pantalon blanc et d'une chemise sport beige, le ministre péruvien des affaires étrangères, Francisco Tudela – retenu en otage depuis le 17 décembre – a répondu, mardi, avec sa sérénité habituelle, aux questions des journalistes qui s'étaient introduits dans l'ambassade. « *Tous les otages sont en bonne santé* » a assuré le ministre, démentant ainsi la rumeur, selon laquelle lui-même et d'autres prisonniers auraient été torturés par le commando du MRTA.

« Nous espérons,* a ajouté le ministre, *que le dialogue va se poursuivre jusqu'à la conclusion d'un accord. Un dialogue effectif est nécessaire (...)Je ne participe pas aux négociations et je ne dispose pas d'éléments qui me permettent de juger si, par ce dialogue, le pays pourrait s'acheminer vers une paix définitive...* ». – *(Corresp.)

Les enquêtes sur l'assassinat de deux dirigeants du PRI mexicain sombrent dans la confusion

MEXICO
de notre correspondant

L'interminable feuilleton politico-policier impliquant la famille de l'ancien président du Mexique, Carlos Salinas, vient de connaître de nouveaux rebondissements avec la décision du ministère des finances d'ouvrir une enquête sur les agissements du commissaire Pablo Chapa.

Démis de ses fonctions début décembre, en même temps que le procureur général de la République, Antonio Lozano, ce policier est maintenant soupçonné d'avoir payé un 0,5 million de dollars (2,5 millions de francs) pour obtenir un faux témoignage impliquant Raúl Salinas, frère de l'ancien chef de l'Etat, dans le meurtre du secrétaire général du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis 1929), José Ruiz Massieu, abattu dans une rue de Mexico, en septembre 1994.

Le commissaire Chapa était chargé d'élucider deux meurtres qui défraient la chronique politique mexicaine depuis près de trois ans : l'assassinat, en mars 1994, de Luis Donaldo Colosio, candidat officiel du PRI a l' élection présidentielle de 1994, puis celui, en septembre 1994, de José Ruiz Massieu, secrétaire général du même PRI. Dans les deux cas, les assassins ont été arrêtés sur les lieux du crime, mais ni l'identité des instigateurs ni leur mobile ne sont connus.

Le policier en a-t-il trop fait pour prouver ses hypothèses selon lesquelles l'ancien président Carlos Salinas et son frère aîné Raúl seraient derrière ces deux meurtres ? C'est ce que laisse croire sa mise à l'écart ainsi que des sources de haut niveau, citées par la presse mexicaine, qui évoque des paiements effectués par le commissaire Chapa au bénéfice d'un des instigateurs de l'assassinat de Ruiz Massieu.

L'enquête policière semblait pourtant bien ficelée. Suspect numéro un dans le meurtre de Ruiz Massieu, Raúl Salinas avait été emprisonné en février 1995 ; les autorités avaient découvert plus de 100 millions de dollars déposés, sous de fausses identités, sur ses comptes en Suisse et ailleurs en Europe. Et, surtout, il y avait ce cadavre, découvert dans son jardin, qui était, disait-on, celui d'un important protagoniste de l'affaire.

Tout indiquait que le meurtre de Donaldo Colosio serait également bientôt élucidé. Selon d'insistantes rumeurs, les enquêteurs étaient en effet sur le point de prouver que l'ancien président Carlos Salinas, actuellement retiré en Irlande, avait joué un rôle dans la mort de celui qui aurait dû lui succéder au pouvoir.

Dans un pays où les présidents étaient jusqu'alors considérés comme des demi-dieux ou presque, cette accusation avait l'allure d'un véritable sacrilège, ce qui ne semblait pas déplaire à une bonne partie de la population mexicaine. Responsable de la dévaluation de décembre 1994 et de la chute brutale du niveau de vie de ses concitoyens, Carlos Salinas n'avait en effet aucune chance de trouver grâce aux yeux des Mexicains. Quant à Raúl, le frère aîné, personne n'ignorait qu'il s'était démesurément enrichi en prélevant des commissions sur les privatisations et sur tous les grands contrats publics. La police helvétique le soupçonne en outre d'avoir participé au blanchiment de l'argent de la drogue qui transite par le Mexique.

Durant des mois, l'opposition, mais aussi quelques anciens amis de M. Salinas, ont alimenté une violente campagne visant à impliquer l'ancien président dans les deux meurtres. Ce dernier a répliqué en affirmant que les véritables commanditaires étaient plus vraisemblablement ses ennemis au sein de son propre parti et qu'il n'avait, quant à lui, aucune raison d'ordonner l'assassinat d'un candidat qu'il avait personnellement désigné et longuement préparé pour lui succéder à la tête du pays. Tout cela n'a pas refroidi l'ardeur de l'opposition qui a trouvé dans l'affaire un excellent filon pour affaiblir le PRI en prévision des élections législatives de juillet 1997.

Dans ce registre, les parlementaires du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), sont les plus virulents. « *L'opinion publique s'est déjà prononcée et Salinas est donc le responsable de l'assassinat de Colosio* », clame Ramon Sosamontes, un des députés du PRD parmi les plus actifs dans ce dossier. Son collègue, René Bejarano, va plus loin encore : « *Salinas doit être arrêté parce qu'il est l'instigateur de la mort de Colosio et le complice du meurtre de Ruiz Massieu* ».

> « C'est le Raspoutine de Salinas, il est complice de tout ce qui s'est passé ici : les crimes, la crise économique, etc. »

Quant à l'ex-candidat du PRD à la présidence, Cuauhtémoc Cardenas, et à son successeur à la tête du parti, Manuel Lopez Obrador, ils ont une nette préférence pour un autre « coupable », José Cordoba, ancien bras droit de Carlos Salinas, dont l'origine française constitue une circonstance aggravante. « *Si la justice fonctionnait, ce Français serait derrière les barreaux,* s'insurge Lopez Obrador. *Il a beaucoup de comptes à rendre et doit donner des explications sur ses relations avec les cartels de la drogue. C'est le Raspoutine de Salinas, il est complice de tout ce qui s'est passé ici : les crimes, la crise économique, etc.* » M. Cordoba, qui a adopté la nationalité mexicaine en 1985, a porté plainte pour diffamation.

Alors que M. Cordoba dénonçait les « *accusations infâmes* » dont il faisait l'objet, le commissaire Chapa découvrait soudain, le 9 octobre, dans le parc d'une des résidences de Raúl Salinas, le cadavre le plus recherché du Mexique, celui du député Manuel Munoz qui, selon la thèse en vigueur jusqu'ici, aurait organisé le meurtre de Ruiz Massieu à l'instigation de Raúl Salinas. Toujours selon la même version, ce dernier aurait ensuite assassiné le député pour se débarrasser du seul complice en mesure de le dénoncer.

L'enquête semblait bouclée. Jusqu'à ce que les révélations sur les circonstances de la découverte des restes du cadavre ne viennent tout remettre en question. Les médecins légistes commencèrent par affirmer que le cadavre, par ailleurs incomplet, avait subi une mystérieuse trépanation. Apparemment, il ne s'agirait pas de la dépouille du député mais toutes les analyses génétiques qui permettraient de le prouver ne sont pas terminées. Les restes auraient en outre été découverts grâce aux élucubrations d'une douteuse voyante, à partir du témoignage anonyme d'un individu qui affirme avoir assisté, par hasard, au meurtre, puis au dépeçage du cadavre. Cette macabre manipulation, faite, selon le témoin, « *par un médecin à l'accent étranger* », aurait été effectuée pour éviter l'identification de la victime.

L'affaire ayant pris un tour surréaliste, le président Zedillo s'est vu contraint d'intervenir pour éviter que la justice mexicaine ne sombre dans le ridicule. A peine nommé, le nouveau procureur général de la République, Jorge Madrazo, a entrepris de défaire l'écheveau que lui avait laissé son prédecesseur. Quatre détenus, dont l'un avait été sauvagement torturé avant d'être condamné à trente-sept ans de prison en février 1995, ont été libérés avant Noël : la cour d'appel a estimé qu'il n'existait aucune preuve de leur participation au meurtre de Ruiz Massieu. C'est maintenant au tour de l'inspecteur Chapa d'être sur la sellette. Déchargé de toutes fonctions, il attend, chez lui, les résultats d'une enquête désormais menée par d'autres.

Bertrand de la Grange

Le Conseil de sécurité maintient les sanctions contre l'Irak

NEW YORK. Le Conseil de sécurité de l'ONU a maintenu, mardi 31 décembre, le régime de sanctions internationales imposé à l'Irak en août 1990, après l'invasion du Koweït. Au terme d'un tour de table, le président en exercice du Conseil, Paolo Fulci (Italie), a conclu que les conditions n'étaient toujours pas réunies pour lever l'embargo. A Washington, un porte-parole du département d'Etat a indiqué : « *Les mensonges permanents* [de Bagdad] *et le blocage continu des activités des équipes de la Commission de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak nous conduisent à la conclusion évidente que ce pays demeure une menace pour la paix et la sécurité internationale.* »

Plusieurs milliers de soldats turcs ont pénétré, mardi, dans le nord de l'Irak pour y mener une opération contre les forces séparatistes kurdes turques, qui avaient attaqué des objectifs à partir de leurs bases dans le Kurdistan d'Irak. L'armée turque a déjà mené, ces dernières années, plusieurs incursions dans le nord de l'Irak pour y traquer les rebelles. En mars 1995, quelque 40 000 soldats, appuyés par des avions, des chars et de l'artillerie, étaient demeurés six semaines en Irak. – *(AFP.)*

Cinq blessés dans un attentat à la bombe au Tibet

LHASSA. Une bombe de forte puissance a explosé, à l'aube du 25 décembre, en plein centre de Lhassa, capitale du Tibet, faisant cinq blessés, ont rapporté des témoins cités par l'agence d'information sur le Tibet (TIN) basée à Londres. L'engin avait été posé devant l'entrée principale des bureaux de l'administration du district de Lhassa, dans une rue commerçante de la vieille ville. La radio chinoise a confirmé cette explosion et accusé la « *clique du dalaï-lama* » d'avoir « *organisé et planifié cet horrible attentat contre-révolutionnaire* ».

C'est la troisième fois en un an que l'explosion d'une bombe secoue la capitale de la région autonome du Tibet, mais la technique utilisée, cette fois, semble plus sophistiquée qu'auparavant, l'engin ayant apparemment été commandé à distance. En Inde, le gouvernement en exil tibétain a nié toute responsabilité dans cet attentat tout en redoutant que « *les autorités chinoises n'utilisent cet incident pour renforcer la répression politique au Tibet* ». – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **LIBAN : l'aviation israélienne a bombardé**, mardi 31 décembre, une position présumée du Hezbollah chiite au Liban sud. Ce raid, ainsi que des tirs d'artillerie contre la même région, étaient consécutifs à des tirs dirigés contre des positions de Tsahal et de sa milice auxiliaire, l'Armée du Liban sud, en territoire libanais. – *(AFP.)*

■ **Les personnes interpellées** récemment au Liban pour activités antisyriennes ont été libérées, mardi 31 décembre, à l'exception d'un journaliste du quotidien indépendant *El Nahar*, Pierre Attallah. Ce dernier fait l'objet d'un mandat d'arrêt émis par le juge d'instruction militaire sous l'accusation de « *contacts avec des agents pro-israéliens* ». – *(AFP.)*

ASIE

■ **BIRMANIE : le gouvernement militaire** a annoncé, mardi 31 décembre, l'arrestation de quarante-sept membres du Parti communiste et de la Ligue nationale pour la démocratie (opposition), pour participation à des manifestations d'étudiants. « *Nous avons déterminé qui était à l'origine de l'agitation étudiante et d'autres activités destructrices dans le pays* », a déclaré, lors d'une conférence de presse, le général Khin Nyunt, premier secrétaire du Conseil pour le rétablissement de la loi et de l'ordre. – *(Reuter.)*

■ **INDE : une soixantaine de corps**, dont ceux de quinze enfants, ont été retirés, mardi 31 décembre, de la carcasse du train, détruit en partie la veille par un double attentat à la bombe, dans l'Etat de l'Assam (nord-est). Les autorités ont indiqué que le chiffre de trois cents morts évoqué dans un premier temps devrait vraisemblablement être révisé à la baisse. Soixante-trois blessés ont été dégagés, dont vingt-huit dans un état grave. Les recherches continuent. – *(Reuter.)*

AFRIQUE

■ **CÔTE-D'IVOIRE : le président Henri Konan Bédié a accordé** sa grâce à trois journalistes emprisonnés depuis un an pour « *offense envers le chef de l'Etat* », a annoncé, mardi 31 décembre, la télévision nationale. M. Abou Dramane Sangaré, directeur au quotidien *La Voie* (opposition) et secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI, opposition social-démocrate), ainsi qu'Emmanuel Koré, journaliste de ce même quotidien, avaient été condamnés le 28 décembre à vingt-quatre mois d'emprisonnement. Freedom Neruda, journaliste à *La Voie*, avait été condamné le 11 janvier à la même peine. – *(AFP.)*

■ **ZAÏRE : le président Mobutu Sese Seko** pourrait se rendre prochainement au Maroc, selon plusieurs journaux zaïrois, dont certains estiment qu'il pourrait réclamer une aide du roi Hassan II contre les rebelles tutsis qui occupent l'est du Zaïre. La présidence n'a pas exclu une telle visite sans, cependant, la confirmer officiellement. Les Forces armées royales marocaines étaient intervenues au Zaïre en 1977 pour briser une première tentative de rebellion des « *gendarmes katangais* » à Kolwezi (province du Shaba). – *(AFP.)*

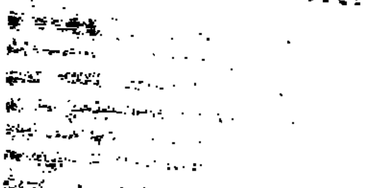
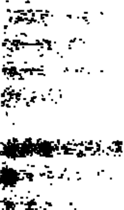
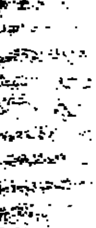
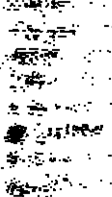
■ ***GUINÉE-BISSAU* : le franc CFA remplacera le peso** en Guinée-Bissau à partir du 2 mai, consacrant l'adhésion de ce pays à l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) et à la zone franc, dont la monnaie est garantie par le Trésor français. Les opérations d'échange se dérouleront au taux de 65 pesos pour un franc CFA. – *(AFP.)*

■ **CENTRAFRIQUE : le calme est revenu, mardi 31 décembre, dans la capitale, Bangui**, après les affrontements armés de la veille, qui ont fait au moins quatre morts. Les mutins ont regagné leur réduit de Petevo (sud-ouest de la ville), maintenant contrôlé par les soldats appartenant à l'Elément français d'assistance opérationnelle (EFAO). L'étroit bouclage du centre de Bangui, imposé par les forces de l'ordre lundi, a été levé mardi matin. Le Comité international chargé de l'application de la trêve, conclue le 5 décembre entre les mutins et le pouvoir, examinait de son côté les raisons et les conséquences de cette première grave violation de la trêve.

EUROPE

■ **UKRAINE : le déficit budgétaire de l'Ukraine** en 1996 est monté à 8,6 milliards de grivnas (environ 24 milliards de francs), soit plus du double du chiffre officiellement prévu, a annoncé, mardi 31 décembre, le premier ministre, Pavel Lazarenko. En 1996, le produit intérieur brut ukrainien a perdu 10 % par rapport à l'année précédente. – *(AFP.)*

■ **TCHÉCHÉNIE : les dernières troupes russes ont évacué**, lundi 30 décembre au soir, l'aéroport civil de la capitale tchétchène, Grozny, a rapporté, mardi, l'agence Interfax, citant des sources militaires russes. Seules les unités de protection de la représentation de la présidence russe dans la République – installée dans l'aéroport – demeurent sur place. Par ailleurs, selon des sources à l'état-major de l'armée à Moscou citées par l'agence, le retrait de Tchétchénie des dernières unités de la 205e brigade du ministère de la défense devait s'achever mardi. – *(AFP.)*

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 2 JANVIER 1997

VŒUX Jacques Chirac a présenté ses vœux de Nouvel An aux Français, mardi 31 décembre, en exprimant sa confiance dans la bonne marche du pays sur la voie des réformes nécessaires pour s'« *adapter à son temps* ». Il a invité le gouvernement à accélérer et accentuer la baisse des impôts, à donner la priorité à la lutte contre le chômage des jeunes, à mettre en œuvre un dialogue social fondé sur le « *respect de l'autre* » et la « *responsabilité* ». ● L'EUROPE n'a occupé qu'une place marginale dans les propos du chef de l'Etat, qui a insisté, en revanche, sur la préservation de « *l'identité française* » grâce aux réformes engagées. ● L'EMPLOI DES JEUNES, qui s'est détérioré au cours de l'année écoulée, est au centre des discussions entre le patronat et le gouvernement et doit faire l'objet d'un sommet, autour du premier ministre, au début de 1997. *(Lire aussi notre éditorial, p. 10.)*

Jacques Chirac appelle à la réforme et au dialogue social

Dans ses vœux de Nouvel An, le président de la République s'est dit confiant dans la capacité des Français à s'adapter à leur temps sans perdre leur identité nationale. Il a invité le gouvernement à « aller plus vite et plus loin » dans la baisse des impôts

LE PRÉSIDENT de la République est doublement confiant : il croit en lui-même et en la politique réformatrice menée par le gouvernement ; il croit aussi en ses compatriotes, en dépit de leurs « *interrogations* », de leurs « *débats* » et de leurs « *turbulences* ». La France est donc, finalement, un « beau pays », pour reprendre, sans irritation cette fois, l'expression que Jacques Chirac avait employée lors de sa précédente intervention télévisée. Les vœux aux Français, diffusés mardi 31 décembre, ont permis au chef de l'Etat de corriger un peu sa copie du 12 décembre.

Dans son texte, on retrouve la plupart des thèmes qui avaient alors été abordés avec ses interlocuteurs : la nécessaire adaptation du pays contre les pesanteurs et les conservatismes ; l'assainissement, même douloureux, des finances publiques contre le laisser-aller budgétaire ; la réhabilitation du rôle de l'Etat ; la lutte contre la violence et la délinquance, surtout à l'école ; l'exhortation au dialogue social ; la priorité affichée en faveur de l'emploi des jeunes. Mais si la trame est la même, les mots, eux, ont changé.

« DYNAMISME »

L'émission du 12 décembre avait laissé un arrière-goût d'amertume et d'impuissance présidentielle, qu'il convenait d'effacer à l'aube de cette nouvelle année. Au président qui, il y a une vingtaine de jours, avait paru douter de son pays, M. Chirac a opposé, mardi, sa foi en la France et en les Français. « *Au risque de surprendre* », il a souligné que la « *richesse* » et la « *diversité* » des débats qui agitent ses compatriotes fondent sa « *confiance* » en la capacité d'adaptation du pays et en son « *dynamisme* ». Les « *blocages* » et les « *conservatismes* », qu'il avait dénoncés si vigoureusement sur TF 1, ont certes été de nouveau évoqués, mais en passant, comme ramenés au rang de symptôme banal d'un pays qui bouge, change et se remet en question.

M. Chirac s'est également employé à nuancer le sentiment d'impuissance politique qui était ressorti de l'émission du 12 décembre. Si, comme il l'a rappelé, « *il n'est pas facile d'adapter la France à son temps* », celle-ci est toutefois sortie « *d'une longue période d'immobilisme* », comme en témoignent, selon lui, les réformes de la défense et de la protection sociale, la politique de la ville, du logement ou de lutte contre l'exclusion.

Au gouvernement, qui s'est ainsi vu – implicitement – décerner un satisfecit sur son bilan, le chef de l'Etat a fixé trois nouveaux objectifs : la réforme de l'Etat, dont il ne cesse de dire qu'elle est un « *projet de septennat* » ; la réforme fiscale, à propos de laquelle il a confirmé son annonce du 12 décembre en faveur d'une baisse des impôts allant « *plus vite et plus loin* » ; enfin, la lutte contre le chômage des jeunes, pour laquelle faute de recette-miracle, il a lancé un appel à la mobilisation générale.

Comme lors de son show télévisé, le chef de l'Etat a voulu rassurer les Français face aux peurs qui s'expriment dans le pays et au besoin d'ordre réclamé par une majorité de l'électorat. La délinquance, la violence, notamment dans les banlieues, « *ne doivent pas être tolérées quelles qu'en soient les causes* », a-t-il prévenu. M. Chirac s'en est pris aussi à la « *violence à l'école, qui est peut-être la pire* ».

Renouvelant son appel au dialogue social, le président de la République, là encore, a nuancé ses propos du 12 décembre. « *Il n'y a pas de dialogue social sans respect de l'autre* », a-t-il affirmé, en soulignant aussitôt que le « *vrai* » dialogue social suppose impérativement une « *culture de la responsabilité* ». Ces mots-là n'avaient pas l'amertume ni la virulence de la précédente intervention, au cours de laquelle les syndicats et les organisations professionnelles avaient été désignés à la vindicte et accusés d'« *irresponsabilité* ». S'il leur a demandé, sans les citer, de ne « *pas porter atteinte à l'intérêt général au nom d'intérêts particuliers* » et « *d'accepter le principe de la réforme* », M. Chirac a tenu à préciser – à l'intention du gouvernement ? – que celle-ci doit être « *juste et concertée* ».

Ces vœux, volontairement apaisants, ont tout de même fait une grande victime, l'Europe. Alors que le chef de l'Etat avait consacré une bonne partie de l'émission du 12 décembre à la défense de la monnaie unique contre ses détracteurs, la construction européenne n'a eu droit, cette fois, qu'à deux rapides citations, pour mémoire. Si le « *choix de l'Europe* » a été réaffirmé, parce qu'il est « *le choix de la modernité* », il a été accompagné aussitôt de l'exigence du « *respect de l'identité française* ». L'âpreté des débats, au sein même de la majorité, inciterait-elle M. Chirac à la prudence ?

Pascale Robert-Diard

Un réveillon gastronomique

En compagnie de son épouse, de sa fille Claude, du compagnon de celle-ci et du secrétaire général de la présidence de la République, Dominique de Villepin, Jacques Chirac a passé le réveillon du Nouvel An au restaurant Le Carré des Feuillants, deux étoiles au guide Michelin, considéré comme *« une des meilleures tables de Paris »* par le Pudlo 1997. Le chef, Alain Dutournier, leur a servi des plats inscrits traditionnellement à sa carte, comme le velouté de châtaignes au blanc de poule faisane ou le chapon de Chalosse, rôti à la truffe fraîche fourrée crémeuse au vin de noix.

« La France est sortie d'une longue période d'immobilisme »

VOICI LE TEXTE du message de vœux adressé aux Français par le président de la République, Jacques Chirac, à l'occasion de la nouvelle année :

VERBATIM

« Mes chers compatriotes, 1996 a été une année difficile pour beaucoup d'entre nous. Je le sais. Pourtant, je reste confiant. Car la France change. La France se modernise. Les Français se mobilisent. Je suis impressionné, lors de mes déplacements, par ces Français que je rencontre et qui s'engagent, toujours plus nombreux, ici pour insérer des exclus, là pour préserver un patrimoine culturel, là encore pour créer une nouvelle activité, gérer autrement une entreprise, former des jeunes, lutter contre l'illettrisme.

» Dans cet esprit, je voudrais vous dire, ce soir, les vœux que je forme pour vous et pour la France. Je voudrais vous dire comment, en 1997, nous progresserons sur le chemin de nos ambitions communes.

» Notre nation traverse, c'est vrai, des turbulences. Les interrogations sont nombreuses. Les débats sont passionnés. Et au risque de surprendre, je vous dirai que c'est la diversité de ces interrogations, la richesse de ces débats qui fondent aussi ma confiance. Notre pays est en train de changer, de bouger, de se remettre en question. Au-delà des blocages et des conservatismes qui existent, ici ou là, j'y vois une preuve de dynamisme et de vitalité. La France est sortie d'une longue période d'immobilisme. Nous vivions à crédit, nous accumulions dettes et déficits, nous refusions de voir le monde se transformer autour de nous. Peu à peu, notre pays perdait ses chances, sa voix et finalement son rang.

» Il n'est pas facile, évidemment, d'adapter la France à son temps. Cela exige de penser et d'agir autrement. Nous le faisons pour notre défense, avec la création d'une armée professionnelle et d'un nouveau rapport entre les jeunes et la Nation. Nous le faisons pour notre protection sociale, dont je suis le garant, avec l'objectif de la rendre plus juste et plus efficace. Nous le faisons pour notre cohésion nationale avec le « pacte pour la ville », le logement, le projet de loi contre l'exclusion, les décisions prises en faveur des chômeurs de longue durée. Nous le faisons à l'école et à l'université, dont la réforme est lancée, pour donner aux jeunes de meilleures chances de réussite.

» Penser et agir autrement, c'est aussi avoir une conception plus exigeante et plus moderne de l'Etat. L'Etat n'est pas là pour dépenser, sans limite ni contrôle, l'argent des contribuables. L'Etat est là pour défendre le droit, pour assurer l'ordre et la sécurité sur l'ensemble du territoire. L'Etat est là pour garantir la liberté, toutes les libertés, l'indépendance de la justice, les valeurs de solidarité, de tolérance et de respect de l'autre, qui sont les valeurs mêmes de la République. L'Etat est là pour favoriser et non étouffer les initiatives, petites ou grandes, de ceux qui créent, qui investissent, qui recrutent, qui exportent.

» Mon ambition, l'ambition que je vous propose, c'est de faire en sorte que la France tire profit de cette période de transition et réussisse son entrée dans l'avenir tout en restant fidèle à elle-même.

» Nous construisons une France vivante et forte, capable de créer plus d'activité et plus d'emplois. Dans la compétition internationale, nous marquons des points. Nos concurrents le savent. Notre économie est performante et nous exportons comme nous n'avons jamais exporté.

» Malgré cela, notre croissance a été trop faible cette année pour faire reculer le chômage, ce qui est mon objectif essentiel. Mais notre croissance repart et elle sera plus forte en 1997.

» Au gouvernement de libérer les énergies qui ne demandent qu'à l'être. En simplifiant, bien davantage encore, les réglementations, les formalités, la paperasserie. En allant plus vite et plus loin dans la baisse des impôts qui a été amorcée, comme vous allez le constater dans les prochains mois. En rendant au travail sa valeur et sa dignité. En récompensant le mérite et l'effort, ce que nous ne faisons pas assez.

» Nous voulons construire une France accueillante, et surtout plus accueillante pour les jeunes. Notre pays est le plus jeune d'Europe. C'est une chance. Les jeunes Français sont prêts à donner le meilleur d'eux-mêmes. Il faut leur faire confiance. Entrepreneurs, maires, responsables d'associations prennent des initiatives. Elles doivent se multiplier. Formations en alternance pour les jeunes non qualifiés, expériences en entreprises pour les étudiants, contrats d'insertion pour les moins favorisés : le gouvernement et les partenaires sociaux ont ouvert la voie. Il faut aller encore plus loin et ouvrir de nouveaux chantiers. Je pense, par exemple, à la nécessaire réforme de l'enseignement professionnel qui doit s'ouvrir davantage à l'évolution des métiers et des technologies.

» 1997 sera vraiment l'année de l'emploi des jeunes, comme je l'ai souhaité, si chacun s'y engage avec toute sa volonté, toute son imagination. Et j'invite les forces vives, chaque entreprise de France, chaque collectivité locale, chaque association à prendre sa part dans ce grand effort national.

» Nous voulons aussi construire une France apaisée, capable de faire reculer toutes les violences. Le terrorisme, qui voudrait intimider et qui suscite chez nos compatriotes courage et solidarité. Je vous demande de rester vigilants. La délinquance, la violence, notamment dans certains quartiers difficiles, qui ne doivent pas être tolérées, quelles qu'en soient les causes. Il y va de la vie quotidienne de beaucoup de Français. La violence à l'école, qui est peut-être la pire, car elle porte atteinte à la vocation même de l'école de la République : instruire et intégrer. Parents, enseignants, élèves et pouvoirs publics ont commencé à travailler ensemble pour faire reculer cette violence. Il faut poursuivre dans cette voie.

» Nous devons contruire une société où l'on se parle. Une France apaisée, c'est une France qui dialogue. La SNCF l'an dernier, le conflit des routiers cette année, ont montré comment nous avons du mal à nous écouter et à nous comprendre. Nous devons devenir un pays capable d'anticiper et de conduire, dans la sérénité, les nécessaires évolutions de la société. Il n'y a pas de dialogue social sans respect de l'autre.

» Mais, il n'y a pas de vrai dialogue social sans culture de la responsabilité. Ne pas porter atteinte à l'intérêt général au nom d'intérêts particuliers. Ne pas tout attendre de l'Etat. Accepter le principe de la réforme à condition qu'elle soit juste et concertée. En France, chaque jour, des accords entre partenaires sociaux sont conclus qui font avancer les choses. Et j'y suis très attentif car le progrès social et la cohésion nationale en dépendent.

» Cette France vivante et forte, cette France accueillante, apaisée, elle sera la nôtre grâce aux choix que nous avons faits : choix de l'Europe, choix de la modernité, respect de l'identité française. Si nous jouons bien notre rôle dans la construction européenne, si nous adaptons notre nation à son temps, si nous nous appuyons sur ce que nous sommes, c'est-à-dire un peuple inventif, entreprenant, généreux, alors, j'en suis sûr, nous réussirons ensemble.

» Mes chers compatriotes de métropole, d'outre-mer, de l'étranger, en ce 31 décembre, je souhaite de tout cœur à chacune et à chacun d'entre vous une bonne et une heureuse année. Vive la République ! Vive la France ! »

Un chômeur sur cinq a moins de vingt-cinq ans

ILS ÉTAIENT 624 200 demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans inscrits à l'ANPE en novembre 1996 (*+ 4 % en un an*), soit un cinquième des sans-emploi recensés. Pratiquement toutes les familles vivent l'impossibilité où se trouvent les jeunes de débuter dans la vie professionnelle. Il n'est donc pas étonnant que 49 % des réponses à un sondage sur les priorités des Français, publié par *Le Pèlerin-Magazine*, placent en tête le chômage des jeunes, loin devant la baisse des impôts (14 %) et la diminution du temps de travail (9 %).

Les milieux économiques, eux, s'inquiètent de la montée du nombre des jeunes sans emploi, car elle provoque une angoisse qui bloque la consommation des particuliers et les investissements, contribuant au cercle vicieux qui maintient l'économie dans une atonie elle-même cause de chômage.

STAGES « DIPLÔMANTS »

Alain Juppé avait réuni à l'hôtel Matignon, le 13 juin 1996, un sommet sur l'emploi des jeunes. Son but était de trouver les moyens pour qu'aucun « *jeune à la sortie de ses études ne se trouve sans solution d'aide, d'orientation, d'insertion ou d'embauche* ». Cette réunion n'avait décidé aucune mesure, mais avait arrêté quatre thèmes pour des groupes de travail Etat-patronat-syndicats : les offres de stages ; l'information et l'orientation professionnelle dans le cadre du « *rendez-vous citoyen* » prévu par la réforme du service national : l'insertion à l'étranger des jeunes diplômés ; le développement de l'apprentissage.

Ce sont les stages qui semblent avoir le plus mobilisé la réflexion. Peut-être aiguillonné par la proposition du Parti socialiste de privilégier les jeunes en créant sept cent mille emplois et redoutant l'institution de quotas de jeunes dans les entreprises, le patronat a lancé l'idée d'un stage « diplômant » de neuf mois, que le président de la République a reprise à son compte dans son entretien télévisé du 12 décembre. Les discussions se poursuivent entre le CNPF et les ministères de l'éducation nationale et du travail pour préciser la place de ces stages dans le cursus universitaire et, notamment, s'ils devraient concerner les lycéens ou uniquement les étudiants.

M. Juppé pourrait convoquer un nouveau sommet sur l'emploi des jeunes dans le courant du mois de janvier pour arrêter les modalités de ce système dont Didier Pineau-Valencienne, vice-président du CNPF, espère qu'il diminuera de cent mille le nombre des demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans (*Le Monde* du 27 décembre).

Alain Faujas

DÉPÊCHES

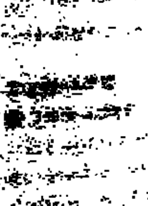
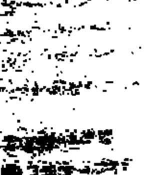
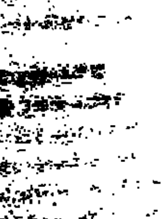
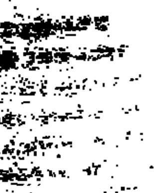
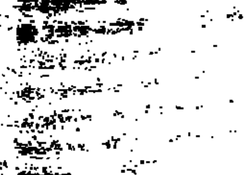
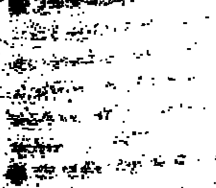
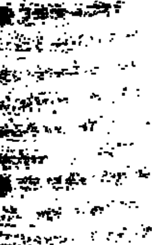
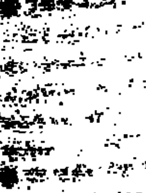
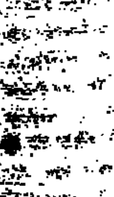
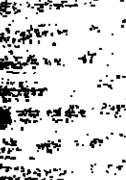
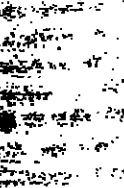
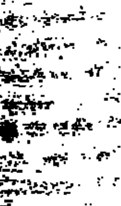
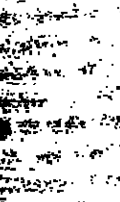
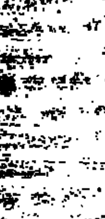
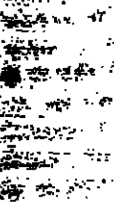
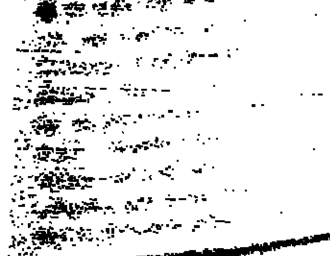
■ **« GÉNÉRALITÉS » : le porte-parole du PS, François Hollande,** a déclaré, mardi 31 décembre, que, dans ses vœux du Nouvel An, Jacques Chirac « *en est resté, hélas !, aux généralités quant à l'action des pouvoirs publics* ». Pour M. Hollande, « *la seule bonne nouvelle est venue du changement d'appréciation de Jacques Chirac à l'égard de ses compatriotes : il y a quinze jours, il les traitait d'incurables conservateurs. Aujourd'hui, il loue leur talent et leurs initiatives* ».

■ **« ÉNERGIE » : Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR,** a affirmé, mardi 31, que Jacques Chirac avait « *montré la voie avec clarté, conviction et énergie* ». « *L'appel à la confiance et à l'espoir lancé par le président de la République a sans aucun doute su toucher les Français* », a-t-il déclaré.

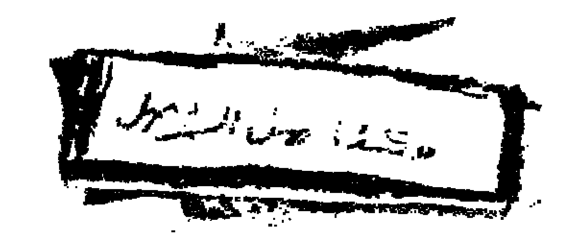
■ **« MOBILISATION » : porte-parole de l'UDF, Pierre-André Wiltzer** s'est « *félicité de l'appel à la confiance et à la mobilisation des volontés lancé par le président de la République, Jacques Chirac* », dans ses vœux aux Français et « *s'y associe pleinement* ». L'UDF « *souhaite que l'année 1997 voie se manifester les résultats de la politique de redressement menée par le gouvernement et sa majorité* », a ajouté M. Wiltzer.

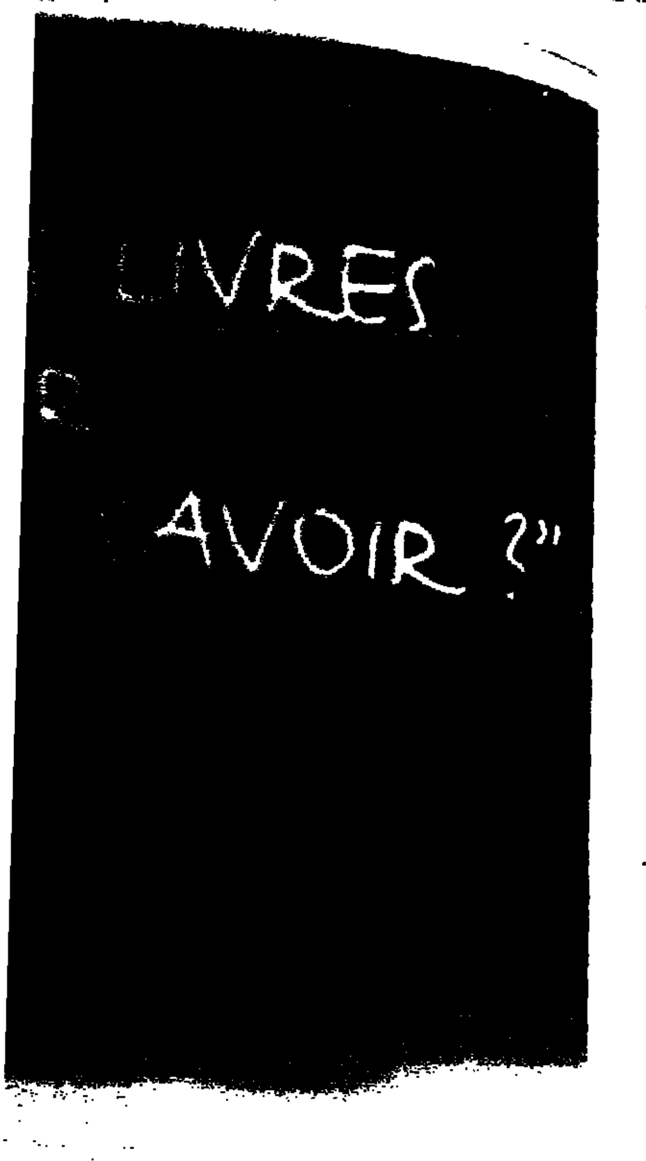
■ **SONDAGE : la gauche devancerait la majorité de plus de 5 points au premier tour,** en cas d'élections législatives anticipées, selon un sondage de la Sofres, publié par *Le Nouvel Observateur* (daté 2-8 janvier). Le PS recueille 29 % des intentions de vote, le PCF 11 % et les divers gauche 1,5 %, soit un total pour la gauche de 41,5 %, plus 2,5 % pour les candidats d'extrême gauche. De son côté, la majorité recueille 36 % des intentions de vote, soit 17 % pour le RPR et 17 % pour l'UDF et 2 % pour les divers droite. Le Front national obtient 14 %, les écologistes 6 %. Ce sondage a été réalisé du 21 au 24 décembre, auprès de mille personnes.

■ **ORANGE : Jacques Bompard, maire Front national d'Orange (Vaucluse),** a demandé, dans une lettre adressée à deux responsables d'établissements scolaires, « *le droit de pouvoir faire des conférences dans les classes* », au même titre qu'un écrivain d'origine algérienne, récemment invité. « *Cette personne, l'écrivain Malika Ferdjouk (...), a donné son point de vue sur (...) le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, etc.* », indique M. Bompard, qui précise : « *J'ai quelques avis, que d'aucuns croient autorisés, sur les sujets que Mme Malika Ferdjouk a cru bon d'aborder.* »

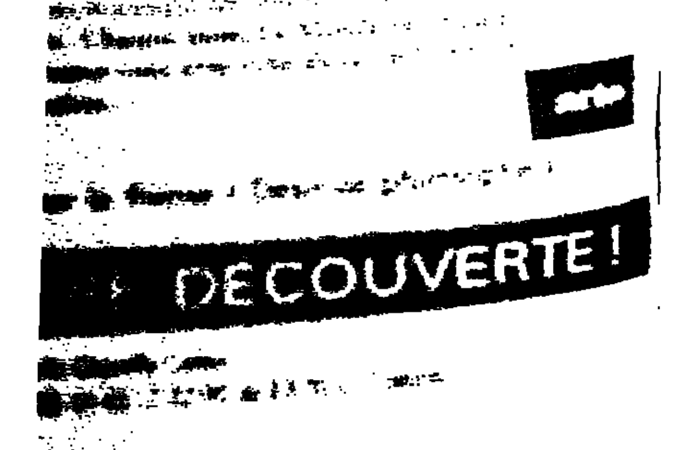

















هكذا من الأصل





RÉFLECHIR



COMMERCE Les soldes d'hiver, qui auront lieu du 3 janvier au 13 février, seront plus réglementés que les années précédentes. Visant à prévenir les nombreux abus, la loi du 5 juillet 1996 menace les contrevenants d'amendes allant jusqu'à 100 000 francs. Elle précise la définition des liquidations afin de mettre fin à la pratique des fausses liquidations. ● DORÉNAVANT, les commerçants n'auront le droit de vendre à perte que deux foix six semaines dans l'année, contre deux fois deux mois auparavant. La nouvelle réglementation tentera de mettre fin aux fabrications spécifiques dont les prix sont gonflés artificiellement juste avant les soldes. ● PHÉNOMÈNE UNIQUE en Europe, les soldes représentent en France un enjeu commercial considérable. Selon le ministère du commerce, à Paris, dans le textile, la moitié du chiffre d'affaires annuel est réalisée durant cette période.

Une réglementation plus stricte s'appliquera aux soldes d'hiver

Mise en œuvre pour la première fois, la loi du 5 juillet 1996 va tenter de prévenir fraudes et tromperies en tout genre. L'enjeu commercial est considérable : dans le textile, à Paris, plus de la moitié du chiffre d'affaires annuel est réalisé durant cette période

LA RUÉE VERS L'OR à prix barrés démarre le 3 janvier en Ile-de-France, et se poursuivra dans la frénésie jusqu'au 13 février. Ces soldes d'hiver, les premières qui seront régies par la nouvelle loi du 5 juillet 1996 tentant de mettre un peu d'ordre dans les pratiques promotionnelles, seront placées sous haute surveillance : les services de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) entendent fournir un *« effort particulier »* pour contrôler les professionnels afin de s'assurer que les nouveaux textes en vigueur sont bel et bien appliqués.

La loi du 5 juillet 1996 et le décret du 16 décembre 1996 ont accru les moyens d'action de la DGCCRF sur ces opérations commerciales réglementées, autrefois régies par une loi de 1906 qui ne prévoyait qu'une amende de 5 000 à 10 000 francs en cas de soldes hors période autorisée. Désormais, les contrevenants sont passibles d'une amende de 100 000 francs. Cette *« remise en ordre »* était nécessaire car les *« abus se multipliaient »*, souligne-t-on au ministère des PME, du commerce et de l'artisanat. La crise de la consommation a conduit les commerçants, soucieux de dynamiser leurs ventes, à proposer des rabais en tout genre, auxquels les consommateurs ont pris goût. Pour ne plus payer plein tarif, ces derniers sont aujourd'hui prêts à différer leurs achats, d'autant que les techniques promotionnelles mises en œuvre les ont fait douter de la valeur réelle des produits.

Les soldes représentent une période de plus en plus cruciale pour la survie d'un commerce. *« Nous assistons en France à un phénomène de concentration des achats unique en Europe, et fort déstabilisant pour les commerçants, dont les ventes "boument" deux fois dans l'année puis s'effondrent le reste du temps*, poursuit-on au ministère des PME. *A Paris, dans le textile, la moitié du chiffre d'affaires annuel est réalisé durant les soldes. »*

L'enjeu est tel que tous les coups sont permis. Certains devancent l'appel, entrent dans la course avant leurs concurrents en entretenant dans l'esprit des consommateurs une savante confusion entre soldes véritables et autres opérations promotionnelles organisées juste avant la date officielle de démarrage des soldes : liquidations, démarques, promotions, « déstockages massifs », « avant-soldes », offres spéciales...

Dans le numéro de janvier du mensuel *Que choisir*, les enquêteurs de l'Union fédérale des consommateurs (UFC) expliquent ainsi que les prix relevés sur certains produits, début juin 1996 à Paris, trois semaines avant le début des soldes, sont demeurés étrangement similaires après l'ouverture de la période des soldes. *« L'astuce consiste à présenter un produit en promotion avant les soldes, puis de remplacer le mot "promotion" par le mot "soldes" sans changer les prix. Et dans la foulée, on annonce parfois une deuxième démarque toujours au même prix ! »*, s'insurge l'UFC. La multiplication des rabais préalables aux soldes pour attirer le chaland rendait indispensable *« une plus grande protection du consommateur, qui, jusqu'à présent, n'avait pas la garantie de trouver de vraies soldes un mois après ces promotions »*, note-t-on dans l'entourage de Jean-Pierre Raffarin, le ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, qui a donc veillé, dans la loi de juillet 1996, à définir avec davantage de précision les termes « soldes » et « liquidations », et à sanctionner plus sévèrement le fait de réaliser des soldes en dehors des périodes autorisées.

Ces périodes, les seules durant lesquelles le commerçant a le droit de vendre à perte, sont désormais limitées à deux fois six semaines dans l'année, contre deux fois deux mois auparavant. Dans chaque département, les dates sont fixées par le préfet, mais les soldes ne peuvent plus commencer en décembre, comme ce fut le cas l'an dernier à Paris où elles démarrèrent dès le 26 décembre.

FAUX RABAIS

Certains commerçants font valoir le fait que les consommateurs n'appréciaient pas de devoir se relancer dans une course aux achats juste après les cadeaux de Noël. D'autres avouent qu'ils éprouvaient quelques difficultés à tenir deux mois avec des marges réduites. D'autres encore, cédant à la franchise, expliquent que les consommateurs avaient tendance à faire une croix sur les cadeaux de Noël pour s'offrir davantage de présents à prix réduits à la Saint-Sylvestre... Strictement limitées dans leur durée, les soldes sont désormais mieux définies dans leur contenu. *« Sont considérées comme soldes, les ventes accompagnées ou précédées de publicité et annoncées comme tendant, par une réduction de prix, à l'écoulement accéléré des marchandises en stock. »* Elles ne peuvent donc porter que *« sur des marchandises proposées à la vente et payées depuis au moins un mois à la date de début de la période de soldes considérée »*. La loi tente ainsi de mettre fin aux fabrications spécifiques pour les soldes, en urgence, à bas prix, *« souvent dans des ateliers clandestins »*, précise-t-on au ministère.

Combie de l'arnaque, ces stocks de piètre qualité font souvent l'objet de faux rabais : on gonfle artificiellement leur prix juste avant les soldes, puis on annonce des réductions de 50 %... Un piège aisément repérable dans le domaine textile, mais dans lequel les consommateurs peuvent facilement tomber lorsque, à l'instar des cuisines, des bijoux ou des fourrures, il s'agit de produits achetés de façon exceptionnelle.

Pascale Krémer

Les nouvelles dispositions en vigueur

Afin de les différencier clairement des soldes et de mettre fin à la pratique fort répandue des fausses liquidations, uniquement justifiées par un changement de moquette dans l'entrée du magasin, la loi du 5 juillet 1996 stipule que les liquidations *« tendent, par une réduction de prix, à l'écoulement accéléré de la totalité ou d'une partie des marchandises d'un établissement commercial à la suite d'une décision, quelle qu'en soit la cause, de cessation, de suspension saisonnière ou de changement d'activité, ou de modification substantielle des conditions d'exploitation »*. Leur durée ne peut excéder deux mois. Elles sont désormais soumises à autorisation préfectorale préalable (et non plus municipale), sur le fondement d'un inventaire des marchandises à liquider. Un contrôle a posteriori est par ailleurs instauré.

Les promotions, contrairement aux soldes, ne se limitent pas aux produits invendus de fin de saison et sont autorisées toute l'année, mais les magasins ont interdiction de les proposer de manière continue. Les articles sur lesquels portent les promotions doivent être clairement signalés, de même que la durée de la promotion et le pourcentage de remise.

Un mort à la suite de bagarres entre deux bandes des Hauts-de-Seine

Une vingtaine de personnes ont été interpellées, dont l'auteur des coups de couteau fatals

LUNDI 30 décembre, une rixe entre deux bandes rivales des Hauts-de-Seine a tourné au drame, dans le centre commercial de Vélizy (Yvelines). Un mineur de seize ans a poignardé un homme de vingt et un ans, habitant du Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine), qui est décédé dans les minutes qui ont suivi ; un autre a été plus légèrement blessé lors de la « bataille rangée » qui a opposé les deux groupes. En trois jours, les incidents se sont multipliés entre les jeunes de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine) et du Plessis-Robinson et ont fait, outre les deux victimes de Vélizy, quatre blessés, dont un policier. Au total, une vingtaine de personnes ont été interpellées, parmi lesquelles l'auteur des coups mortels.

« C'est la révolte des jeunes mineurs qui est montée en puissance avec l'aide de leurs grands frères. Nous n'avons pas affaire à des bandes structurées, mais plutôt à géométrie variable », expliquait, au lendemain des heurts, un responsable de la direction départementale de la sécurité publique des Hauts-de-Seine.

Tout commence samedi après-midi dans une salle paroissiale du Plessis-Robinson, où des jeunes organisent une petite fête et où une bande, venue de Châtenay-Malabry, s'invite. Très vite, le ton monte, et les premiers coups sont échangés. Finalement, les deux groupes repartent chacun de leur côté, bien décidés à ne pas en rester là. Le lendemain, c'est à Châtenay-Malabry que vont se dérouler de nouveaux incidents. Une quinzaine de jeunes prennent littéralement d'assaut un bus de la ligne 179, malgré les efforts du conducteur qui tente en vain de maintenir les portes fermées. Après avoir semé la terreur parmi les voyageurs, les agresseurs se dirigent vers un adolescent de quinze ans qu'ils frappent violemment, le blessant grièvement à un œil et à la tête.

« POUR UN REGARD DE TRAVERS »

En fin d'après-midi, alertés par des riverains qui se plaignent du bruit fait par un groupe de jeunes gens, les policiers se rendent au Plessis-Robinson, où ils sont accueillis par une trentaine de jeunes mineurs, pour la plupart armés de battes de base-ball et de barres de fer et qui, selon les premiers éléments de l'enquête, *« étaient en train de confectionner des moyens de répliquer à la bande rivale »*. Lors de l'intervention mouvementée, un policier sera légèrement blessé et treize jeunes seront interpellés lundi matin.

Mais, dans les deux camps, on ne veut pas en rester là. On fait appel aux grands frères et, finalement, c'est une trentaine de membres des deux bandes rivales qui se retrouvent, lundi après-midi, non loin du centre commercial de Vélizy 2, dans les Yvelines, où travaille la petite amie d'un membre de la bande du Plessis-Robinson, Jean-Claude Johnsim, vingt et un ans. Malgré l'affluence en cette veille de réveillon, peu de gens ont été témoins des affrontements et du coup de couteau qui a tué le jeune homme. Selon certains commerçants de la galerie, *« c'est une véritable bataille rangée qui a opposé une trentaine de personnes »*, alors que le commissaire de Vélizy parle, lui, de *« quatre ou cinq de chaque côté »*, précisant que les faits *« se sont déroulés à la limite de la galerie et du parking »*.

En fait, il semble que ce soit dans les rayons de l'hypermarché du centre commercial que le ton soit monté et que le jeune mineur ait planté un couteau en plein cœur de Jean-Claude Johnsim, *« pour un regard de travers »*. Un démonstrateur de la grande surface se souvient avoir vu le jeune, *« ensanglanté et titubant »*, ressortir par l'entrée principale située au milieu de la ligne de caisses ; la direction du centre préfère, elle, s'abstenir de tout commentaire. C'est l'intervention rapide du service de sécurité qui a permis l'arrestation du jeune mineur de seize ans, auteur présumé des coups de couteau. Il a ensuite été remis aux policiers, très nombreux à patrouiller dans le centre commercial en cette période de fêtes et depuis la mise en vigueur du plan « Vigipirate ». Il a été placé en garde à vue.

Mais la hache de guerre n'en était pas enterrée pour autant entre les deux camps puisque, le soir même, l'un des protagonistes de l'expédition punitive de Vélizy, légèrement blessé d'un coup de couteau à la cuisse avant de regagner son domicile de Châtenay-Malabry, après avoir reçu des soins à l'hôpital du Chesnay (Yvelines), est allé agresser et blesser légèrement l'un de ses adversaires avant d'être interpellé et placé en garde à vue à son tour.

Dans la soirée, de nouveaux accrochages ont eu lieu entre des membres des deux groupes. Deux jeunes ont été légèrement blessés par trois autres qui circulaient en voiture et venaient probablement du Plessis-Robinson. Les incidents se sont prolongés jusque devant l'hôpital Béclère de Clamart, où l'un des blessés avait été conduit pour y recevoir des soins. Au total, les policiers ont procédé, dans les heures qui ont suivi ces agressions, à cinq interpellations.

APPEL AU CALME

Pour éviter tout nouveau dérapage entre les jeunes des deux villes, la direction départementale de la sécurité publique des Hauts-de-Seine avait mis en place, durant la nuit du 31 décembre au 1er janvier, un dispositif renforcé. De leur côté, le préfet des Hauts-de-Seine et les maires (RPR) des deux villes ont lancé un appel au calme, demandant, dans un communiqué commun, que *« chacun, dans son rôle de parent, d'éducateur, de fonctionnaire serviteur de la loi, de collégien, de lycéen, de camarade ou simplement d'observateur de notre société, accepte de prendre sa part dans le retour au calme et l'apaisement, et pas seulement aujourd'hui mais chacun des jours de l'année qui commence, en accomplissant, pour son propre compte et autour de soi, une véritable tâche de "gardien de la paix" »*.

Jean-Claude Pierrette

De plus en plus de rixes mortelles en banlieue parisienne

Le deuxième semestre 1996 a été marqué par plusieurs rixes mortelles entre bandes dans différentes villes de la région parisienne. Le 13 octobre, un jeune homme de vingt-deux ans avait été tué de plusieurs coups de couteau dans une cité d'Athis-Mons (Essonne). Evoquant cette affaire, les enquêteurs avaient parlé d'une *« véritable exécution »*. Les agresseurs, au nombre d'une trentaine, s'étaient acharnés sur la victime à coups de pieds et de battes de base-ball avant de lui tirer une décharge de fusil de chasse dans les jambes (*Le Monde* du 16 octobre). Le 21 septembre, un adolescent de seize ans avait reçu un coup de couteau en plein cœur lors d'une bagarre entre deux bandes de Stains et de La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Il était décédé deux heures plus tard. Le 8 juillet, un jeune homme de dix-neuf ans était mort au centre hospitalier d'Argenteuil (Val-d'Oise) après avoir reçu un coup de couteau au cœur lors d'échauffourées avec un groupe venu d'Asnières (Hauts-de-Seine).

CORRESPONDANCE

Une lettre d'Olivier Guichard

A la suite de la publication, dans Le Monde *du 1er novembre 1996, d'un article intitulé « Une enquête préliminaire vise Olivier Guichard et le conseil régional des Pays de la Loire », sous-titré « La collectivité finançait un appartement et trois employés de maison à Paris », nous avons reçu d'Olivier Guichard la lettre suivante :*

Cette allégation est totalement erronée. Les locaux situés à Paris correspondent aux bureaux de l'antenne parisienne de la région des Pays de la Loire. Cette location a fait l'objet d'une décision de la commission permanente du conseil régional le 3 octobre 1981, et a reçu l'accord de la préfecture de Paris après consultation de la commission régionale des opérations immobilières, de l'architecte et des espaces protégés. Ils sont occupés en tant que tels par les agents contractuels de la collectivité.

Dès lors, le choix des termes retenus dans ce sous-titre est gravement tendancieux puisqu'il laisse penser que j'aurais bénéficié de fonds publics à titre personnel et pour des fins exclusivement domestiques.

Alors même que la chambre régionale des comptes des Pays de la Loire n'a relevé aucune irrégularité, *Le Monde* a donc, en dénaturant les faits, publié un texte créant à mon encontre un très lourd et très préjudiciable soupçon.

Nouvel An : Champs-Elysées en fête, voitures incendiées à Strasbourg

*DEUX CENT MILLE PERSONNES se sont retrouvées sur les Champs-*Elysées, à Paris, pour célébrer le passage du Nouvel An. Les pétards ayant été interdits par le plan « Vigipirate », les fêtards se sont contentés du traditionnel concert d'avertisseurs de minuit. L'an passé, 500 000 personnes avaient participé à l'événement mais le froid (– 8 degrés sur la capitale) a tempéré quelques ardeurs. Le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, et le préfet de police, Philippe Massoni, ont effectué un passage sur la célèbre avenue, entre leur visite au commissariat de police du 8e arrondissement et un passage à l'hôtel Matignon, où ils ont salué les personnels du dispositif de surveillance. Pendant ce temps, à Strasbourg, le réveillon était célébré, dans les quartiers sensibles, par l'incendie de huit voitures. L'an passé, plusieurs voitures et une vingtaine d'Abribus avaient été détruits durant la nuit de la Saint-Sylvestre. Mais contrairement à l'an passé les policiers n'ont procédé à aucune interpellation.

Occupation du Grand Hôtel, à Paris, par des sans-abri

UNE TRENTAINE DE MILITANTS du Comité des sans-logis (CDSL) ont occupé, mardi 31 décembre, durant trois heures, le hall du Grand Hôtel, à Paris, en mémoire des sans-abri morts de froid ces derniers jours. Cette action visait aussi à réclamer que l'on *« réquisitionne les bâtiments vides pour les transformer en logements sociaux »*. Ils sont repartis après avoir obtenu de rencontrer un proche collaborateur du ministre du logement, Pierre-André Périssol. Reçus par la direction de l'hôtel, les sans-abri se sont vu offrir du thé et des petits fours, qu'ils ont consommés au milieu de la clientèle habituelle de l'établissement.

DÉPÊCHES

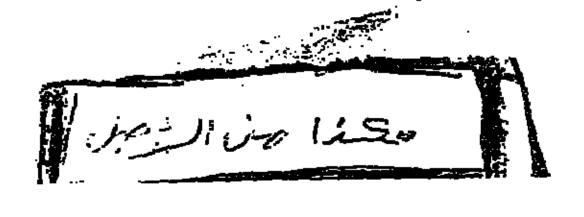
■ **PITBULLS : l'office HLM de Montrouge (Hauts-de-Seine)**, qui interdit la possession de chiens dangereux dans ses immeubles, a assigné en justice douze locataires pour non-respect du règlement intérieur. Ces derniers comparaîtront les 20 février et 6 mars devant le tribunal d'instance d'Antony. Si le juge estime que la présence de tels animaux dans un immeuble peut représenter un *« trouble de jouissance »* pour les autres locataires, l'office pourra résilier le bail des contrevenants et ordonner leur expulsion.

■ **MEURTRE : une femme et son compagnon, âgés de vingt-cinq ans, ont été tués**, mercredi matin 1er janvier, de plusieurs décharges de carabine à leur domicile d'Aullène, village de montagne situé à 80 kilomètres au sud d'Ajaccio. L'auteur présumé du meurtre, un homme de vingt-huit ans, a été placé en garde à vue à Sartène. Selon les enquêteurs, le meurtre n'aurait aucun caractère politique.

■ **ATTENTAT : une charge de forte puissance a détruit**, dans la nuit de mardi 31 décembre à mercredi 1er janvier, un centre de la direction départementale de l'équipement (DDE), à Ventiseri-Pont du Travo, en Haute-Corse. Le bâtiment a été détruit à 90 %. L'attentat n'a fait aucun blessé. Il n'a pas été revendiqué.

■ **ARMES : la date limite de déclaration de certaines armes** de cinquième et septième catégorie, acquises librement avant le 7 mai 1995 et désormais soumises à déclaration, est reportée au 30 septembre 1998, a indiqué, lundi 30 décembre, le ministère de l'intérieur. Sont essentiellement concernées les armes d'épaule, parmi lesquelles toutes les carabines à canon rayé, et certains fusils à répétition à canon lisse.

■ **IMMIGRATION : deux sans-papiers, arrêtés en août dernier lors de l'évacuation de l'église Saint-Bernard** à Paris, ont été conduits au centre de rétention du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) pour être reconduits à la frontière. Condamnés à quatre mois de prison ferme pour refus de quitter le territoire après l'intervention policière à l'église Saint-Bernard, le 23 août, le Mauritanien Diadé Diarra et le Malien Mamadou Kanté devraient être placés dans un avion, jeudi 2 janvier.



DISPARITIONS

Gabriel Loire

Le pionnier du vitrail en dalle de verre

GABRIEL LOIRE, *maître verrier et artiste peintre*, s'est éteint vendredi 27 décembre à Lèves, près de Chartres, à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Connu comme le pionnier du vitrail en dalle de verre, il a réalisé des vitraux dans plus de 800 édifices, religieux ou civils, en France et dans le monde entier.

Gabriel Loire est né le 21 avril 1904 à Pouancé, petite ville d'Anjou, dans une famille de tanneurs. Cet amoureux de peinture, profondément croyant, découvre le vitrail en 1924. Il entre dans les ateliers du maître verrier Charles Lorin, à Chartres, où il travaille pendant dix ans. En 1936, Gabriel Loire quitte, par goût de l'indépendance, son associé, malgré une clause de non-concurrence qui le contraint à s'orienter vers d'autres formes d'art que le vitrail : peinture, sculpture, dessin, orfèvrerie, chasublerie, ferronnerie... L'année 1946 est un tournant pour le maître verrier : il fonde, en pleine période de rénovation et de reconstruction des églises, son propre atelier de vitrail, à Lèves. Son audace fera son succès : Gabriel Loire utilise un matériau entièrement nouveau, la dalle de verre. Sertie dans du béton et non dans du plomb, celle-ci s'adapte parfaitement aux édifices en ciment armé qui se construisent après guerre. De plus, son épaisseur – 2,5 centimètres – lui donne une puissance de coloration bien supérieure à celle du verre traditionnel, épais de 2 ou 3 millimètres seulement. Il lui permet d'être taillé, éclaté sur les côtés et transformé ainsi en joyau capteur de lumière.

Cette technique nouvelle lui vaut vite de très nombreuses commandes. Gabriel Loire réalise notamment les vitraux de la Grace Cathedral de San Francisco, ceux de la Tour de la Joie « Symphonie » du Musée d'art moderne d'Hakone, au Japon, ceux de la chapelle de la Sainte-Trinité dans la cathédrale du XIIIe de Salisbury, ceux du collège de Jahmour, au Liban, ainsi que les 2 300 m² de vitraux de la magistrale église commémorative de l'empereur Guillaume Ier de Berlin. Gabriel Loire a transmis, ces dernières années, son atelier et son savoir-faire à ses fils pour se consacrer à la peinture. Une autre manière, pour cet artiste épris *« de paix et de joie »*, de faire chanter la lumière.

Fabienne Casta-Rosaz

Lew Ayres

Le soldat pacifiste de « A l'ouest rien de nouveau »

LEW AYRES, acteur américain, est mort lundi 30 décembre, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Né en 1908 à Minneapolis dans une famille de la bourgeoisie américaine, Lew Ayres entame une carrière de musicien... après des études de médecine, et se voit offrir un contrat d'acteur au cinéma après l'un de ses concerts dans un nightclub de Hollywood. Il sera le partenaire de Greta Garbo en 1928 dans son dernier film muet, *Le Baiser* de Jacques Feyder. C'est dans le rôle d'un soldat pacifiste qu'il se révèle aux yeux du grand public avec *A l'ouest rien de nouveau*, de Lewis Milestone, en 1930.

Lew Ayres se voit pourtant cantonné dans des rôles secondaires (*Vacances*, de George Cukor en 1936) ou des séries B comme *Young Dr. Kildare* en 1938. Ce film gagnera pourtant plus d'argent que toutes les autres grosses productions de la MGM sorties cette année-là. Il réendossera le costume du médecin encore huit fois, entre 1939 et 1942, avec toujours le même succès.

Mais en se déclarant objecteur de conscience il refuse, quand la guerre mondiale éclate, de porter l'uniforme et se voit boycotter par les studios. S'étant engagé dans un service médical, il se distingue au front et retrouve dès 1946 le chemin des écrans en face de Olivia De Havilland dans *La Double Enigme*, de Robert Siodmak. Il recevra même une nomination aux Oscars pour son interprétation d'un médecin essayant d'apaiser une jeune femme sourde et violée dans *Johnny Belinda*, de Jean Negulesco.

La carrière de Lew Ayres à l'écran restera ensuite très épisodique et se limitera à des apparitions dans *Tempête à Washington*, de Preminger ou *La Bataille de la planète des singes*, de Jack Lee Thompson. En 1976, il dirige un documentaire, *Altars of the World*, où se reflète sa conception mystique de la non-violence et qui fait suite à *Altars of the East*, documentaire tourné en 1955 d'après son propre livre.

Samuel Blumenfeld

■ **JULIAN MATEOS**, acteur et producteur espagnol, est mort, vendredi 27 décembre, d'un cancer du poumon, à l'âge de cinquante-sept ans. Il avait débuté comme acteur dans les années 60, et tourné sous la direction de Jules Dassin et Burt Kennedy, avant de se lancer dans la production de films tels *Les Saints Innocents*, du cinéaste Mario Camus. Ce long métrage avait reçu un prix d'interprétation à Cannes en 1984 pour les rôles tenus par Francisco Rabal et Alfredo Landa.

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

– *Le* comité *directeur* d'UAP-SL
a la douleur et le regret de faire part du décès de

M. Claude BIVER,

survenu le 30 décembre 1996, à 5 h 40.

La cérémonie religieuse se déroulera le lundi 6 janvier 1997, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 158, avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

– Laura, Clelia et Livia
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Georges DUMOULIN,

leur mari et papa adoré.

survenu le 30 décembre.

– Mme Suzanne Guillot, née Castet,
son époux,
Mme Marie-Thérèse Onetto,
sa sœur,
Eliane, François, Bernard, Geneviève, Isabelle, Cécile, Sophie,
ses *enfants,*
Marine, Yoann, Maëlle, Milena, Eloïse, Claire, Paul,
ses petits-enfants,
Ses amis et ses proches,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre GUILLOT,
ingénieur civil
des Ponts-et-Chaussées 1949,
ingénieur hydrologue retraité de l'EDF,

survenu le 28 décembre 1996, à la suite d'une cruelle maladie.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Grenoble.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Yves-Farge,
38100 Grenoble.

– Mme Istasse Georges,
née Désirée Johary,
son épouse,
Christian, *Jovial (†), Marcel (†)*, Pierre, Isabelle, Bruno,
ses enfants,
avec leurs conjoints et leurs enfants.
Parents et alliés,
font part du décès de

Georges ISTASSE,

à la Réunion, dans sa soixante-septième année.

L'inhumation aura lieu vendredi 3 janvier 1997, à Morondava (Madagascar), *ville dont il fut le maire, après avoir* été commandant des Forces républicaines de sécurité.

BP 171,
Morondava (Madagascar).

– Josseline de Clausade-Jourdan,
son épouse,
Romain Jourdan,
Aymeric Jourdan,
ses fils,

Alain et Josette Jourdan,
Marion, Ségolène et Auriane,
Corinne et Nicolas Desforges,
Domitille, Constance,
Jean-Baptiste et Noémi,
Laurence et Vincent Couaillier,
Madeleine, Cyril et Sabine
et leur mère,
Mme Françoise Jourdan,

Marc-Henri et Odile Jourdan,
Agathe et Blandine,
Geneviève Jourdan,
Anne-Valérie et Eric,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre JOURDAN,
préfet,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre
national du Mérite,

survenu le 28 décembre 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 janvier 1997, à 11 heures, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8e.

– Le conseil d'administration,
La direction générale,
Le comité de direction,
Et l'ensemble du personnel de la

Société des autoroutes de Paris-Normandie

ont la douleur de faire part du décès de leur président,

Pierre JOURDAN,
préfet,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre
national du Mérite,

survenu le 28 décembre 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée *le mardi 7 janvier 1997, à 11 heures*, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8e.

Durant plus de huit ans, il a présidé la société en lui imprimant dynamisme, foi dans l'avenir et force devant l'adversité.

Il laisse dans les mémoires de tous le *souvenir et l'exemple d'un homme* d'écoute et de dialogue, toujours proche et accessible, décidant en justice et *loyauté, artisan de la croissance de la société* dans l'harmonie et l'assurance d'un cap maîtrisé.

– Le conseil d'administration,
La direction générale,
Le comité de direction,
Et l'ensemble du personnel de la

Société Scetauroute

ont la douleur de faire part du décès de leur président,

Pierre JOURDAN,
préfet,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre
national du Mérite,

survenu le 28 décembre 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 janvier 1997, à 11 heures, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8e.

Président de la société depuis 1993, il l'a dirigée avec compétence et dynamisme. *Il avait su créer autour* de lui un climat de confiance et d'activité imaginative. Il lui a, en quelques années, donné un renom et un *développement inégalés dans* le monde. Tout cela, il l'a accompli jusqu'au dernier jour avec une constante ténacité et avec un extraordinaire courage que tous ont admirés face à la maladie.

Il était guidé sans cesse par l'intérêt *supérieur de la société* mais aussi, et surtout, par le souci et le respect de chaque individualité.

Il laisse dans les mémoires de tous le souvenir d'un président proche et accessible et l'exemple d'un homme juste et généreux.

– Le président de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASFA).
Les présidents des sociétés *d'autoroutes et des sociétés associées :*
Société des autoroutes Rhône-Alpes (AREA).
Société des autoroutes du sud de la *France (ASF).*
Sociétés des autoroutes et du tunnel du Mont-Blanc (ATMB).
Compagnie financière et industrielle des autoroutes (COFIROUTE).
Société des autoroutes Estérel-Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA),
Société des autoroutes du nord et de l'est de la France (SANEF),
Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR).

Société française du tunnel routier du Fréjus,
Société marseillaise du tunnel du *Prado-Carenage,*
Chambre de commerce et d'industrie du Havre.

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Pierre JOURDAN,
préfet,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre
national du Mérite,
président de la Société
des autoroutes Paris-Normandie
et président de Scetauroute,

survenu le samedi 28 décembre 1996.

Ils s'associent à la douleur de sa famille et de ses proches et témoignent de leur gratitude *envers celui qui a tant contribué* à la réussite du secteur autoroutier français et à son rayonnement à l'étranger.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 janvier 1997, à 11 heures, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8e.

Joseph LAVIGNE,
directeur honoraire
des Contributions indirectes,
chevalier de la Légion d'honneur,

nous a quittés, dans sa centième année, le *mardi 31 décembre 1996.*

De la part de
Pierre et Marie Lavigne,
professeurs émérites des universités,
son fils et sa belle-fille,
André et Odile Lavigne
et leurs enfants,
Anne Lavigne,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

BP 342,
65203 Bagnères-de-Bigorre Cedex

– *Pierre et Sylvie Restagnat*
et leurs enfants,
Marie-Laurence Negro,
Laurent Negro,
ses enfants et petits-enfants,
Josette Gory,
sa sœur et ses *enfants,*
Les familles Negro, Pourcelot, Bois, Isnard, Orsucci,
ont la douleur de faire part de la disparition de

M. Laurent NEGRO,
chevalier de la Légion d'honneur,
président fondateur du Groupe Bis,

dans la nuit du 27 *au 28 décembre* 1996, dans sa soixante-dixième année.

Ses funérailles ont eu lieu le mardi 31 décembre, en l'église Saint-Augustin, à Paris-8e, suivies d'une inhumation au cimetière des Batignolles, où il repose désormais.

7, parc de Montretout,
92210 Saint-Cloud.

(*Le Monde* du 1er janvier.)

– *Catherine, Christophe et Lucile,*
ses enfants,
Almut et Patrice,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Ingeborg RÖBER,

le 28 décembre 1996.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

– *Le 2 janvier 1996.*

Pierre MANIGAULT,
professeur honoraire
à l'Institut Pasteur,

nous a quittés.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé gardent de lui un lumineux souvenir.

Souvenirs

Erika

aurait eu trente ans le 2 janvier.

Ayez une pensée pour elle, ainsi que pour

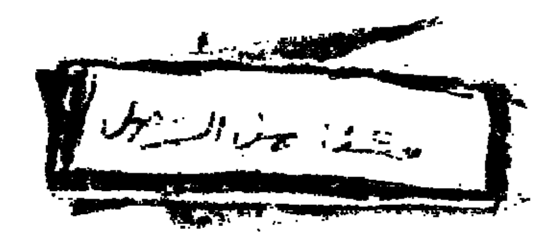
Charles et Suzanne PROU.

Anne-Françoise Paul Prou,
Marguerite Doreau,
Nicole et Jean Fabre.

Vœux

Roland et Marguerite MARTIN,

comblés par les vœux de leurs amis, les rejoignent à Paris, Dijon, Strasbourg, Lyon, Aix-en-Provence, Athènes, Tunis, New York, Rome, en Sicile et à Lipari pour leur dire : Soyez heureux en cette nouvelle année.



HORIZONS

ENQUÊTE

Les Albanais refaits par l'usure

L'Albanie, l'un des pays les plus pauvres du monde, vit d'expédients. Un marché financier parallèle rémunérant l'argent à des taux usuraires s'était mis en place depuis la chute de la dictature. Aujourd'hui, le système s'effondre



SOUDA a dit : « *Je pars en vacances !* », et la nouvelle a fait l'effet d'une bombe à Tirana. L'Albanie tout entière s'intéresse aux projets de départ d'une gitane, pourtant membre d'une communauté connue pour son goût du voyage. Car le « voyage » de Souda symbolise pour tous la fin des « pyramides », une aventure qui a poussé des dizaines de milliers d'Albanais, depuis plusieurs années, sur les routes de l'argent facile. Et a donné au petit pays des Balkans l'illusion qu'il n'était pas si différent de ses voisins plus prospères.

Ces « pyramides financières » avaient été bâties par quelques Albanais plus avisés que d'autres, dont Souda. En offrant aux épargnants des rémunérations incroyablement élevées, elles attiraient de nouveaux placements qui servaient à rémunérer les anciens dépôts. Plusieurs pays d'Europe de l'Est, dont la Roumanie et la Russie, ont déjà connu de pareils montages, souvent fragiles et de courte durée, puisque, invariablement, faute d'apports nouveaux, ces « pyramides » s'écroulent sur les épargnants ruinés.

En Albanie, ce jeu a duré plusieurs années et la population s'est longtemps passionnée pour l'« argent de l'usure ». Les intérêts redistribués n'ont cessé d'augmenter. Ils ont fini par atteindre 30 % par mois, alors que, officiellement du moins, l'inflation se maintenait à un rythme annuel de 20 %. Ces taux usuraires faisaient se bousculer des foules devant des comptoirs installés à la sauvette dans les rues. Il suffisait de déposer l'équivalent de 100 dollars (500 francs) pour tripler sa mise en quatre mois. Devant les guichets de la « Fondation pour la démocratie populaire », des murs avaient même été dressés à la hâte pour contenir les hordes de candidats aux dépôts.

Mais, ces derniers mois, tout annonçait la défaite de cette curieuse « cavalerie », dont le gonflement s'était accéléré. Quelques-uns parmi les usuriers ont battu en retraite, fermant leurs guichets et fuyant à l'étranger en emportant les derniers dépôts. Souda, elle, avait fait part de ses projets de vacances après s'être fait interdire par la banque centrale l'exercice de son activité. Ce qui n'empêche pas la forte femme, qui vit entourée de ses gardes du corps et de toute sa famille, d'annoncer la réouverture prochaine de nouveaux comptoirs. Et même si, à la veille du réveillon, les portes restaient closes, la « gitane » promet de tout rembourser. Un jour...

Le tarissement de cette source à laquelle les Albanais ont longtemps puisé allait jeter le pays dans le chaos, prédisait-on. Redoutant des débordements, les principales institutions financières internationales, avec qui les « architectes » des « pyramides » refusaient d'ailleurs tout contact, agissaient avec la plus grande prudence et se contentaient de recommander au gouvernement une diminution progressive des rendements. L'Etat, dont les usuriers ont financé, dit-on, bien des dépenses, s'est seulement chargé de négocier un « atterrissage en douceur », une diminution des rendements, à 5 % par mois, puis 3 %. Son projet de transformer les officines en des établissements bancaires ayant pignon sur rue paraît aujourd'hui bien caduc, car les principaux fesse-mathieux s'apprêtent à quitter le pays, et le chœur des « grugés » ne se fait guère entendre.

Les Albanais ne détestent pas faire travailler leur argent. Ils rêvent souvent de bons placements, mirifiques de préférence. Si la plupart de ceux qu'on interroge commencent par sourire et par affirmer qu'eux-mêmes, bien sûr, n'auraient jamais « engraissé » de pareilles officines, les mêmes, en insistant, finissent par reconnaître avoir par le passé « commis » quelques dépôts. Pour finir, ils avouent parfois qu'ils ont versé des sommes rondelettes, sinon considérables, comme cet homme qui serait allé jusqu'à vendre sa maison pour acquérir des titres financiers, ou ce berger qui aurait« placé » tout l'argent de son troupeau. Ils savent bien que ces « pyramides », qui ne peuvent s'élever que tant que les dépôts augmentent, ont une durée de vie limitée. Ils sont tout soupirant après leurs dividendes, se disant qu'après eux le système pouvait bien s'écrouler comme un château de cartes.

AUJOURD'HUI, les Albanais accrochent leur espoir aux propos de Souda, en récupérant une partie de leurs avoirs, capital ou interêts seulement. « *Moi, j'ai vendu pour 20 000 dollars l'appartement que l'Etat m'avait cédé gratuitement. J'ai investi cet argent dans les « pyramides ». Dans six mois, j'aurais en théorie de quoi m'acheter deux appartements. Si d'ici là le système s'écroule, alors tant pis.* », déclare un jeune cadre. Au pire, Adrian restera locataire et continuera à héberger sa mère.

Vasil Grogo, directeur de l'agence pour l'emploi de Saranda, à l'extrême sud du territoire, reconnaît que « *les pyramides, c'est inacceptable d'un point de vue économique et financier* », mais que « *les Albanais continuent à déposer* ». Avant d'ajouter : « *Moi-même, si j'en avais l'opportunité, je n'hésiterais pas.* »

Aussi la chute des « pyramides » est-elle une bien mauvaise nouvelle à l'occasion des fêtes de Noël. Car la débâcle de la « cavalerie » devrait remettre les compteurs à zéro et rappeler à l'Albanie que son PNB ne s'élève qu'à 690 dollars (3500 francs) par habitant et par an. Qu'ici l'eau et l'électricité ne sont généralement disponibles que quelques heures par jour, voire pas du tout, et qu'il faut souvent plusieurs heures pour parcourir quelques dizaines de kilomètres sur des routes montagneuses et défoncées.

> Moi, j'ai vendu pour 20 000 dollars l'appartement que l'Etat m'avait cédé gratuitement. J'ai investi cet argent dans les « pyramides ». Dans six mois, j'aurai, en théorie, de quoi m'en acheter deux

L'Albanie ne manque certes pas d'imagination pour camoufler l'indigence qui lui ouvre droit aux crédits de l'Association internationale de développement (AID, filiale de la Banque mondiale), réservés par la Banque mondiale aux populations les plus déshéritées de la planète. Le produit des « pyramides » financières est venu s'ajouter aux aides internationales récupérées à droite et à gauche, aux sommes rapatriées par les travailleurs à l'étranger, aux investissements des monarchies islamiques du Golfe.

Dans ce pays en théorie majoritairement musulman, mais bien peu religieux, la précarité amène certaines familles nombreuses à envoyer chacun de leurs enfants dans des écoles de confession différente, afin de toucher plusieurs allocations. Des écoles islamiques, par exemple, offriraient 1 dollar par enfant et par jour... Les abords des rues sont jonchés de carcasses de voitures « désossées », la moindre pièce détachée ayant ici une valeur marchande.

Du temps de la dictature, les Albanais n'avaient pas le droit de se déplacer à l'intérieur du territoire, sans même parler de l'étranger, et ne pouvaient posséder d'automobile. Aujourd'hui, les rues des principales villes sont parcourues par un mélange pétaradant de véhicules disparates : des voitures à bras tirées par des chevaux ayant visiblement connu des jours meilleurs ; des bicyclettes spartiates, le plus souvent importées de Chine ; de grosses Mercedes aux couleurs criardes tellement populaires en Allemagne dans les années 70 et 80. Les Albanais achètent ces merveilles sur de grands marchés en plein air comme, par exemple, à Durrës, où ils peuvent choisir la couleur et le modèle. Il n'était pas rare, devant les officines de placement, d'admirer des véhicules flambant neufs, une 500 classe C, le plus souvent volée à l'étranger. Au désespoir des grands constructeurs automobiles, qui estiment impossible, compte tenu du niveau astronomique des taxes, d'exporter légalement des véhicules dans ce pays.

Qui a connu l'Albanie du dictateur Enver Hodja ne peut que s'émerveiller de sa métamorphose. Alors, les voitures, les échopes, les tavernes étaient inconnues. Certaines des casemates, des abris anti-atomiques en béton, qui constellent le paysage et étaient censées protéger l'ensemble de la population contre un éventuel bombardement nucléaire ont même été transformées en restaurants. Les antennes paraboliques, dans cet Etat à peine aussi grand que la Belgique, mais où la reception de programmes télévisés étrangers était interdite, ont fleuri par milliers.

Les « pyramides financières » ont contribué à dérégler un pays qui ne connaît plus la dictature, mais qui n'a plus vraiment d'économie, et qui oublie que pour vivre il faut produire. Riche producteur agricole – 50 % de la population active est employée dans le secteur primaire, – l'Albanie est un gros importateur de céréales. Les paysans ont beau être devenu propriétaires de leurs terres, ils ont délaissé le blé pour des produits maraîchers, puis ces derniers pour des placements financiers. Dans le Sud surtout, de nombreux terrains sont laissés en jachère, car les paysans savent que les céréales, les olives ou les kakis sont des cultures peu rentables, surtout lorsque, faute de tracteurs, on ne dispose que de ses mains et d'animaux de trait.

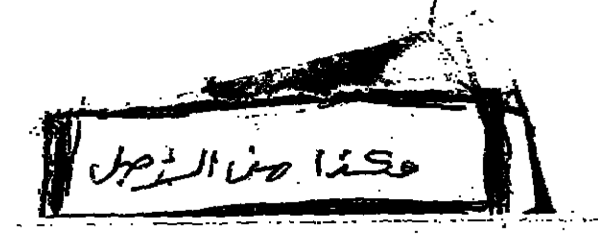
RAREMENT le décalage avec les statistiques économiques officielles, qu'elles émanent du gouvernement ou des instituts internationaux, frappe autant qu'ici. Le chômage touche 14 % de la population active, estime le Fonds monétaire international. Mais les foules désoeuvrées qui, à toute heure, battent la semelle dans les rues donnent bien peu de crédit à ce pourcentage relativement faible. A Saranda, sur une population active de 30 000 personnes, seules 143 touchent des indemnités de chômage, de 3 000 leks (30 dollars, soit 150 francs) par mois. Fort heureusement, l'île de Corfou n'est qu'à quelques kilomètres, de l'autre côté d'un bras de mer, et plusieurs dizaines de milliers d'Albanais de Saranda travaillent en Grèce, occupés pour la plupart à des emplois saisonniers.

De même, comment croire que la croissance annuelle atteint 10 % alors que les quelques usines du pays sont manifestement fermées et que l'investissement étranger reste très faible ? Pour le président Sali Berisha, à la tête du tout-puissant Parti démocratique, toute l'affaire des « pyramides » n'était qu'une « *énorme exagération* », car « *les Albanais travaillent par milliers en Grèce et en Italie. Ils ne gagnent pas leur argent en rêvant* ». Et de remarquer qu'aux Etats-Unis, en Allemagne ou en France, le capitalisme ne s'est pas toujours construit sur des règles très claires.

L'époque où des dizaines de milliers d'Albanais fuyaient leur pays agrippés à des bateaux paraît déjà lointaine. Mais les jeunes qui avouent rechercher la moindre occasion d'émigrer sont restés nombreux, même au cours de la période de « l'argent de l'usure ». Cette manne cessant, le pays devra trouver de nouveaux moyens d'assurer l'existence de sa population, et mieux que par des « petits boulots » à l'étranger.

Pour le Parti démocratique, au pouvoir, la tâche s'annonce rude. D'autant que le Parti socialiste, qui refuse de siéger au Parlement, l'accuse tout à la fois d'avoir entretenu le sytème amoral des « pyramides » et d'avoir remporté les dernières élections dans des conditions frauduleuses. Jusqu'à présent, les Albanais, ne semblent guère se soucier beaucoup des lacunes de leur jeune démocratie. Ils pourrait en être autrement lorsque le mirage des « pyramides » se sera dissipé.

Françoise Lazare
Dessin : Nicolas Vial



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction :
Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre *Georges,*
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre,
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

SIÈGE SOCIAL : 21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21 Télex : 206 806 F

Forger la sécurité européenne

Suite de la première page

L'ancienne limite entre l'orthodoxie et le catholicisme passe bien plus à l'Est. Cette limite ancienne continuera sans doute à représenter un facteur dans la cohabitation des Européens, de même que la limite entre le Nord et le Sud – primitivement établie le long de la frontière nord de l'Empire romain et ensuite réactualisée pendant la Réforme et la Contre-réforme – continue à sa façon à représenter un facteur dans la coopération européenne.

Bien qu'elles représentent d'autres versions, plus anciennes, du système de sécurité en Europe, ces limites continueront donc à jouer un rôle d'autant plus légitime qu'elles reflètent des réalités culturelles et historiques distinctes. S'y ajouteront les effets produits par l'établissement retardé d'Etats nationaux en Europe centrale et orientale. L'Etat national s'établit rarement sans que la question de sa constitution et de ses minorités se pose de façon aiguë. Lorsque ce processus a eu lieu en Europe occidentale, cela a pris beaucoup de temps. Une certitude : l'OSCE peut contribuer à raccourcir les temps en ce qui concerne la solution des problèmes correspondants posés en Europe centrale et orientale.

Au-delà de l'inertie du discours, les idées des uns et des autres sur l'avenir de l'Organisation diffèrent

Sans doute la période de stabilisation de deux ans ne suffira-t-elle pas à mettre la Bosnie à l'abri des problèmes créés par la rencontre – sur son territoire – de toutes les lignes de division historique et culturelle anciennes. Mais cela ne durera pas non plus soixante-dix ans. Le long terme peut déjà être exclu. On ne peut pas demander des miracles à l'OSCE, mais pour tous ces dossiers et d'autres encore, sa contribution consiste à raccourcir sensiblement les étapes historiques, parfois à les brûler.

Cela est d'autant moins visible que les critères de succès de l'OSCE ressemblent peu à ceux qui valent pour d'autres organisations. Ni unité de production, ni organisation axée sur des opérations spectaculaires, l'OSCE mesure précisément ses succès par un certain silence. Silence qui couvre le passage de la guerre à un fonctionnement civil. Silence qui domine lorsque les minorités ne font plus l'objet de discriminations. Silence qui suit la publication de résultats électoraux incontestables. C'est lorsqu'il n'y a place ni pour les conflits, ni pour les critiques et commentaires d'aucune sorte que l'OSCE a effectivement rempli sa tâche.

Dans nos sociétés inspirées quelquefois par des modèles de comportement qui relèvent du film d'action et qui privilégient la production incessante d'événements, il est difficile de faire passer ce message essentiel sur les bénéfices du silence, malgré sa relation intime avec le concept de paix. Si l'on ne gagne pas des élections sur les thèmes de l'OSCE, le domaine de travail de l'Organisation demeure néanmoins un terrain essentiel de responsabilité politique. C'est dans cet esprit, dans l'acceptation de ces tâches, que le Danemark assume cette année la présidence de l'OSCE.

L'ex-Yougoslavie restera en 1997 la priorité : il faudra organiser les élections municipales en Bosnie, élections reportées déjà deux fois. Après la clarification du statut de l'Organisation à cet égard, l'OSCE peut affronter cette mission dans une sérénité relative. Si son rôle est désormais bien défini, certaines difficultés liées aux votes des réfugiés doivent être aplanies ; il convient aussi de résoudre d'avance les questions liées à l'installation des élus dans leurs nouvelles fonctions. Ces élections seront un test crucial pour l'OSCE, pour la continuité de l'effort international engagé, et l'on ne peut nier leur importance pour l'avenir de la Bosnie.

Si l'OSCE utilise au mieux l'expérience déjà acquise le 14 septembre 1996 – en maintenant les mêmes conditions pour les élections locales, tout en appliquant des normes plus exigeantes –, il est évident que l'implication des pouvoirs locaux doit franchir une nouvelle étape immédiatement après. La communauté internationale ne peut continuer à parachuter ou gérer indéfiniment les structures embryonnaires d'une société civile en Bosnie.

L'ex-Yougoslavie compte d'autres foyers susceptibles de fournir du travail à l'OSCE. La Slavonie orientale retournera sous administration croate à l'occasion des élections du printemps 1997. Les forces de l'ONU actuellement sur le terrain pourraient être retirées à la mi-juillet, si leur mandat n'est pas reconduit une nouvelle fois pour six mois. Si cette reconduction n'a pas lieu, l'OSCE pourrait avoir un rôle – à définir très prochainement – dans le processus de normalisation en cours dans cette région.

L'ensemble du travail de l'OSCE en faveur d'une amélioration des législations respectives concernant les minorités russophones dans les pays baltes, en Ukraine, est d'un autre ordre. Largement couronné de succès, il pourrait se terminer lorsque la mise en œuvre de ces législations correspondra pleinement à leur lettre.

L'agenda comprendra aussi les problèmes hérités des présidences antérieures, ceux du Haut-Karabakh, du Trans-Dniestr, de l'Asie centrale. Enfin, la question difficile de la Biélorussie, pays laissé à lui-même depuis la chute du mur. On y perçoit maintenant les premiers symptômes graves de l'isolement, sous forme d'un court-circuitage des institutions démocratiques. Il s'agira ici de trouver le moyen d'établir des relations de travail avec le gouvernement et d'autres institutions à Minsk sur des thèmes concrets. Ce n'est pas là accepter l'acquis constitutionnel depuis le référendum du 24 novembre, mais ouvrir un dialogue.

Toutes ces questions pourraient peut-être être affrontées un jour sur de nouvelles bases. Mais pour le moment, il s'agit, plus modestement, de faire face à un fait majeur et inquiétant : lorsque l'OSCE se réunit au sommet, il n'est plus possible d'atteindre le même degré d'engagement politique que dans la période qui avait succédé immédiatement à la chute du mur. La mise en œuvre et le degré de respect des engagements contractés précédemment laissent aussi à désirer.

Niels Helveg Petersen

Le Monde

ÉDITORIAL

Kohl-Chirac : vœux parallèles

JACQUES CHIRAC : *« Nous vivions à crédit, nous accumulions dettes et déficits, nous refusions de voir le monde se transformer autour de nous. » « Nous ne pouvons simplement pas continuer comme avant »* : c'est Helmut Kohl qui parle. S'adressant à leurs concitoyens respectifs à l'occasion du Nouvel An, le président français et le chancelier allemand ont tenu, mardi 31 décembre, des propos quasi identiques. L'un et l'autre appellent leurs peuples à prendre conscience de la nécessité de s'adapter aux réalités nouvelles, résumées par un mot : mondialisation. Ce parallélisme – rare – des discours adressés aux opinions de l'un et l'autre pays atteste une communauté de situations et rompt avec la perception que chacun a traditionnellement de l'autre : complexe de supériorité d'un côté, sentiment d'infériorité de l'autre.

Deux des Etats-providence les mieux préservés jusqu'à maintenant en Europe de l'Ouest sont désormais affrontés au défi de la compétition mondiale. Pour l'Allemagne, c'est un rendez-vous qui fut un temps différé par les nécessités de la réunification et par un taux de croissance qui permettait de financer une des protections sociales les plus avancées du Vieux Continent. En France, les adaptations commencées il y a treize ans étaient négociées par les gouvernement au prix de la sauvegarde d'un statu quo social qui apparaît aujourd'hui dépassé. L'une et l'autre sont aujourd'hui placées devant la nécessité de se remetre en question.

Le chancelier insiste sur l'impossibilité de continuer à financer à perte un filet de protection sociale aussi large. *« Les prestations de l'Etat social doivent être offertes à ceux qui en ont vraiment besoin »*, a-t-il prévenu, tout en assurant que le modèle de *« l'économie sociale de marché »* est compatible avec la mondialisation. Le président français peut considérer, lui, que la réforme de la Sécurité sociale est engagée depuis un an, ce qui explique qu'il n'y ait fait qu'une brève référence. Les deux dirigeants se retrouvent, en revanche, pour qualifier d'impérative la baisse des impôts, condition de la reprise de la croissance et de l'emploi. M. Chirac a même demandé – plus clairement qu'il ne l'avait fait le 12 décembre 1996 – au gouvernement d'aller *« plus vite et plus loin »* dans la réduction amorcée.

Des vœux des deux hommes, qui assurent la direction de la construction européenne, celle-ci a précisément été absente. Comme s'ils étaient tous les deux conscients de l'impopularité de l'Europe « réelle » auprès de leurs concitoyens, MM. Chirac et Kohl ne justifient pas les adaptations auxquelles ils les appellent par les objectifs du traité de Maastricht, mais seulement par les contraintes de la mondialisation.

Il y a quatre ans encore, François Mitterrand plaidait pour le traité en présentant l'Europe comme la seule protection possible face à la mondialisation. Aujourd'hui, cet argument défensif semble lui-même ne plus avoir cours, de ce côté-ci du Rhin comme de l'autre. Pour rassurer leurs opinions, les dirigeants français et allemand préfèrent invoquer l'identité nationale.

Signes avant-coureurs d'un possible divorce belge

SUR LE FRONTON de la gare d'Anvers, un immense panneau indique chaque jour *« le nombre de nuits restant à dormir »* avant le *« grand jour »* du 11 juillet 2002, sept centième anniversaire de la bataille des Éperons d'or, la victoire controversée des hobereaux flamands sur l'envahisseur français. Que se passera-t-il ce jour-là ? Les hypothèses foisonnent, les rêves, avoués ou cachés, se multiplient des deux côtés de la frontière linguistique : rêve d'indépendance en Flandre, rêve de retour dans le giron français en Wallonie, cauchemar d'un destin « sarajévien » à Bruxelles.

Un seul constat fait l'unanimité : le « fédéralisme d'union » mis en place par les accords de la Saint-Michel, en 1993, qui répartissait les compétences entre les régions, les communautés linguistiques et l'Etat fédéral n'a qu'un avenir limité à l'horizon 1999, échéance fixée pour la prochaine étape de la réforme de l'Etat. Entrée dans la monnaie unique, la Belgique tentera, une fois de plus, d'élaborer un de ces fameux « compromis à la belge » qui lui permettent, depuis plus d'un siècle et demi, d'organiser la cohabitation de deux cultures, latine et germanique, sur un territoire exigu.

A force d'être ressassés, les éléments du dossier deviennent des litanies, dont la répétition finit par lasser une population qui souhaiterait que l'on se préoccupe davantage du chômage et surtout de la protection de ses enfants, comme l'a montré la formidable mobilisation consécutive à l'affaire Dutroux, révélatrice du mauvais fonctionnement d'une police et d'une justice laissées à elles-mêmes par un Etat faible, voire démissionnaire. Ce dossier peut se résumer, en dépit de la complexité des enjeux, à une seule question : la revendication flamande d'une autonomie régionale accrue met-elle en danger l'avenir de la Belgique comme entité étatique au sein de l'Europe ? Ces derniers mois, une série de publications de toute nature, essais, pamphlets et même romans de politique-fiction comme *Le Siège de Bruxelles* de Jacques Neyrinck (Desclée de Brouwer), best-seller en Belgique, tournent autour de cette question.

LA REVENDICATION FLAMANDE

Du côté flamand, le dernier essai de Manu Ruys, ancien rédacteur en chef du quotidien *De Standaard*, intitulé *Bas les masques* (Racine) prône le divorce au nom de la finitude, lot des Etats comme des individus : *« Il fut un temps où la Belgique n'existait pas. Un jour, elle n'existera plus. Les Etats disparaissent, de même que les langues, les cultures, les civilisations et les religions. Ils dégénèrent, se désagrègent, se dissipent, prennent d'autres formes. (...) Cela se produira chez nous comme ailleurs. »* Chez les francophones, des intellectuels mobilisent leur imagination pour élaborer des scénarios *« au cas où »*, qui vont de l'utopie d'une *« Belgique maintenue »* alliant la Wallonie et Bruxelles dans un contrat d'association avec la France, jusqu'à l'idée d'un *« rattachisme »* pur et simple qui séduit maintenant au-delà des cercles liégeois viscéralement républicains.

Pendant ce temps, par petites touches, la séparation des corps et des esprits s'organise. Chaque communauté mène sa politique extérieure sans trop se soucier de cohérence nationale. La télévision néerlandophone profite d'une réforme de ses statuts liée aux bouleversements du paysage audiovisuel pour changer de nom et s'appeler radio-télévision flamande (VRT) au lieu de BRTN (radio-télévision belge de langue néerlandaise).

Les partisans du maintien, au cœur de l'Europe d'une entité multiculturelle, qu'ils soient flamands ou francophones, sont sur la défensive. Brocardés par les extrémistes des deux camps comme des *« Belgicains »*, partisans du retour à la *« Belgique de papa »*, ils ont bien du mal à faire passer un message de tolérance réciproque et d'avenir commun dans un pays où l'on ne s'affronte pas, certes, les armes à la main, mais où les escarmouches verbales quasi quotidienne empoisonnent l'atmosphère.

Il existe, dit-on, les sondages, dont les plus récents montrent que la majorité de la population, au nord comme au sud du pays, reste attachée à l'idée de Belgique. Comment expliquer alors qu'aux moments-clés de la vie politique les élections législatives et régionales, tous les partis, à l'exception notable des écologistes, seule formation restée unie au Parlement, s'emploient avec succès à faire vibrer la fibre « communautaire » pour engranger des voix ?

L'attachement à la Belgique et à quelques-uns de ses symboles, la monarchie, le drapeau noir jaune et rouge, l'hymne national *La Brabançonne*, reste une donnée non négligeable du paysage politique et psychologique du pays. Mais, pour paraphraser Ernest Renan, ce plébiscite quotidien qu'est la nation n'est plus accompli que du bout des lèvres, par habitude plus que par conviction, par peur de l'inconnu plus que par certitude du bien-fondé de la perennité nationale.

D'ailleurs, les Belges voudraient-ils manifester par la voie démocratique leur volonté de renforcer leur unité nationale qu'ils ne le pourraient pas : il n'existe plus aucun parti « pluriethnique » pouvant proposer une perspective politique transcommunautaire. Les Flamands sont contraints de voter pour des partis flamands, et les Wallons pour des partis francophones. Les deux principales familles politiques, sociale-chrétienne et socialiste, viennent de mettre un point final au dernier symbole de leur cohabitation : Le CVP flamand quittera en 1997 le siège de la rue des Deux-Eglises qu'il partageait encore avec son homologue francophone PSC, et le PS francophone restera seul dans sa centrale du boulevard de l'Empereur abandonné par le SP flamand...

La Belgique se trouve donc dans la situation d'un couple qui a connu maintes crises (la question royale dans les années 50, la division de l'université de Louvain en 1968, l'affrontement linguistique dans les Fourons) sans divorcer, mais que la stabilisation de l'environnement extérieur (la fin de la guerre froide et la construction européenne) amène à envisager cette solution comme une issue possible parmi d'autres. La dynamique n'est plus du côté des nationalismes extrêmes : la marche de l'Yser du mois d'août qui mobilise l'extrême droite séparatiste flamande n'attire plus les foules de naguère, et la croisade de José Happart pour le retour des Fourons à la province de Liège s'est faite beaucoup plus discrète.

LE « LIEN » DE LA DETTE

L'affrontement ne se fait plus dans la rue, mais dans les officines discrètes des notaires de la nation, industriels, financiers qui évaluent le rapport qualité-prix de l'union ou de la séparation, dans les universités ou les cabinets ministériels où l'on va chercher très loin les penseurs capables de couvrir d'un manteau théorique acceptable l'irrépressible envie de mettre fin à cent soixante ans d'existence commune. Ainsi, Luc Van Den Brande, ministre-président de Flandre, dans un discours prononcé le 12 novembre 1996 à Liège, donc destiné aux plus ardents des francophones, n'hésite pas à se référer à la sagesse nipponne moderne : *« Dans son ouvrage remarquable* The End of Nation State. The Rise of Regional Economics, *l'économiste japonais Kenichi Ohmae développe un nouveau type de concept : celui d'Etats régionaux. Ce nouveau concept d'Etat régional se développe tant en Europe qu'en Asie. (...) Nous pensons que, pour préserver la raison d'être de la Belgique, il est nécessaire de créer un espace destiné tant à la coopération européenne qu'à l'autonomie des Etats fédérés de Wallonie et de Flandre. »*

Que resterait-il alors de la Belgique ? Les plus caustiques des observateurs estiment qu'une fois l'euro entré en vigueur le seul lien entre les Belges, hormis la monarchie, serait l'énorme dette accumulée au cours des dernières décennies...

Luc Rosenzweig

DANS LA PRESSE

THE DAILY TELEGRAPH

■ L'hostilité des travaillistes envers la Chambre des Lords a atteint un nouveau sommet. Jack Straw, le ministre de l'intérieur du cabinet fantôme, a attaqué nommément plusieurs pairs héréditaires qui doivent leurs titres de noblesse aux intrigues de leurs ancêtres. Les conservateurs ont habituellement recours à une série d'arguments bien rodés pour défendre la Chambre haute : celle-ci fait du bon travail, elle reflète notre sens de l'histoire, personne ne souhaite un changement, etc. Mais le cœur de l'accusation travailliste, l'idée selon laquelle le principe héréditaire est anachronique et indéfendable, ne doit pas rester sans réplique. Car, ce faisant, les travaillistes s'en prennent directement à la monarchie et indirectement à la propriété.

Notre droit à la propriété ne dépend pas de la façon dont nos ancêtres l'ont acquise, ni de nos mérites personnels. Un fils qui reprend le commerce de son père n'a pas à apporter la preuve qu'il est la personne la mieux qualifiée pour le gérer. Supprimer les droits héréditaires des Lords, et ceux de la reine de les leur conférer, équivaut à une expropriation de fait. C'est un combat qui nous concerne tous.

FRANCE-INTER

Jérôme Dorville

■ Il n'y a pas trois semaines, lors de son show cathodique, Jacques Chirac paraissait accablé par l'immobilisme, le conservatisme, le corporatisme. C'était le mur des trois « ismes » qui se dressait entre lui et les Français, entre une société cafardeuse et une volonté entravée. Le président jetait, du haut des cintres, un regard désabusé sur un pouvoir – le sien – condamné à godiller à contre-courant et sans visibilité. A son corps défendant, il avait semblé succomber à ce fatalisme hexagonal qui avait fait dire à son prédécesseur, un jour de blues, que face au chômage tous les remèdes avaient été essayés sans succès et qu'il fallait attendre des jours meilleurs. C'est cette fâcheuse impression d'impuissance que Jacque Chirac a voulu gommer hier soir en même temps qu'il a tiré le rideau sur une année maussade. Rituel des voeux oblige, le président a repris de la hauteur et retrouvé le rôle pour lequel les Français l'avaient choisi : celui de dispensateur d'énergie. Elu il y a dix-huit mois pour bousculer des montagnes et parce qu'il avait promis de rétablir le primat du politique sur la technocratie, Jacques Chirac ne pouvait plus longtemps laisser planer le doute sur sa détermination. Il a donc parlé le langage de la confiance, du dynamisme, de l'ambition, de la vitalité.

AU COURRIER DU « MONDE »

QUELLE HONTE POUR LA SCIENCE !

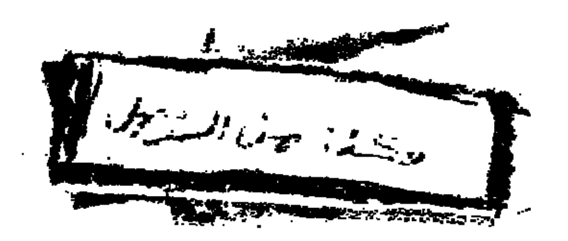
Avec le Téléthon, la charité privée de toujours envers la science devient le grand spectacle public de charité. Personne ne peut désormais ignorer que la science survit – il s'agit de survivre – comme les pauvres et les mendiants : de la bonne volonté des autres. Pauvre science. Elle ne peut pas tomber plus bas. Quelle honte pour la science, cette charité exhibée sur la place publique ! Quel spectacle honteux pour tous ! Quelle réalité indigne de toute société civilisée !

Andrés Mediavilla, Paris

LE DISCRÉDIT DE L'ETAT

Ce que les régimes les moins éclairés n'avaient pas eu l'idée de faire, il s'est trouvé dans la France républicaine des flatteurs pour le suggérer, des conseillers pour le proposer et un maître pour l'ordonner, sans marque d'hésitation ni crainte du ridicule. Les anciens bâtiments de la Bibliothèque nationale doivent recevoir le nom du cardinal de Richelieu et ceux de Tolbiac celui du défunt président Mitterrand. Ce choix, plus bouffon que scandaleux, pourra faire sourire d'abord. Eh bien, on aura tort de sourire. En tant que serviteur de l'Etat, je puis témoigner du discrédit croissant qui frappe l'autorité politique au sein même de l'administration censée exécuter ses décisions. Une mesure telle que celle qui touche la Bibliothèque (...) ne peut que contribuer à ce discrédit, en renforçant, dans le peuple comme dans la fonction publique, l'opinion suivant laquelle les classes dirigeantes forment une caste, qui tient l'Etat pour sa chose et ses institutions pour sa propriété.

Thierry Sarmant, Paris



COMMERCE Aucun accord n'a pu être trouvé avant la date-butoir du 31 décembre entre le Kremlin et le cartel sud-africain De Beers, qui contrôle 60 % du commerce mondial des diamants. Les Russes devraient vendre directement leurs pierres sur les marchés parallèles. ● UN PRÉ-ACCORD de commercialisation a bien été conclu avec l'Almazy Rossii Sakha (ARS), la plus grande compagnie russe productrice de diamants non taillés, située en Sibérie dans la République de Sakha. Mais Moscou refuse de le contre-signer. ● LES LUTTES de pouvoir à la tête de l'Etat expliquent l'indécision russe. Mais aussi la volonté d'obtenir de la De Beers des conditions plus favorables. ● LE CARTEL subirait un nouvel échec si les deux parties ne parvenaient pas à s'entendre *in fine*. Déjà l'Australie et le Canada vendent leurs gemmes en dehors des circuits du groupe sud-africain.

L'absence d'accord entre les Russes et la De Beers fait baisser le prix des diamants

Faute d'avoir trouvé un compromis avant le 31 décembre, Moscou va vendre ses gemmes sur les circuits concurrents de ceux du cartel sud-africain. La défection de la Russie intervient après celles de l'Australie et du Canada

LONDRES
de notre correspondant dans la City

L'industrie diamantaire mondiale commence l'année avec une physionomie inédite. Faute d'avoir pu conclure un nouvel accord de vente avec Moscou, la De Beers, le colosse sud-africain des diamants, devrait ne plus acheter directement de pierres russes. Il y a un an, les désaccords avaient été tels que les deux parties étaient tout juste parvenues à prolonger d'un an l'arrangement conclu en 1990 entre la Central Selling Organisation (CSO), le bras commercial international de la société sud-africaine, et l'ex-URSS.

Un pré-accord de commercialisation a bien été conclu avec l'Almazy Rossii Sakha (ARS), la plus grande compagnie russe productrice de diamants non taillés, située en Sibérie dans la République de Sakha (ex-Iakoutie), mais le Kremlin refuse de le contresigner. La compagnie de Johannesburg accuse les Russes de tricherie. Officiellement, Moscou ne lui vendrait que des marchandises de petite taille, dont le marché est actuellement saturé. En sous-main, les autorités organiseraient une contrebande de joyaux extraits du sol sibérien et vendus sur le marché parallèle d'Anvers ou de Tel-Aviv.

Ces pierres, représentant toute la gamme des qualités, proviennent à la fois du stock stratégique accumulé sous la période communiste et des nouvelles joint-ventures de taille établies avec des diamantaires belges, israéliens ou américains. Ce trafic illégal coûterait jusqu'à 80 millions de dollars au CSO, contraint de racheter ces gemmes via des intermédiaires, pour les réintroduire dans son circuit de vente.

Par ailleurs, la compagnie estime que, faute d'un retour au contrôle strict des approvisionnements, le prix des diamants, déjà au plus bas, risque de s'effondrer, entraînant l'industrie mondiale dans sa chute. L'absence d'accord cette année va encore renforcer les circuits parallèles, selon la De Beers, qui déplore que, déjà, l'incertitude prévalant, les prix au détail dans les bijouteries aient fortement fléchi au cours des derniers mois. Pour la firme sud-africaine, le retour à la stabilité du marché est une priorité. Le groupe minier ne se borne pas à commercialiser les seuls diamants bruts extraits de ses gisements d'Afrique du Sud mais aussi les pierres provenant des principaux producteurs mondiaux dont le Botswana, l'Angola, la Namibie ou encore la Russie. La production de la République de Sakha constituant 26 % des achats du CSO, on comprend mieux l'insistance de ses dirigeants pour obtenir des Russes un accord durable, solide et surtout étanche.

Le gouvernement russe en revanche a tout intérêt à faire traîner les choses pour tenter d'extorquer à la De Beers la possibilité d'augmenter la part de ses ventes sur le marché libre. Les luttes de pouvoir actuelles au sommet du Kremlin paralysent toute décision.

De surcroît, en août, le Comité d'Etat pour les pierres et métaux précieux, le Kondragmet, a été aboli par décret présidentiel et ses très importantes prérogatives partagées entre les ministères des finances et de l'industrie, dont ni l'un ni l'autre ne sont très versés dans la connaissance du secteur diamantaire. L'opposition entre la République de Sakha, où sont concentrées la totalité des mines, et le gouvernement central, ainsi que les énormes besoins en devises du pays et la résistance des milieux nationalistes, qui accusent la compagie sud-africaine de brader les richesses du sous-sol, ont fait échouer jusqu'à présent les discussions sur un renouvellement de l'accord de commercialisation.

Le divorce est-il consommé ? La multinationale peut-elle encore parvenir à un accord ? Selon les experts, plusieurs facteurs favorisent à terme la De Beers. D'abord, le besoin considérable de capitaux pour la modernisation des mines sibériennes, en piètre état, et la poursuite de l'exploration. Les banques internationales hésiteront à les fournir en l'absence du parrainage de la De Beers. Ensuite, les difficultés d'organiser durablement un circuit de vente indépendant. Les déboires passés du Zaïre l'attestent.

Enfin, l'équipe dirigeante moscovite peut-elle se permettre de se priver d'une source régulière de revenus – estimée à 1,2 milliard de dollars par an – alors que les réserves du stock stratégique dilapidées par l'administration Eltsine pour obtenir des devises sont au plus bas ?

Néanmoins, côté De Beers, la défection de la Russie, après celle de l'Australie en juin, porterait un coup sérieux au plus puissant, au plus ancien et au dernier vrai cartel au monde. Selon les estimations, le conglomérat ne contrôlerait plus actuellement que 60 % du diamant brut mondial, contre 80 % il y a trois ans.

Le conglomérat ne contrôlerait plus aujourd'hui que 60 % du marché mondial

Les menaces s'accumulent : le rival australien BHP doit donner au printemps le coup d'envoi de l'exploitation de la première mine d'Amérique du Nord, située dans la région du lac de Gras, dans le Grand Nord canadien. Certains évoquent déjà une possible alliance anti-De Beers, informelle, regroupant Canadiens, Australiens et Russes.

« Un échec serait préjudiciable aux deux camps. La question est de savoir qui a le plus à perdre. A mon avis, les Russes vont très vite prendre conscience du fait qu'ils ont davantage besoin de la De Beers que l'inverse », déclare l'analyste londonien Roger Chaplin de la banque T. Hoare and Co. C'est pourquoi l'état-major de la De Beers reste confiant. Après tout, son alliance avec la Russie remonte au début des années 60, quand Moscou avait signé un premier accord secret qui fut constamment reconduit par la suite, malgré la mise au ban des nations de l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Marc Roche

Neuf millions de carats

En 1995, la production russe de diamants bruts est tombée à 9 millions de carats, soit la moitié du niveau record de 1985. Les diamants constituent 4,5 % des exportations du pays.

Onze mines sont actuellement en exploitation, dont celle d'Udacony, la deuxième plus importante au monde. Une partie des gemmes produites sont taillées sur place en Russie, dont la réputation n'est pas mince auprès des branches professionnelles. Le secteur compte 11 000 employés.

Les « larmes de la toundra »

ON LES APPELLE les « larmes de la toundra », les gemmes de la République de Sakha, l'ancienne Iakoutie, une zone maudite d'un million d'habitants, située en plein cœur de la Sibérie et d'où est issue la quasi-totalité des diamants russes. Avec des températures en hiver de – 60 degrés, en été de + 40 degrés, cette République semi-autonome, qui connaît des conditions de vie exécrables, compte parmi les plus pauvres de la Fédération de Russie. Elle se trouve aujourd'hui au centre du différend opposant la De Beers aux autorités russes.

L'exploitation et la commercialisation des mines à ciel ouvert, situées au milieu de cette toundra peu hospitalière, est l'affaire de l'Almazy Rossii Sakha (ARS), l'organisme régional du diamant créé en 1992. La République de Sakha et les cadres et employés de l'ARS contrôlent 56,6 % du capital de la société, le gouvernement fédéral en détient 33,3 %, l'armée et les administrations locales se partageant les 10 % restant.

VELLÉITÉS CENTRIFUGES

Récemment, alors qu'on s'approchait de la date butoir du 31 décembre, l'ARS a été la cible de violentes campagnes de presse moscovites, accusant ses dirigeants de fraude fiscale, de refus de verser leur dû au budget de l'Etat central, voire de trahison des intérêts nationaux au profit du conglomérat sud-africain.

La première cible de ces attaques, visiblement téléguidées par l'entourage de Boris Eltsine, est le patron d'ARS, Vyacoeslav Sotyrov, qui est également vice-président et premier ministre de la République de Sakha. Le président russe ne cache pas son inquiétude devant les velléités centrifuges du chef de l'Etat, Mikhaïl Nikolayev, qui a été facilement réélu lors de l'élection présidentielle qui s'est déroulée le 29 décembre.

Allié de la De Beers, l'ARS pousse à la signature d'un nouvel accord de commercialisation pour des motifs évidents. La modernisation des mines, dont beaucoup ne sont plus rentables, et le lancement de la production du site Jubilee, ainsi que la poursuite de l'exploration, nécessitent d'importants capitaux. L'ARS a récemment chargé la banque britannique National Westminster Bank d'organiser un syndicat international pour lui consentir un prêt de 500 millions de dollars.

Car le temps presse. *« Le sous-sol de la Sakha comprend des réserves pétrolières et gazières qui rendent l'exploitation minière en profondeur virtuellement impossible. La forte teneur en sulfure de l'air provoque la corrosion de tous les équipements »*, explique l'analyste Charles Kernot (Paribas Capital Market). Par ailleurs, des sociétés concurrentes de la De Beers, l'une canadienne et l'autre australienne, ont découvert des traces de kimberlite, la terre diamantifère, dans deux autres régions de la Russie, autour d'Arkhangelsk, dans le nord-ouest, et en Carélie.

M. R.



La république de Sakha, au climat exécrable, concentre la quasi-totalité de la production russe.

La transformation des Caisses d'épargne en coopératives suscite de nombreuses réserves

MÊME si leur statut n'est plus adapté aux circonstances, les Caisses d'épargne ont du mal à l'abandonner. Le projet de réforme des structures adopté par le conseil de surveillance du Cencep, le Centre national des Caisses d'épargne, chef de file du réseau, le 4 décembre 1996 (*Le Monde* du 6 décembre), soulève de nombreuses questions au sein du groupe.

Pour l'Ecureuil, le cinquième réseau bancaire français, la mutation proposée est importante. Les Caisses d'épargne abandonneraient leur statut *sui generis* d'établissement de crédit à but non lucratif, pour se transformer en sociétés anonymes sous la forme de coopératives et de fondations. La coopérative exercerait l'activité de crédit. La fondation, qui détiendrait le capital de la coopérative, exercerait, elle, le contrôle ainsi que les missions d'intérêt général du groupe, qui seraient isolées. La fondation pourrait progressivement céder des parts du capital de la coopérative à d'autres sociétaires, investisseurs, partenaires ou clients. Ce faisant, et pour la première fois de leur histoire, les Caisses d'épargne auraient, comme les autres établissements de crédit, des propriétaires clairement définis. Leurs fonds propres sont actuellement considérés comme des biens de mainmorte. Ces propriétaires chercheraient à protéger et valoriser leur capital.

Avant que ce changement de statut soit possible, de nombreux obstacles doivent encore être franchis. Le projet doit d'abord être adopté par l'assemblée générale des Caisses d'épargne. Ce qui suppose qu'il ait été au préalable discuté au sein du conseil d'orientation et de surveillance (COS) de chaque caisse. Le projet doit ensuite recevoir l'aval du ministère de l'économie et des finances, avant de prendre la forme d'un projet de loi.

SALARIÉS INQUIETS

« Si nous voulons que le texte soit présenté au Parlement cette année, la fenêtre de tir est étroite : il faut que l'assemblée générale se tienne au premier trimestre », explique-t-on au Cencep.

Ce schéma d'évolution est cependant loin de faire l'unanimité. Les premiers opposants sont les représentants des salariés : les six organisations syndicales des Caisses d'épargne se sont officiellement prononcées contre le projet et sont prêtes à appeler à la mobilisation, en intersyndicale. *« Chaque fois qu'il y a eu une grande réforme dans le groupe, le statut du personnel a été touché. Nous sommes inquiets »*, relève un syndicaliste.

Les salariés s'interrogent également sur l'évolution de leur représentation dans les instances dirigeants du groupe et notamment au sein des conseils d'orientation et de surveillance, où leur présence est historiquement très forte. De six aujourd'hui, le nombre des représentants des salariés est ramené à deux dans les conseils des futures coopératives. Les syndicats soulignent aussi le changement de statut des élus locaux, qui siégeraient dans les conseils au titre de représentants de la fondation, et non plus en tant qu'élus. *« Pourront-ils alors s'opposer avec autant de fermeté aux projets de fermeture de certains points de vente ? Le rôle des Caisses d'épargne dans l'aménagement du territoire risque d'en pâtir »*, remarque Serge Archua, secrétaire général du Syndicat unifié (SU), première organisation syndicale du groupe.

Les quelques COS qui se sont réunis en décembre pour examiner la réforme ont tous émis des réserves ou demandé des précisions. Beaucoup de questions restent encore ouvertes, reconnaît volontiers le Cencep. Le volet financier de la réforme – l'évolution et le montant des fonds propres des Caisses d'épargne coopératives – n'est notamment pas très précis.

LE DÉBAT DU LIVRET A

Ce sera l'un des points les plus âprement discutés entre les Caisses et Bercy. Aujourd'hui, le groupe Caisses d'épargne dans son ensemble affiche plus de 62 milliards de francs de fonds propres, avec un ratio de solvabilité de l'ordre de 20 %, alors que le minimum obligatoire est de 8 % et que peu de banques françaises passent le seuil des 10 %. *« Ont-elles besoin d'autant de fonds propres ? »*, s'interroge un spécialiste. La tentation sera grande pour l'Etat d'en récupérer une partie, sous une forme ou sous une autre, ce qui inquiète le réseau.

D'autant que le projet de réforme ravive un autre débat : celui du Livret A, dont l'Ecureuil partage le monople de distribution avec La Poste, au grand dam des banques. Pour les uns, dont le Syndicat unifié, la normalisation des statuts des Caisses d'épargne contribuera à accélérer la banalisation du produit d'épargne préféré des Français. Pour d'autres, dont la Caisse des dépôts, la réforme pourrait au contraire repousser cette question, l'Etat ne pouvant pas à la fois tenter de mettre la main sur une partie des fonds propres de l'Ecureuil et menacer l'une de ses principales sources de chiffre d'affaires.

« Selon les projections du Cencep, la banalisation immédiate du Livret A coûterait aux Caisses d'épargne la totalité de leur résultat 1995. La baisse des taux administrés et la banalisation rampante, qui entraînent une forte décollecte, font déjà sentir leurs effets », explique un syndicaliste. En 1995, les Caisses d'épargne ont dégagé un résultat net de 1,66 milliard de francs.

Pour affiner les différents points de la réforme, les questions financières, juridiques, le mode de gouvernement du groupe, des groupes de travail réunissant notamment des représentants de la direction du Trésor et des Caisses d'épargne ont été formés et doivent se réunir en janvier.

Sophie Fay

Suez vend les Salins du Midi à l'américain Morton

LA COMPAGNIE DE SUEZ a décidé de se désengager de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, numéro un français du sel, en vendant sa participation majoritaire de 50,8 % au salinier américain Morton International, pour près de 800 millions de francs. La Compagnie, qui a annoncé mardi 31 décembre la signature d'un accord définitif, a indiqué que l'opération se réalisera sur la base de 614 francs l'action, soit une prime de près de 40 % sur le dernier cours coté (440 francs) au marché au comptant. A l'issue de l'opération, qui reste soumise au feu vert du ministère français de l'industrie en raison de son caractère minier, Morton International détiendra 67,6 % du capital et 66,5 % des droits de vote de la Compagnie des Salins du Midi. Le groupe ainsi constitué deviendra le numéro un mondial du sel.

DÉPÊCHES

■ **FRANCE TÉLÉCOM : le *Journal officiel* du 31 décembre 1996 indique** que la situation nette de l'opérateur a été fixée à 72,4 milliards de francs fin 1996, soit 62 milliards de fonds propres, 9,8 milliards de réserves et 568 millions de subventions d'investissement. Le capital social est fixé à 25 milliards. Les fonds propres ont été minorés du fait de charges exceptionnelles, liées au transfert à l'Etat du paiement des retraites et au financement des congés de fin de carrière à 55 ans.

■ **HÔTELS : le groupe américain Doubletree a annoncé, mardi 31 décembre,** avoir conclu un accord de principe pour le rachat de Renaissance Hotel Group, basé à Hongkong, dans une transaction évaluée à 850 millions de dollars (4,4 milliards de francs).

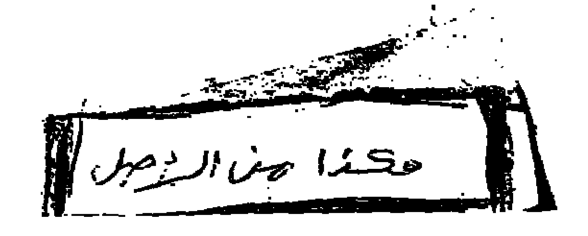
■ **SAMSUNG : le groupe sud-coréen** a renoncé, mardi 31 décembre, à la reprise de l'avionneur néerlandais Fokker, parce que le gouvernement sud-coréen n'a pas réussi à convaincre Hyundai, Daewoo et Korean Air de participer à l'opération.

■ **MEXIQUE : le marché téléphonique mexicain** est totalement ouvert à la concurrence. Le monopole que conservait la compagnie Telmex, privatisée en 1990, sur le téléphone longue distance a pris fin le 1er janvier 1997.

■ **BANCO DI NAPOLI : la banque publique italienne** a annoncé mardi 31 décembre la cession à sa filiale SGA de 12 264 milliards de lires (40 milliards de francs) de créances douteuses. L'opération s'inscrit dans le cadre de la restructuration de la banque.

■ **LA PARFUMERIE : le groupement français de parfumerie** a annoncé le 31 décembre avoir pris le contrôle de Bernard Marionnaud, chaîne de distribution de cosmétiques et parfums.

■ **TYCO TOYS : les autorités anti-trust américaines** ont demandé un complément d'informations sur le rachat du fabricant de jouets Tyco Toys par le numéro un mondial du secteur Mattel.



AUJOURD'HUI

SCIENCES

INFORMATIQUE Depuis le début des années 70, les chercheurs tentent d'apprendre aux ordinateurs à entendre et à parler. Leurs travaux ont trouvé de nombreuses applications dans les domaines de la dictée automatique, de la télématique vocale ou de l'aide aux handicapés. ● MALGRÉ CES AVANCÉES, les systèmes de communication homme-machine disponibles sur le marché restent assez rudimentaires. Ils n'acceptent souvent qu'un seul utilisateur ou disposent d'un lexique restreint. Des dispositifs plus évolués sont à l'étude. ● LES PROGRÈS sont rapides. Certains prototypes de laboratoire reconnaissent déjà plusieurs dizaines de milliers de mots ● À PARIS, le CNRS et la SNCF mettent au point une borne d'information et de réservation vocale, qui pourrait être mise en service en l'an 2000. ● À RENNES, des universitaires ont conçu un logiciel d'enseignement du breton.

L'homme s'efforce de converser avec les ordinateurs

Les systèmes de reconnaissance de la parole, aux capacités encore limitées, enregistrent néanmoins de réels progrès. La SNCF étudie, avec une équipe du CNRS, leur application à une billetterie vocale utilisable à la fin du siècle

AU DAUPHIN qui, dans la fable de La Fontaine, lui demandait s'il voyait souvent Le Pirée, le singe répondit : « *Tous les jours : il est mon ami* »... Aujourd'hui, une machine douée de la parole ne commettrait pas une si grossière bévue. En quelques années, des avancées remarquables ont été réalisées dans les systèmes de reconnaissance et de synthèse du langage oral, destinés à *matérialiser ce vieux rêve* : le dialogue entre l'homme et la machine, entre le créateur et sa créature.

Depuis longtemps, le sujet passionne les chercheurs. Les premiers travaux sur le traitement automatique de la parole, rappelle Françoise Néel, ingénieur de recherche au CNRS, furent menés à la fin des années 30, par des équipes américaines. Il s'agissait, pour les besoins d'extension du réseau téléphonique, de mettre au point des méthodes de codage et de restitution de la voix permettant une compression du signal sonore. Mais c'est dans les années 70, avec l'essor de l'informatique, que les études se multiplièrent. Les débuts furent balbutiants : *Harpy*, le premier prototype conçu aux Etats-Unis, était capable de différencier un millier de mots, mais en y mettant quatre-vingts fois plus de temps qu'un individu. Quant au premier système de reconnaissance vocale apparu sur le marché, le *VIP 100* de Threshold Technology Inc., son vocabulaire se limitait à une centaine de mots isolés, prononcés par un utilisateur exclusif.

Depuis, les élèves ont beaucoup appris, à la faveur de l'explosion de la puissance de calcul des microprocesseurs. Les plus performants possèdent à présent un bagage lexical riche de plusieurs dizaines de milliers de termes. Voilà une dizaine d'années que des fabricants d'ordinateurs et de logiciels commercialisent des systèmes de *dictée automatique*, qui n'obéissent toutefois qu'à la voix d'un seul « *maître* » et nécessitent des séances d'enregistrement préalables. Des technologies vocales ont été adaptées à l'usage des personnes handicapées. Et nombre d'applications sont expérimentées dans le domaine des services vocaux interactifs, utilisant un répertoire restreint de mots-clés : consultation de messagerie, téléachat, informations météorologiques ou sur l'état des routes, renseignements sur les programmes de cinémas, interrogation de serveur *administratif ou de compagnie* d'assurance...

PEU CONVIVIAUX

Pourtant, les systèmes de dialogue homme-machine disponibles sur le marché demeurent assez rudimentaires *et peu conviviaux*. Les plus évolués n'existent que sous forme de prototypes, dans les laboratoires. C'est que la tâche de leurs concepteurs est particulièrement complexe : il leur faut apprendre aux ordinateurs non seulement à « *comprendre* » le langage parlé, mais aussi à s'adapter aux variations de la prosodie – le débit, l'accent, la hauteur, le timbre – qui modulent et structurent le discours, ainsi qu'à s'affranchir des perturbations sonores ambiantes.

L'un des systèmes les plus « intelligents » (il vient d'être lauréat de la compétition scientifique internationale qu'organise chaque année le département de la défense américain) est développé par le Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur (LIMSI) du CNRS, à Orsay. Capable de discerner 65 000 termes, en énoncé continu et quel que soit le locuteur, avec un très faible taux d'erreur, il repose sur l'analyse des séquences de phonèmes ou unités sonores élémentaires, et non pas sur la reconnaissance de mots entiers, comme les machines à dictée vocale, qui utilisent une méthode globale plus simple à mettre en œuvre.

Un vocabulaire de plus en plus riche

60 000 mots enchaînés multilocuteur
20 000 mots isolés locuteur unique
5 000 mots isolés locuteur unique
100 mots enchaînés locuteur unique
100 mots isolés locuteur unique
1970
1980
1990
1996
Enceintes
Microphones
Kiosque de réservation vocale (LIMSI-CNRS)

En un quart de siècle, les performances des systèmes de reconnaissance automatique de la parole ont beaucoup progressé, passant d'une centaine de mots séparés prononcés par un locuteur unique, à plus de 60 000 mots en parole continue, quel que soit le locuteur.

Concrètement, le signal acoustique est décomposé, en temps réel, en tranches correspondant à chaque unité sonore. Leur spectre de fréquences permet de les caractériser à l'aide de plusieurs dizaines de paramètres et de les associer, par probabilité, aux phonèmes les plus approchants. De la même manière, les phonèmes sont ensuite assemblés en mots, puis les mots organisés en phrases. Cette combinatoire sophistiquée fait appel à des algorithmes basés sur les « chaînes de Markov », un modèle très usité en statistique.

Ce procédé pourrait trouver une application inédite, dans un programme de recherche cofinancé par l'Union européenne, associant le Limsi, la SNCF, le fabricant français de terminaux interactifs Mors et l'University College of London. Ce projet, engagé en 1994 et doté d'un budget de 26 millions de francs sur trois ans, devrait déboucher sur la réalisation d'une borne d'information et d'achat de billets de trains, intégrant un système de compréhension et de synthèse de la parole.

PRUDENCE

Le dispositif, baptisé Mask, pour « multimodal-multimedia automated service kiosk », car il est couplé à un écran tactile tel qu'il en existe déjà sur les distributeurs automatiques installés depuis quelques années dans les gares, n'existe qu'à l'état de pré-prototype. Celui-ci, maîtrisant un lexique de 1 500 à 2 000 mots ou expressions, dont 500 noms de villes, est testé auprès de volontaires dans un environnement sonore de gare parisienne, afin d'enrichir son corpus phonétique. *Il lui faut mémoriser toute* une gamme d'élocutions différentes et apprendre à trouver la bonne répartie aux situations imprévues : questions mal formulées ou incomplètes, fautes de syntaxe, hésitations, bruits parasitaires... Cette « *souplesse d'esprit* » lui permettra alors de choisir l'enchaînement correct, parmi les 200 à 300 mots de son dictionnaire de réponses préenregistrées et compressées. A terme, le temps moyen de transaction pourrait être *réduit de moitié*, par rapport aux distributeurs actuels.

« *Les performances du système de reconnaissance et de synthèse de la parole sont très bonnes. Mais le couplage avec les autres interfaces, tactiles ou visuelles, n'est pas encore parfait* », observe Jean-Noël Temem, de la direction de recherche de la SNCF.

Echaudée par l'expérience malheureuse du système de réservation Socrate, l'entreprise souhaite se prémunir contre de semblables déboires. Elle attendra donc que le programme de recherche soit conduit à son terme, fin 1997, avant d'envisager une production en série et une mise en service qui pourrait intervenir à l'horizon 2000.

Mais, en dépit de telles réalisations, les machines sont encore loin d'être aptes à dialoguer couramment avec un homme, en dehors d'un contexte précis et pour une tâche bien définie. Les chercheurs les plus optimistes qui, voilà quelques années, imaginaient que l'ordinateur et l'être humain parleraient bientôt le même langage, se montrent désormais plus prudents.

Certains doutent que la voie de l'augmentation des puissances de calcul et de l'amélioration des modèles linguistiques, aujourd'hui suivie par les équipes de recherche, soit la plus prometteuse. Jean-Sylvain Liénard, qui a introduit l'étude de la parole au LIMSI, estime qu'il faudrait plutôt s'efforcer de « *mieux connaître les processus complexes de la perception et de la compréhension chez l'homme* » et s'en inspirer pour rendre la machine, en quelque sorte, « plus humaine ».

Pierre Le Hir

Améliorer « l'interface » recherche-industrie

L'Observatoire français des techniques avancées (OFTA), créé par la société des anciens élèves de l'École polytechnique, consacre le dernier numéro de sa collection *Arago* aux « nouvelles interfaces homme-machine ». Ce rapport, établi par un groupe de travail interdisciplinaire, note que *« le concept d'interface est aujourd'hui en pleine évolution ». « Nous étions habitués à une adaptation de l'homme à la machine »*, mais *« on observe actuellement le phénomène inverse d'adaptation de la machine à l'utilisateur »*.

Les experts remarquent que l'émergence d'autres interfaces de communication avec l'ordinateur que le tryptique clavier-écran-souris, et notamment de la parole, conduit à *« intégrer les acquis de disciplines telles que la linguistique ou la psychologie cognitive et sociale dans les modèles informatiques »*. Estimant que *« le domaine des interfaces homme-machine jouera un rôle prépondérant dans l'industrie, l'économie et la société dans les années qui viennent »*, le rapport déplore une coopération insuffisante entre les chercheurs et les industriels.

Un futur professeur de breton numérique

RENNES
de notre correspondante régionale

Les concepteurs du programme avaient prévenu : l'ordinateur ne sait encore balbutier que deux phrases. « *Comme un bébé* », avaient-ils précisé. Pire que cela, voilà que la machine répond d'une voix mal assurée : « *Vous avez gagné* », comme une vulgaire console de jeux, mais... en breton. D'ici 1999, à l'issue du projet KGB – *Kenaoz ar Gomz e Brezhoneg* –, il lui faudra maîtriser les subtilités de syntaxe et de prononciation de cette langue celtique. Ainsi en ont décidé ses parrains, des enseignants, des chercheurs et des étudiants convaincus qu'« *il faut donner aux langues minoritaires des moyens pour sortir de leur ghetto* ». Faute de quoi, elles pourraient disparaître après « *2 000 ans d'usage* ».

L'apprentissage se fait sous la houlette de l'Institut de recherche en informatique et systèmes aléatoires (Irisa), spécialisé dans le dialogue oral homme-machine. L'Irisa dépend de l'université de Rennes-I, mais le laboratoire travaillant sur la synthèse vocale du breton est installé à l'Ecole nationale supérieure des sciences appliquées et de technologie de Lannion (Enssat), qui travaille à l'ombre du Centre national des télécommunications (CNET).

A terme, le système devra être capable de traduire en paroles un texte tapé sur un clavier. Cela suppose un travail important d'analyse grammaticale et de transcription phonétique, avant de s'attaquer aux traitements acoustiques. *L'équipe, composée de bretonnants*, a recours aux recherches déjà effectuées par le CNET dans le domaine de la synthèse de la parole. Elle s'appuie aussi sur les travaux de synthèse du gaélique de l'université irlandaise de Limerick. Pour la linguistique, elle collabore aussi avec l'université de Lampeter, au pays de Galles.

DICTION IRRÉPROCHABLE

La prosodie du breton – son accentuation, son intonation, son rythme – n'est pas la partie la plus mince à maîtriser. Pour disposer d'un matériau acceptable par les Bretons du Vannetais comme ceux du pays du Léon, l'équipe a fait appel à Annie Ebrel, une chanteuse à la diction irréprochable. Elle a passé des longues heures dans un studio d'enregistrement à débiter d'interminables listes de phonèmes, avec toutes les inflexions imaginables. L'objectif est de disposer d'un outil capable d'enseigner la musique de la langue, en passe de se perdre.

Certes, le nombre d'élèves augmente depuis quelques années, mais les grands-parents parlant naturellement le breton disparaissent. TES, une structure publique liée au Centre régional de documentation pédagogique de Bretagne, est à l'origine du projet de synthèse vocale lancé en 1995 (il est évalué à 500 000 francs). Cet organisme publie des supports d'apprentissage écrits qu'il diffuse gratuitement dans les écoles.

Ses responsables attendent l'aboutissement du programme KGB avec impatience. Le travail commencera alors pour eux : comment exploiter au mieux ce matériel didactique ? Trois idées sont avancées : un logiciel de dictées, un correcteur de prosodie (par comparaison de deux courbes de niveaux sonores par exemple) ; il est en outre envisagé de rendre parlant un dictionnaire français-anglais-breton déjà existant sur ordinateur. D'autres applications pédagogiques restent à inventer.

Martine Valo

Peu intelligents mais dotés de puissances de calcul élevées, les logiciels font des progrès aux échecs

CE SAMEDI-LÀ, à Philadelphie, Garry Kasparov, joueur le mieux classé de tous les temps, subit la loi de Deep Blue, le programme développé par IBM, devenant le premier champion du monde battu par une machine au cours d'une partie classique (deux heures de réflexion pour effectuer les quarante premiers coups). Le 10 février 1996 restera comme un jalon dans l'histoire du jeu d'échecs. Se présentant comme le défenseur de la dignité humaine, le Russe se vengea au cours des parties suivantes mais le mal était fait. Un « *tas de ferraille* », comme les amateurs d'échecs surnomment les ordinateurs, pouvait rivaliser avec le meilleur représentant d'*Homo sapiens sapiens* dans ce jeu « intelligent » par excellence.

Pourtant, les programmes actuels n'ont rien de bien malin. Selon Joël Rivat, chercheur en mathématiques à l'université de Lyon-I et auteur de ChessGuru qui a terminé premier ex aequo du championnat de France des logiciels 1996, la voie de l'intelligence artificielle, explorée par l'ancien champion du monde – et ingénieur – soviétique Mikhaïl Botvinnik dans les années 70, a été abandonnée par tous les programmeurs.

Ceux-ci s'appuient résolument sur la puissance des calculateurs et sur une fonction d'évaluation qui note chaque position à l'aide de barèmes préétablis. Le programme « *essaie tous les coups possibles*, explique Joël Rivat, *mais de manière astucieuse, grâce à un algorithme qui évite de calculer les variantes absurdes et élimine ainsi une bonne partie des coups* ». Ce qui n'empêche pas la machine d'envisager des possibilités qu'un joueur d'échecs moyen laisserait de côté.

Le programme fait ensuite de même en essayant tout ce que pourrait répondre l'adversaire. En moyenne, la machine fouille jusqu'à une profondeur de quatre à six coups pour chaque joueur. Au bout de ces fastidieux calculs qui peuvent prendre plusieurs minutes, même à la cadence de Deep Blue (200 millions de variantes par seconde), le logiciel choisit le coup le mieux noté.

MODE PROBABILISTE

D'après Joël Rivat, la principale difficulté consiste à mettre au point une fonction d'évaluation correcte. Malheureusement pour les programmeurs, les subtilités des échecs font que la valeur de chaque pièce évolue au cours de la partie et que celle qu'on lui a attribuée au début doit être réajustée en fonction de la position. Un fou, qui vaut environ trois pions, peut se révéler impuissant dans une position bloquée, tandis qu'une pièce théoriquement de même valeur comme le cavalier verra sa cote augmenter dans ce genre de configuration.

Marc-François Baudot et Jean-Christophe Weill, les « papas » de Virtual Chess, champion de France de 1993 à 1995 et seul bon programme français commercialisé, ont voulu aller plus loin. Ils ont intégré la notion de planification en partant du principe qu'aux échecs, un mauvais plan vaut mieux que pas de plan. Cette démarche un peu plus stratégique se rapproche davantage de celle qu'adopte un joueur « normal » devant un échiquier. Encore faut-il définir ce qu'est un bon plan. Mais les critères dépendent de son jugement d'humain, faillible par essence.

Pour résoudre ce problème, une équipe de chercheurs de Princetown (Etats-Unis) travaillant pour le fabricant japonais NEC, a mis au point un prototype déterminant ses propres critères, établis d'une manière statistique. « *En analysant 200 000 parties de grands maîtres, il a attribué des valeurs aux pièces*, explique Jean-Christophe Weill, auteur d'une thèse d'informatique sur le sujet et qui a participé au projet. *Il ne joue pas avec une fonction d'évaluation classique mais selon un mode probabiliste. Il ne cherche pas à noter des coups mais il se pose la question : d'après la position et la banque de données dont je dispose, quelle est la probabilité que je gagne en jouant tel coup ?* »

Dans la même optique, la prochaine version de Virtual Chess devrait être dotée d'une fonction d'apprentissage qui lui permettra de profiter de l'expérience de ses parties passées et notamment d'essayer de repérer le moment où il a commis une erreur, afin d'améliorer son jeu.

Cette fonction existe déjà dans les programmes du jeu d'othello, qui créent eux-mêmes leur propre bibliothèque d'ouvertures et l'ajustent après la partie. La confrontation entre le champion du monde d'othello et le meilleur logiciel n'a pas eu lieu, mais on estime que la machine devrait gagner. Elle est capable, grâce à ses capacités de calcul, d'analyser les variantes possibles pour les vingt-deux coups suivants.

PROCHAIN RENDEZ-VOUS

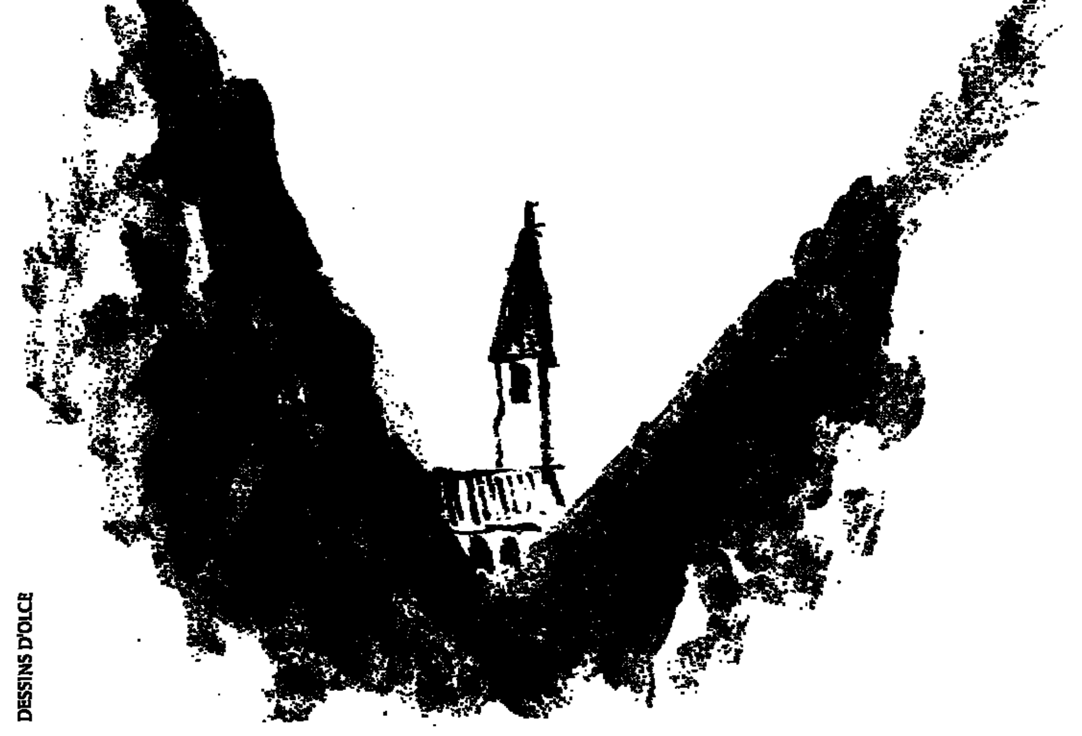
Certains jeux, comme Puissance 4 ou le morpion à cinq croix, ont déjà été « résolus » par les ordinateurs, c'est-à-dire que toutes les possibilités ont été explorées. L'othello risque de connaître ses limites car une rencontre compte au maximum soixante coups. Les échecs, eux, ne sont pas près d'être menacés puisque le nombre de parties possibles est évalué à... 10^{120} (1 suivi de 120 zéros).

Prochain rendez-vous entre l'homme et la machine en mai à New York pour le match-revanche entre Garry Kasparov et Deep Blue. Les chercheurs d'IBM ont prévenu que leur « bébé » était encore plus fort qu'avant...

Pierre Barthélémy

Lego sur neige au Québec

La deuxième vie d'un vrai-faux village de montagne dans les Laurentides


DESSINS D'OLCE

MONT-TREMBLANT
de notre envoyée spéciale

Les Algonquins auraient appelé le mont Tremblant *Manitou-Ewitchi-Saga*, la montagne du redoutable Manitou, ou *Manitonga Soutana*, la montagne des esprits. Si les Amérindiens craignaient de voir trembler la montagne, les hommes blancs, eux, n'ont pas craint d'en déranger le dieu ni les esprits... Originaire de Philadelphie, Joseph Bondurant Ryan était le petit-fils d'un des milliardaires comme l'Amérique en a produits à la fin du siècle dernier, Thomas Fortune Ryan. Il avait conçu depuis l'enfance une passion pour le Canada, le froid, la neige, la beauté des paysages.

Un jour d'hiver 1938, il monte avec des amis en haut du mont Tremblant, qui, avec ses 935 mètres, est le plus haut sommet des Laurentides, parmi les plus anciennes montagnes du monde. Arrivé au sommet, il s'extasie : *« Voilà sans doute un des plus beaux endroits de ce monde. Il n'y a qu'une chose qui ne va pas : c'est vraiment trop dur de grimper jusqu'en haut. Je crois qu'il va falloir que j'arrange ça. »* Joe Ryan venait de décider de créer de toutes pièces un village franco-canadien au pied du mont Tremblant et d'en faire une station de ski sans pareille.

Heureusement pour lui, il a hérité de la bosse des affaires familiale et de la fortune qui va avec. Acheter le terrain va lui prendre sept mois, ce qui est beaucoup pour un pays encore peu embarrassé de bureaucratie.

Il lui faut l'aide du curé local, qui fait valoir la perspective de nombreuses créations d'emplois, celle du premier ministre du Québec, Maurice Duplessis, et un *bill du Parliament* lui demandant entre autres d'acheter pour 50 000 dollars de l'époque de terres, de s'engager à y dépenser 500 000 dollars, et d'en consacrer encore 90 000 à l'entretien du parc provincial qui entoure la montagne, une merveille qui existe toujours aujourd'hui.

On est alors en octobre 1938. Le premier téléski de la station, conçu par la firme US Steel, sera inauguré quelques mois plus tard, en février 1939. Joe Ryan a réussi son rêve, il y a un nouveau village dans les Laurentides. Pour cela, il a fait travailler pratiquement tous les hommes valides de la région – et ils en avaient grandement besoin, car on est en pleine crise économique –, en commençant par ceux qui étaient chargés de famille, et en finissant par les célibataires !

SUR LE MODÈLE « NEW FRANCE »

Tout est fabriqué sur le modèle « New France » : maisons de rondins et mortier, regroupées autour d'une église – réplique exacte de l'une des églises du village de Saint-Laurent de l'Ile d'Orléans (près de Québec) – rues enneigées parcourues de traîneaux, meubles de pin et rideaux de cretonne, le tout agrémenté d'œuvres d'artistes canadiens contemporains ou d'antiquités régionales. On s'y croirait. On s'y croit. Les touristes arrivent.

Dix ans plus tard, avec sa femme Mary, Joe va mettre en route l'aménagement côté nord du mont Tremblant. Les bulldozers reprennent du service, d'autres téléskis, d'autres pistes, d'autres routes et un nouveau village vont être créés de toutes pièces. Joe Ryan n'hésite pas à faire tracter deux chalets du village du sud pour compléter celui du nord et même à acheter le campement d'un chantier de construction de route pour y loger les skieurs pour 1 dollar la nuit.

Quand Joe meurt, en 1950, sa femme reprend les choses en main, mais elle est obligée de vendre : d'autres stations se sont montées, et la concurrence est rude. Mont-Tremblant va sombrer petit à petit, et à la fin des années 80, son dernier propriétaire, Pierre LaPointe, en est réduit à faire fonctionner les remonte-pentes avec des générateurs, car il n'a pas payé ses factures d'électricité ! Tremblant est alors racheté, en 1991, pour 25 millions de dollars canadiens (environ 100 millions de francs), par un groupe immobilier de Colombie Britannique, Intrawest.

Et Intrawest joue gros pour tout refaire : les équipements sont rénovés, on reconstruit rues et maisons, en donnant aux « condos » (immeubles à appartements) une apparence de résidences privées, on invente même un « vieux » village, le tout dans des tons mariant le blanc et le pastel, dont le célèbre rose-ananan (rose bonbon). Les commerces sont soigneusement sélectionnés pour respecter l'atmosphère et éviter les trop évidents pièges à touristes.

Tout cela revient déjà à 350 millions de dollars, mais les plans d'Intrawest prévoient que l'investissement total aura atteint 700 millions en l'an 2000. Mais, dès maintenant, Mont-Tremblant est devenu l'un des plus importants centres de ski de l'Amérique du Nord. Dernier fleuron en date, l'Hôtel Château-Tremblant, qui appartient à la chaîne Canadien Pacifique et qui respecte à merveille l'esprit joliment léché de la station.

Les visiteurs qui auraient toutefois l'impression de se retrouver dans un décor de dessin animé peuvent aller chercher quelques émotions fortes sur une des 74 pistes de ski, faire de la « planche à neige » (on parle français au Québec, on évite le... surf), parcourir la région en motoneige, se promener en traîneau à chiens, à skis de randonnée ou à raquettes. Même quand les hommes ont tout combiné, la nature, ce n'est pas mal non plus. Autour du mont Tremblant, été comme hiver, il y en a... à revendre.

Martine Silber

Carnet de route

● **Y aller.** Air Canada propose tout l'hiver un vol quotidien pour Montréal, avec des tarifs promotionnels, par exemple 2 580 F pour des départs compris entre le 3 janvier et le 6 février, 3 510 F entre le 7 et le 26 février, 2 900 F entre le 27 février et le 9 mars. Jet Set propose des forfaits à partir de 5 615 F par personne en chambre double, par exemple, pour neuf jours (sept nuits) en résidence, comprenant entre autres le vol Paris-Montréal aller retour, les transferts, et un ski pass.

● **Pour réserver.** Une centrale de réservations permet sept jours sur sept et de 8 heures du matin à 20 heures (le décalage horaire est de – 6 heures) de choisir son hébergement et de se procurer les forfaits d'écoles de ski et de remontées mécaniques.

● **Informations.** Pour joindre la station composer : 00-1-819-425-86-81. Fax : 00-1-819-425-96-04.

Promotions aux sommets

Chaque année, en janvier, les stations de sports d'hiver affichent des tarifs promotionnels. Si les noms changent, *Ski plus, Ski plaisir, Semaines blanches, Semaines choc, Semaines privilège, Semaines coup de cœur*, le principe demeure unique. Les meilleures offres, dès la fin des vacances de Noël et jusqu'à celles de mardi gras associent hébergement et pratique du ski, c'est-à-dire location ou séjour hôtelier au forfait des remontées mécaniques. Le budget d'une semaine oscille entre 800 et 1 000 F dans une station modeste (par personne, exemple d'un studio à partager à quatre) et grimpe jusqu'à 1 500 F dans les grands domaines. Un budget qu'il faut, au minimum, doubler durant les vacances de février.

Reste à choisir une villégiature. Les départements de Savoie et Haute-Savoie présentent ces formules dans la brochure *Prenez des sports d'hiver*, éditée par la Maison de la Savoie (gratuite sur demande au 01-42-61-74-73). A Avoriaz, pour 1 300 F environ, on réserve un studio Pierre et Vacances avec le forfait ski *Portes du Soleil* ; idem à Flaine avec accès illimité aux pistes, ou encore aux Coches pour dévaler les pentes du domaine de La Plagne et aux Arcs avec le « ski-pass » *Grand Domaine*. La Maison des Hautes-Alpes (tél. : 01-42-96-05-08) annonce des *Semaines blanches* à partir de 695 F dans le Queyras et de 800 à 1 200 F aux Orres, à Orcières-Merlette, à Risoul ou Vars. Tarifs comparables aux Rousses dans le Jura ou à Cauterets-Lys dans les Pyrénées (Maison des Pyrénées : 01-42-86-51-86), station qui privilégie une formule *Petite semaine* (1 300 F), du lundi au vendredi, avec demi-pension dans un établissement 3 étoiles. Au téléphone (01-47-42-23-32) ou sur minitel (3615 En montagne), Ski France renseigne sur les cent principales stations françaises. A consulter la nouvelle centrale de réservation (tél. : 04-50-54-70-55) Villages de montagne.

Du 11 au 19 janvier, l'opération Montagnes en fêtes s'adresse aux débutants. Une initiation gratuite leur est proposée s'ils sont parrainés par un skieur ou un surfeur confirmés. *Découverte de la discipline choisie (ski alpin ou de fond, surf)* avec les moniteurs de l'Ecole de ski français, durant deux demi-journées, en cours collectifs, avec un forfait gratuit pour les remontées, prêt de matériel et assurance neige.

Des stations jouent les prolongations toute la semaine et récompensent les « parrains », notamment Les Contamines et Serre-Chevalier. Pour bénéficier de cet enseignement dans l'une des soixante-dix stations participantes (liste sur le 3615 En Montagne), et pour profiter des avantages annexes, la procédure à suivre s'avère complexe. Il faut, s'inscrire à l'office du tourisme de son choix lequel délivre, par retour du courrier, une carte nominative « Montagnes en Fêtes » qui, elle seule, donne droit à des remises. La SNCF annonce, pour l'occasion, 30 à 40 % de réduction sur les trains et dispose d'un service Ligne directe (tél. : 08-36-35-35-35) qui réserve et envoie gratuitement les billets. Air Inter Europe accorde jusqu'à 60 % de rabais sur les vols bleus ou blancs reliant les stations. Des tarifs (codés sous le numéro SS4549, tél. : 01-45-46-90-00) qui s'appliquent, à cette période précise, sans la double contrainte (réservation quatorze jours à l'avance et nuit du samedi sur place). Il est conseillé de réserver son transport le plus tôt possible, la carte n'étant exigée que le jour du départ.

Florence Evin

PARTIR

■ **UNE SEMAINE À PÉKIN.** Voyagiste spécialisé sur la Chine et l'Asie, China Travel Service bénéficie d'une solide implantation locale. Il propose un séjour d'une semaine dans la capitale (5 300 F par personne, de Paris, en janvier, 5 900 F en février et mars), incluant le vol *via* Helsinki (Finnair), l'hébergement en hôtel de luxe dans le centre avec petit déjeuner, une excursion à la Grande Muraille et aux tombeaux des Ming, la visite de la Cité interdite, une soirée à l'opéra et un dîner gastronomique. Départs les dimanches ou jeudis, jusqu'au 9 mars.
★ **Renseignements au 01-44-51-55-66.**

■ **CROISIÈRE SUR LE LAC NASSER.** A bord du *M/S Eugénie*, bateau à aubes, Athenaeum propose, du 25 au 31 janvier, lors d'un circuit en Egypte, une croisière de trois jours sur le lac Nasser (ex Nil nubien), d'Assouan à Abou Simbel. Au programme, les joyaux de Basse Nubie (dont le temple de Philae et les temples de Kalabsha sauvés des eaux), avec une visite du Caire. Prix : 11 390 F par personne en chambre et cabine doubles (supplément de 2 250 F pour les solitaires) et 400 F d'assurances. Des croisières similaires, à bord du *M/S Eugénie* ou du *M/S Kasr Ibrim*, sont programmées, sur place, par Nouvelles Frontières : cinq jours, d'Assouan à Abou Simbel, 2 930 F en cabine double, du 6 janvier au 23 mars ; huit jours, 5 120 F. Vols charters Paris-Louxor : à partir de 1 650 F A-R. Républic Tours propose des croisières en Basse Nubie dans deux circuits d'une et deux semaines (à partir de 4 860 F et 8 250 F, de Paris).
★ **Athenaeum, 39, rue Marbeuf, 75008 Paris, tél. : 01-42-56-55-00. Agences Nouvelles Frontières et au 08-03-33-33-33.**

■ **BOBSLEIGH OLYMPIQUE.** A seulement 4 kilomètres d'Innsbruck et de ses musées, Igls permet de conjuguer neige et culture. Si la station offre aux familles et aux débutants un domaine de ski accueillant, elle garantit également des sensations fortes aux amateurs de vitesse, qui, équipés d'un casque, sont invités à s'élancer sur les 800 mètres de la piste de bobsleigh. L'ancienne piste olympique s'ouvre aux intrépides, tous les mardis et le jeudi en nocturne, jusqu'à la fin février. Prix de la descente : environ 180 F. Situé au pied des pistes, l'hôtel Gruberhof propose sept nuits en demi-pension et chambre double pour 1 845 F (adulte) et 925 F (enfant), du 4 janvier au 8 février, puis respectivement 2 450 F et 1 225 F jusqu'au 1er mars.
★ **Destination Autriche, 8, boulevard de la Madeleine, 75009 Paris, tél. : 01-44-51-03-20.**

■ **SAINT-PÉTERSBOURG EN TRAIN.** Une manière originale de découvrir, à l'invitation du voyagiste Norvista, les paysages qui s'étendent entre Helsinki et Saint-Pétersbourg. Quatre jours comprenant la visite de l'ancienne capitale de la Russie : forteresse Saint-Pierre-et-Saint-Paul, Musée de l'Ermitage et palais de Pouchkine. A partir de 2 980 F en pension complète, d'Helsinki à Helsinki. Départs de janvier à avril.
★ **Norvista, 19, rue de Choiseul, 75002 Paris, tél. : 01-49-24-05-97.**



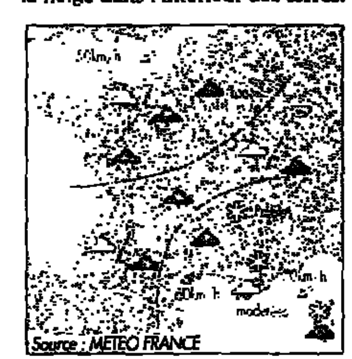






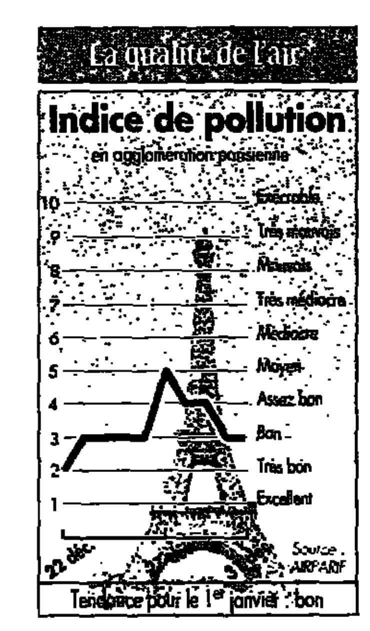
Un temps glacial au nord

L'AIR très froid qui s'est installé sur la France depuis maintenant plus d'une semaine s'y maintiendra durant plusieurs jours encore. Avec un baromètre plutôt élevé, le temps sera assez calme, mais souvent nuageux. Au contact de cet air froid avec l'air doux et humide de Méditerranée, le temps sera nettement plus médiocre sur tout le quart sud-est, avec de la pluie sur les régions côtières et de la neige dans l'intérieur des terres.



Prévisions pour le 2 janvier vers 12h00

La qualité de l'air



Tendance pour le 1er janvier : bon

Jeudi, dans toute la moitié nord, le temps sera sec, mais glacial. Le soleil d'hiver sera souvent contrarié par des nuages bas, surtout en Franche-Comté, en Alsace et en Lorraine. Les éclaircies seront plus généreuses en Bretagne et dans le Centre. Un petit vent de nord-est renforcera le mordant du froid. Dans le Sud-Ouest, une couche de nuages élevés masquera souvent le soleil. C'est dans l'ensemble du quart sud-est de la France que se concentreront les intempéries : des pluies affecteront l'ensemble du littoral méditerranéen et la Corse ; il neigera sur la montagne corse au-dessus de 1 600 mètres. Dans l'intérieur du Languedoc, de la Provence et des Alpes-Maritimes, la pluie se transformera en neige sur le relief, dès 500 mètres d'altitude le matin, 1 000 mètres l'après-midi. Dans la vallée du Rhône, l'ensemble du Massif alpin et la région lyonnaise il neigera jusqu'en plaine. La plupart des régions subiront un vent venant du nord, du nord-est ou de l'est. Il sera généralement faible ou modéré, sauf en vallée du Rhône où le vent de nord pourra atteindre 60 km/h en pointes l'après-midi, et sur le littoral varois et la Côte d'Azur où le vent d'est soufflera jusqu'à 60 ou 70 km/h.

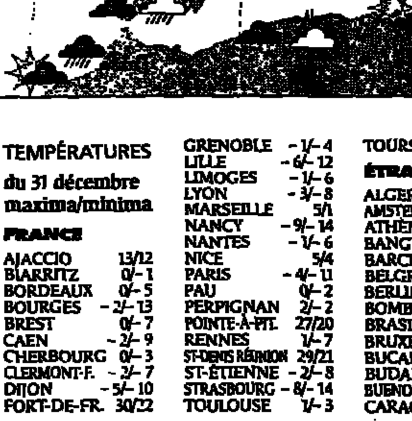
Les températures resteront exceptionnellement basses : les minimales descendront à nouveau entre – 9 et – 15 degrés dans la moitié nord, franges littorales exceptées, entre – 1 et – 6 dans la moitié sud et le littoral de la Manche et de l'Atlantique, tandis qu'elles se maintiendront entre + 4 et + 8 sur le pourtour méditerranéen ; quant aux maximales, elles ne dépasseront pas – 5 à – 9 degrés dans tout le nord-est, le Nord et le Bassin Parisien, 0 à – 4 degrés dans le reste de la moitié nord, et 1 à 4 degrés dans la moitié sud, jusqu'à 9 ou 10 sur le littoral méditerranéen, et 11 ou 12 en Corse.

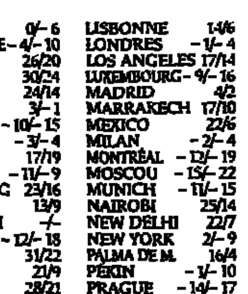
(Document établi avec le support technique spécial de Météo France.)



Prévisions pour le 2 janvier vers 12h00

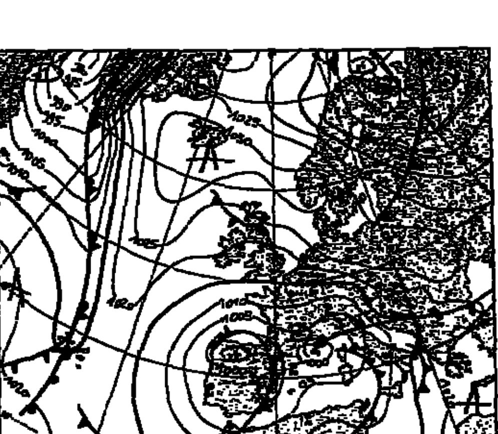
Ensoleillé – Eclaircies peu nuageux – Nuageux courtes éclaircies – Brumes et brouillard – Très nuageux ou couvert – Pluie ou bruine – Averses – Orages – Vent fort – Neige






TEMPÉRATURES		GRENOBLE	– 1/– 4	TOURS	– 3/– 9	CHICAGO	0/– 6	LISBONNE	14/6	PRETORIA	24/16
du 31 décembre		LILLE	– 6/– 12	ÉTRANGER		COPENHAGUE	– 4/– 10	LONDRES	– 1/– 4	RABAT	16/11
maxima/minima		LIMOGES	– 1/– 6	ALGER	21/6	DAKAR	26/20	LOS ANGELES	17/14	RIO DE JAN.	31/25
FRANCE		LYON	– 3/– 8	AMSTERDAM	– 7/– 11	DJAKARTA	30/24	LUXEMBOURG	– 9/– 16	ROME	12/7
AJACCIO	13/12	MARSEILLE	5/1	ATHÈNES	18/8	DUBAI	24/14	MADRID	4/2	SAN FRANC.	19/15
BIARRITZ	0/– 1	NANCY	– 9/– 14	BANGKOK	35/23	DUBLIN	3/– 1	MARRAKECH	17/10	SANTIAGO	27/13
BORDEAUX	0/– 5	NANTES	– 1/– 6	BARCELONE	8/4	FRANCFORT	– 10/– 15	MEXICO	22/6	SÉVILLE	15/6
BOURGES	– 2/– 13	NICE	5/4	BELGRADE	– 7/– 11	GENÈVE	– 3/– 4	MILAN	– 2/– 4	ST-PÉTERS.	– 11/– 11
BREST	0/– 7	PARIS	– 4/– 11	BERLIN	– 11/– 18	HANOÏ	17/19	MONTRÉAL	– 12/– 19	STOCKHOLM	– 5/– 10
CAEN	– 2/– 9	PAU	0/– 2	BOMBAY	33/19	HELSINKI	– 11/– 9	MOSCOU	– 15/– 22	SYDNEY	22/17
CHERBOURG	0/– 3	PERPIGNAN	2/– 2	BRASILIA	28/19	HONGKONG	23/16	MUNICH	– 11/– 15	TENERIFE	23/17
CLERMONT-F.	– 2/– 7	POINTE-À-PIT.	27/20	BRUXELLES	– 7/– 14	ISTANBUL	13/9	NAIROBI	25/14	TOKYO	15/6
DIJON	– 5/– 10	RENNES	1/– 7	BUCAREST	– 5/– 8	JÉRUSALEM	–/–	NEW DELHI	22/7	TUNIS	20/10
FORT-DE-FR.	30/22	ST-DENIS RÉUNION	29/21	BUDAPEST	– 8/– 14	KIEV	– 12/– 18	NEW YORK	2/– 9	VARSOVIE	– 13/– 20
		ST-ÉTIENNE	– 2/– 8	BUENOS AIRES	28/16	KINSHASA	31/22	PALMA DE M.	16/4	VENISE	3/0
		STRASBOURG	– 8/– 14	CARACAS	31/22	LE CAIRE	21/9	PÉKIN	– 1/– 10	VIENNE	– 10/– 10
		TOULOUSE	1/– 3			LIMA	28/21	PRAGUE	– 14/– 17		

Situation le 1er janvier, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 3 janvier, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde
Les vœux du président Blum

UN CONCERT de louanges, d'ailleurs mérité, s'élève autour de M. Léon Blum. Le président du gouvernement a voulu terminer l'année non par des souhaits platoniques pour l'année nouvelle, mais par un acte important d'autorité gouvernementale. Il ne m'appartient pas de mesurer la valeur technique de la baisse de 5 % ordonnée sur tous les prix, baisse qui devrait être suivie d'une autre après deux mois. Le choc psychologique recherché pour rompre le cyle infernal où nous étions lancés, pour sauver le franc et accroître son pouvoir d'achat, ne se produira vraiment que si le public s'y prête. Producteurs, intermédiaires, consommateurs, ont le devoir de collaborer à l'œuvre entreprise, qui sans eux serait sans effet.

En somme, M. Léon Blum fait appel aux forces morales de la nation. Il veut montrer que l'homme n'est pas sans pouvoir contre la fatalité économique. Un ordre gouvernemental de baisse des prix a sans doute sa force propre, mais que pourrait-il contre les « lois d'airain » s'il ne s'y ajoutait la valeur supérieure de la foi ? Le mérite du chef du gouvernement est d'avoir confiance dans le pays. Si le pays ne la méritait pas, c'est-à-dire s'il ne reprenait pas confiance en lui-même, l'expérience tentée n'amènerait qu'une brève halte dans la marche à l'abîme.

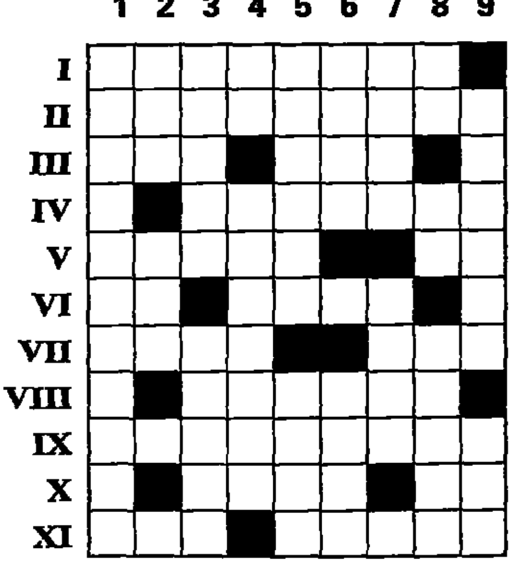
La courageuse décision du gouvernement de M. Léon Blum est un appel à la confiance et à l'effort. C'est au pays à lui répondre, à l'aider à remplir cette haute « *mission temporaire* » qu'il s'est donnée d'« *orienter dans la voie du salut l'économie générale de la France* » et la France elle-même. L'année qui s'est enfuie ne nous a pas laissé de riches présents. Saluons toutefois sans crainte l'année qui commence.

Rémy Roure
(2 janvier 1947.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6986

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Sont moins supportables au lit que dans la sacristie. – II. Les bons morceaux. – III. Démonstratif. Coule en Vendée. – IV. C'est à tort qu'on les prend pour des accidents. – V. On les fait avancer à la force du poignet. Un peu d'étain. – VI. Peut faire l'objet d'une réclamation. Fit des victimes dans les Andes. – VII. Au bord de la ruine. Mange souvent plus qu'à sa faim. – VIII. Un lieu de développement. – IX. Endroits où l'on peut entendre des râles. – X. Exigeait des sacrifices humains. Eau. – XI. Longe une frontière. Peuple du Sénégal.

VERTICALEMENT

1. Quand on a vraiment la peau dure. – 2. N'est pas faite pour les petites nouvelles. Met fin à la rencontre. – 3. Port du Brésil. Massif, en Algérie. – 4. Un métal léger. Parfois énoncées quatre par quatre. – 5. Fondateur d'une dynastie japonaise. Remplissaient des bourses. – 6. Théologien irlandais. Comme la table quand on repart. – 7. Fume dans une île. Lac de Suisse. – 8. Symbole. Terre sur une nappe. Dans les Alpes. – 9. Instrument de musique un peu à la noix. Pas de très bon goût.

SOLUTION DU N° 6985

HORIZONTALEMENT

I. Marâtre. – II. Ubiquiste. – III. Na. Tas. – IV. Gneiss. Go. – V. Odelette. – VI. Sotie. Etc. – VII. Nin. Pneu. – VIII. Osseuse. – IX. Ain. Oui. – X. Il. Eh ! Toc. – XI. Nettoiera.

VERTICALEMENT

1. Mungos. Gain. – 2. Abandon. Ile. – 3. Ri. Eetion. – 4. Aquilins. Et. – 5. Tu. Sée. Soho. – 6. Ri. St. Peu. – 7. Est. Ténuité. – 8. Tagètes. Or. – 9. Peso. Cuenca.

Guy Brouty

PARIS EN VISITE

Vendredi 3 janvier

■ **MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ** (50 F + prix d'entrée), 10 h 30, 158, boulevard Haussmann (Christine Merle).
■ **MUSÉE RODIN** (50 F + prix d'entrée), 10 h 30, 77, rue de Varenne (Pierre-Yves Jaslet).
■ **PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES** : 1er parcours (50 F), 10 h 30, angle de la rue de Rivoli et de la rue Marengo (Paris autrefois).
■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : la peinture italienne, 11 h 30 ; exposition Barye, 14 heures (Musées nationaux).
■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition « La Cité interdite » (30 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).
■ **MUSÉE PICASSO** (34 F + prix d'entrée), 14 heures, 5, rue de Thorigny (Musées nationaux).
■ **LES CATACOMBES** (lampe de poche, 50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, place Denfert-Rochereau (Connaissance de Paris).
■ **LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 12, rue Daru (Christine Merle).
■ **HÔTEL DE VILLE** : exposition « Clovis, roi des Francs » (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 5, rue Lobau (Institut culturel de Paris).
■ **LA MAISON DES COMPAGNONS DU DEVOIR** (45 F), 14 h 30, place Saint-Gervais, devant la Maison (Monuments historiques).
■ **MARAIS** : demeures et lieux décrits par Mme de Sévigné (45 F), 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine, dans la cour (Monuments historiques).
■ **MUSÉE DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES** : exposition Astérix (30 F + prix d'entrée), 14 h 30, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (Musées nationaux).
■ **LE QUARTIER ALMA-CHAILLOT** (60 F), 14 h 30, sortie du métro Champs-Elysées-Clemenceau (Vincent de Langlade).
■ **BIBLIOTHÈQUE NATIONALE** : exposition « Tous les trésors du monde » (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 58, rue de Richelieu (Approche de l'art).
■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
■ **MUSÉE MAILLOL** (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 67, rue de Varenne (Pierre-Yves Jaslet).
■ **LE QUARTIER CHINOIS** (55 F), 15 heures, 131, avenue d'Italie (Paris et son histoire).
■ **LA SORBONNE** (45 F + prix d'entrée), 15 heures, 47, rue des Ecoles (Monuments historiques).
■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 15 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Claude Marti).
■ **MUSÉE DU LOUVRE** : l'aile Richelieu (45 F + prix d'entrée), 15 h 30, sous la Pyramide, côté Auditorium (Monuments historiques).

LES SERVICES DU Monde

Le Monde	01-42-17-20-00
Télématique	3615 code LE MONDE
CompuServe : Adresse Internet : http:// www.lemonde.fr	GO LEMONDE
Documentation sur minitel	3617 LMDOC ou 08-36-29-04-56
LE MONDE sur CD_ROM	01-44-08-78-30
Index et microfilms :	01-42-17-29-33
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-Cedex.
PRINTED IN FRANCE.

Le Monde PUBLICITE
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : 01-44-43-76-00 ; fax : 01-44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **STRASBOURG.** Plus de deux millions de passagers ont emprunté l'aéroport de Strasbourg-Entzheim en 1996, une fréquentation record, qui place l'établissement au septième rang des plates-formes aéroportuaires françaises. L'aéroport strasbourgeois, qui dessert cinquante-six destinations en vols réguliers et en vols charters, a enregistré en 1996 une hausse de trafic de 14 % sur les lignes nationales, de 12 % sur les lignes internationales et de 23 % sur les vols charters, par rapport à 1995. – *(AFP.)*

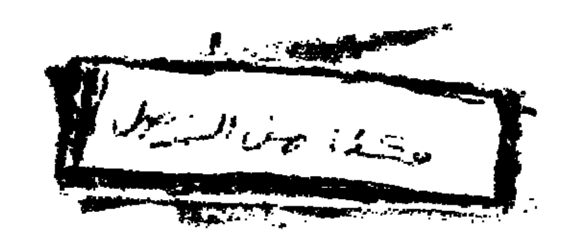
■ **ALLEMAGNE.** La compagnie aérienne allemande Lufthansa a dû annuler une quarantaine de vols intérieurs et internationaux, lundi 30 décembre, en raison des intempéries, la plupart des aéroports allemands se trouvant sous la neige et la glace. – *(AFP.)*

■ **CROATIE.** La grève des cheminots croates déclenchée le 28 décembre n'affecte pas la circulation des trains de passagers. Il en sera ainsi jusqu'au 2 janvier, date à laquelle les cheminots assureront seulement un service minimum. – *(Reuter.)*

■ **ÉTATS-UNIS.** La compagnie américaine United Airlines va proposer à ses passagers de première classe un service de vidéo à la demande. Des magnétoscopes individuels, avec un choix de divers jeux et de vingt films, seront mis à leur disposition sur les lignes transatlantiques et latino-américaines dès ce mois-ci et sur les lignes transpacifiques en février.

■ **HONGRIE.** Les revenus du tourisme en Hongrie au cours des dix premiers mois de l'année ont enregistré une hausse de 30 % par rapport à la même période de l'année 1995. – *(AFP.)*

■ **ITALIE.** L'aéroport Christophe-Colomb de Gênes a été fermé au trafic aérien lundi 30 décembre, en raison de l'abondance de neige sur les pistes. Le mauvais temps rendait la circulation automobile particulièrement difficile sur tous les axes routiers de la région. – *(AFP.)*



MUSIQUE Les fêtes de fin d'année sont, au Japon, placées sous le signe de la *Neuvième Symphonie* de Ludwig van Beethoven. Une singulière frénésie s'empare du pays, conduisant formations symphoniques et associations chorales à programmer jusqu'à plus soif ce qu'il faut bien considérer comme une version contemporaine des rites de passage à l'an neuf. ● À TOKYO, ce ne sont pas moins de cinquante concerts qui sont alors organisés, tous exclusivement consacrés à la *Neuvième* agrémentée, le cas échéant, d'une ouverture du même Beethoven : le Suntory Hall voit défiler huit des neuf formations symphoniques de la capitale, tandis que l'orchestre de la NHK joue à cinq reprises sa propre *Neuvième* dans la salle de trois mille places qui lui est dévolue. ● UN GRAND CHEF est invité chaque année à diriger l'orchestre de la NHK, comme, en 1996, Charles Dutoit.

La « Neuvième Symphonie » de Beethoven, hymne hivernal des Japonais

Dans l'archipel nippon, les formations musicales rivalisent dans la présentation de l'œuvre du compositeur allemand. Elle a par exemple été donnée à Tokyo plus de cinquante fois au cours du mois de décembre 1996. Histoire d'un engouement

TOKYO
correspondance

Acharnés à vendre un produit parfaitement identique, les organisateurs de concerts japonais s'épuisent à inventer des qualificatifs pour la publicité du marathon symphonique de décembre : au gré de leur inspiration (?), la *Neuvième Symphonie*, de Beethoven, jouée dans tout l'archipel et plus de cinquante fois en moins de trente jours dans la capitale, Tokyo, est *« exaltante »*, *« enflammée »*, *« fervente »*, ou encore *« authentique »*, comme celle que Frans Brüggen, invité lui aussi à participer à la fête, promena en 1995 aux quatre coins du pays à la tête de son Orchestre du XVIIIe siècle...

Si le goût des Japonais pour la musique occidentale est immodéré (le pays représentait déjà en 1937 le premier marché mondial pour le disque classique), la *Neuvième Symphonie*, de Beethoven constitue un phénomène parfaitement délirant, transcendant les barrières sociales et régionales pour atteindre au statut de mythologie collective.

Son introduction au Japon est curieuse, et en parler nécessite un petit détour par l'histoire politique du pays. On rappellera donc qu'à la moitié du XIXe siècle, les Japonais, arrachés à leur farouche isolement de deux siècles et demi, avaient retrouvé les puissances occidentales, alors en pleine période d'expansion coloniale en Extrême-Orient, campant littéralement à leurs portes. Ils jugèrent que la meilleure parade était de se constituer un glacis avec les territoires encore disponibles, d'où la politique agressivement expansionniste qui allait les rendre maîtres, dès les premières années de ce siècle, de la Corée, de Formose et d'une partie de Sakhaline et de la Mandchourie.

Au début de la Grande Guerre, se trouvant un peu par hasard du côté des Alliés par le jeu compliqué des alliances, ils jugèrent l'occasion idéale pour mettre la main sur les quelques confettis que l'Allemagne possédait dans le Pacifique, à commencer par la base navale de Tsing-Tao, une sorte de Hongkong germanique qui commandait l'accès des voies maritimes à la Chine du Nord.

A la suite d'une guerre de siège (août-novembre 1914) qui vit pour la première fois dans l'histoire militaire l'utilisation de l'aviation, ils s'emparèrent de Tsing-Tao, faisant du même coup prisonniers quelque cinq mille soldats allemands qu'il ramenèrent avec eux au Japon. Ils les répartirent dans cinq ou six camps bientôt transformés en villégiatures spartiates où les prisonniers étaient encouragés à se livrer à toutes sortes d'activités hygiéniques et récréatives, dont la musique. Celle de Beethoven particulièrement fut souvent jouée par les détenus qui révélèrent à leurs gardiens un répertoire dont ils s'entichèrent.

On sait que, vingt ans plus tard, la prise du pouvoir par Hitler incita de nombreux musiciens juifs à quitter l'Allemagne. Parmi eux, le chef d'orchestre Joseph Rosenstock, un élève de Fritz Busch qui avait été directeur de la musique à Wiesbaden et à Mannheim, et avait dirigé un temps le répertoire allemand au Met, avant d'être cantonné par les nazis à la direction de l'orchestre de l'Association culturelle juive de Berlin. En 1936, Rosenstock jugea plus prudent d'accepter l'occasion qui s'offrait à lui de prendre la direction de l'Orchestre de la radio japonaise, l'actuel Orchestre symphonique de la NHK, la plus ancienne des formations symphoniques nippones : les Japonais qui, malgré leurs sympathies pour Berlin, ne comprenaient pas grand-chose à l'antisémitisme nazi, furent trop heureux de pouvoir s'assurer les services d'un directeur musical aussi admiré que Rosenstock.

EN PREMIÈRE PARTIE AUSSI
ON A LA NEUVIÈME.
PESSIN

Le chef d'orchestre fut adulé par le public et demeure aujourd'hui une figure tutélaire de la vie musicale japonaise pour les progrès que son perfectionnisme à la Celibidache fit accomplir à l'orchestre. En fait, ce n'est que lorsque le déclenchement de la guerre du Pacifique excita le ressentiment des Japonais à l'égard des milieux financiers juifs américains, présumés soutenir l'effort de guerre des Etats-Unis, que la position de Rosenstock fut remise en question, conduisant à sa mise à l'écart progressive après 1941.

Rosenstock gardait le souvenir nostalgique d'une exécution de la *Neuvième* qu'il avait autrefois donnée avec l'Orchestre de la Volksbühne de Berlin, dans le cadre d'un concert radiodiffusé en direct qui commença le 31 décembre à 23 h 30 et se termina une heure plus tard dans les embrassades et le débouchage des bouteilles de champagne. Sans aller jusqu'à renouveler l'expérience telle quelle, il prit l'habitude, et ce jusqu'en pleine guerre, de donner la *Neuvième* avec son orchestre japonais dans les derniers jours du mois de décembre.

Un phénomène parfaitement délirant, qui transcende les barrières sociales et régionales pour atteindre au statut de mythologie collective

Arriva ce qui devait arriver dans ce pays de toutes les traditions : la guerre une fois finie, et Rosenstock parti présider aux destinées du New York City Opera, les musiciens de l'Orchestre de la NHK conservèrent automatiquement la coutume de programmer la *Neuvième* à l'approche des fêtes, ne dérogeant à cette règle autoimposée que deux fois depuis 1947 ! En 1996, c'est Charles Dutoit qui a été invité à diriger la formation. Les ensembles symphoniques qui ont fleuri à Tokyo et en province durant l'après-guerre eurent à cœur de les imiter, et le sentiment finit par se répandre dans tout le pays que l'on ne pouvait célébrer dignement l'an neuf sans assister (ou mieux participer dans les chœurs) à une exécution de la *Neuvième*, censée exprimer à travers l'hymne de Schiller la joie et l'espérance comme en une version laïque du *Minuit, Chrétiens*.

Il y eut ainsi des *Neuvième* que l'on pourrait qualifier *« de proximité »*, chantées par des associations de citoyens d'un même quartier de grande ville ou d'une même bourgade, qui se réunissent deux fois par semaine à partir de l'été pour préparer le chœur final sous la direction d'un maître de musique local.

Les orchestres de Tokyo ou de province, ainsi que les chefs et les solistes vocaux professionnels qui se joignent à ces choristes d'occasion pour le concert, trouvent un intérêt financier évident à l'affaire, un peu comparable à ce que représente pour les coureurs du Tour de France l'obscure mais rémunératrice tournée des critériums qui le suit.

La multiplication de ces *Neuvième* d'amateurs, qui dégagea une masse imposante de choristes disponibles, allait rendre possible l'organisation de concerts donnés dans les palais des sports, visant cette fois au gigantisme et servant la politique de communication des sponsors.

La palme revient en l'occurrence à la babylonienne « *Neuvième* des dix mille », un peu surfaite quant au nombre réel des participants, mais pour laquelle on trouva tout de même le 4 décembre 1983 le moyen d'adjoindre 6.300 choristes, alertés par voie de presse, aux effectifs de trois orchestres symphoniques de la région d'Osaka.

Aux dernières nouvelles, et au grand dam des organisateurs, la performance n'aurait toujours pas été admise à figurer au *Livre des Records*...

Michel Wasserman

Les concerts du camp de Bando

Le camp de Bando, dans l'île méridionale de Shikoku, fut à la fin de 1914 un centre de détention de plusieurs centaines de soldats allemands capturés par les Japonais après le siège victorieux de Tsing Tao. Il ne compta pas moins de cinq orchestres et deux chœurs qui firent preuve, pendant tout la durée de la première guerre mondiale, d'une activité vibrionnante. La chronique du camp rapporte que, parmi polkas et quadrilles, on parvint en 1918 à monter jusqu'à une œuvre aussi exigeante que la *Neuvième Symphonie*, de Beethoven. Dans quelles conditions, l'histoire ne le dit pas. Mais sans doute dut-il s'agir d'une exécution bien singulière si l'on veut se représenter que le finale était chanté par quatre solistes et un chœur entièrement masculins ! Eut-on recours à la transposition, les voix féminines étaient-elles imitées en *falsetto* ? Quoi qu'il en soit, c'est dans ces circonstances pour le moins inhabituelles, sinon héroïques, que l'œuvre de Beethoven allait plus tard devenir le morceau imposé des concerts au Japon...

LE FILM DE LA SEMAINE

RISQUE MAXIMUM

Film américain de Ringo Lam. Avec Jean-Claude Van Damme, Natasha Henstridge, Jean-Hughes Anglade, Zach Grenier, Stéphane Audran, Frank Senger, Paul Ben-Victor. (1 h 40.)

■ Metteur en scène venu de Hongkong, Ringo Lam s'était déjà signalé par *City of Fire*, dont Quentin Tarantino avait presque recopié à l'identique les vingt premières minutes dans *Reservoir Dogs*. On voit pourtant mal ce que le réalisateur américain pourra copier dans *Risque Maximum*. Conçu pour mettre en valeur Jean-Claude Van Damme, ce film se distingue par une mise en scène d'une pauvreté effarante qui ferait passer chaque épisode télévisé du commissaire Navarro comme un modèle de cinéma d'action, et par une histoire au point de départ quasi surréaliste : un flic français découvre qu'il avait un frère jumeau qui travaillait pour la mafia russe à New York. A peine informé de son décès, il décide de se faire passer pour lui afin de retrouver la trace de son passé. Il y a néanmoins quelques moments savoureux à extraire de ce film médiocre : Stéphane Audran dans le rôle de la mère de Jean-Claude Van Damme ; ce dernier en train de discuter, perplexe, en anglais avec Jean-Hughes Anglade, qui interprète pourtant comme lui un inspecteur de la police française ; un méchant Russe, épais comme une armoire à glace, sorte d'Hydre de Lerne qui sert de punching-ball à Van Damme à chaque fois qu'il se déplace. ***Samuel Blumenfeld***

LES ENTRÉES À PARIS

■ **La dernière semaine** de 1996 affiche des chiffres de fréquentation très inférieurs à ceux de la semaine correspondante en 1995 : 612 000 entrées à la fin du week-end contre 809 000 pour celui de 1995. Cet affaissement des entrées s'explique par l'absence de gros films porteurs. Ce rôle aurait dû être tenu par Stallone, Schwarzenegger et Depardieu, mais *Daylight* (80 000 entrées en deuxième semaine pour un total de 163 000), *Le Plus Beau Métier du monde* (90 000 entrées), et surtout *La Course au jouet* (26 000 spectateurs) n'atteindront pas les objectifs de leurs distributeurs.

■ **Les films sortis** cette semaine ne pèsent guère dans la balance et affichent des scores médiocres. *Le Fantôme du Bengale*, qui finit aux alentours de 18 000 entrées dans une combinaison de 22 salles, n'est pas parvenu à attirer le public amateur de la bande dessinée. *Entre chiens et chats* avec Uma Thurman (16 000 spectateurs) et *Destinée*, de Shaji N. Karun, avec à peine plus de 1 000 spectateurs dans deux salles, sont des échecs.

■ **Auprès du public jeune**, seul *Le Bossu de Notre-Dame* fait preuve de vitalité avec encore près de 195 000 spectateurs cette semaine, un score qui devrait permettre à la dernière production des studios Disney de dépasser le million d'entrées à Paris. Positionnés sur le même créneau, *Alaska* et *Hercule et Sherlock* ont été incapables d'attirer le public adolescent.

■ **Soutenu par d'excellentes critiques** et un bouche à oreille très favorable, *Y aura-t-il de la neige à Noël ?* devrait terminer la semaine à près de 36 000 entrées, soit 10 000 de plus que la semaine dernière. *Microcosmos* continue sa marche triomphale avec encore près de 57 000 spectateurs.

S. Bd

★ Chiffres : *Le Film français*.

Les cinéastes de Hongkong s'interrogent avant le rattachement de la colonie britannique à la Chine

HONGKONG
correspondance

Hongkong est en ébullition, son cinéma aussi. Il reste moins de six mois avant la rétrocession de la colonie britannique. Les films se font encore plus vite qu'avant, et la recherche de profits immédiats est une obsession. Vingt-cinq millions de spectateurs par an et cent cinquante films produits en 1995 pour six millions d'habitants..., le Hollywood de l'Asie s'interroge sur l'avenir de sa première industrie culturelle.

Les producteurs deviennent frileux, et les acteurs et metteurs en scène sont tentés par les sirènes de l'Occident. Les regards se tournent aussi vers la Chine, dans un mélange de cupidité et d'effroi. La République populaire, elle, fêtera l'événement avec une super-production sur la guerre de l'opium, réalisée par le vétéran Xie Jin et destinée à sortir sur les écrans le jour même du retrait britannique.

Si le syndrome de la rétrocession est général à Hongkong, il aura fait connaître à l'industrie du cinéma une évolution accélérée. Au cours de ces quelques années de frénésie pré-1997, les films de Hongkong, longtemps cantonnés à l'Asie, ont conquis l'Occident. Les Etats-Unis fêtent aujourd'hui Chow Yun-fat (*A Better Tomorrow*, *The Killer*) comme une future star hollywoodienne. L'acteur fétiche des films de John Woo a une dizaine de projets en préparation en Amérique. John Woo, qui devrait diriger à nouveau Chow Yun-fat en 1998 dans *Yow !*, continue sur la lancée de *Broken Arrow* : dans son prochain film, *Face Off*, Nicholas Cage donnera la réplique à John Travolta.

Jacky Chan a, quant à lui, atteint des sommets de popularité outre-Pacifique après la sortie de *Rumble in The Bronx* en février, suivie par *First Strike* et *Thunderbolt*, ses deux derniers films. Ringo Lam et Kirk Wong, autres papes du film d'action, travaillent à des projets américains. Devenue incontournable dans les festivals internationaux, la nouvelle vague de cinéastes qui a émergé dans les années 90 – Wong Kar-wai (*Chungking Express*), Stanley Kwan (*Red Rose, White Rose*) ou Yim Ho (*The Day the Sun Turned Cold*), pour ne citer que les plus en vue – continue de réaliser, non sans appréhension. Là aussi, l'heure est à l'international : Wong Kar-wai est en train de tourner en Argentine un film tiré du livre de Manuel Puig *Les Mystères de Buenos Aires*, avec les deux grandes stars masculines Tony Leung et Leslie Cheung, avant de boucler un autre tournage en Chine.

Le public de la colonie britannique, lui, délaisse les produits locaux pour se découvrir une envie de superproductions américaines ou de films indépendants. De 1992 à 1995, les films locaux ont vu leurs recettes baisser de plus d'un tiers. Ils restent majoritaires, avec 57 % de parts de marché, mais Hollywood a fait une percée spectaculaire.

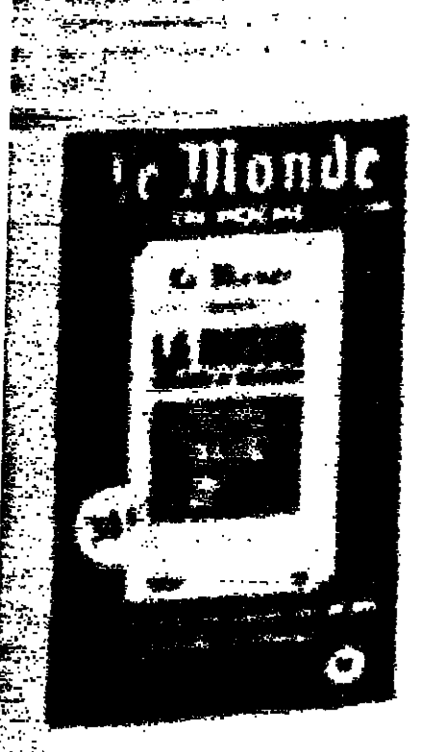
La recherche de profits immédiats est une obsession

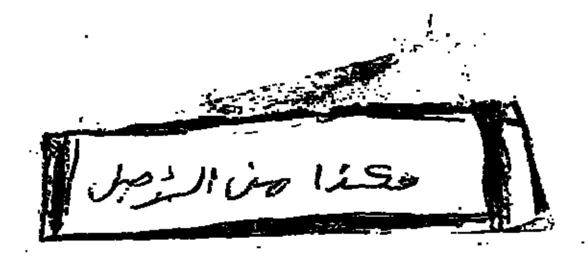
Les films indépendants, américains ou européens, sont aussi en vogue. L'exploitant Edko vient d'ouvrir un complexe high-tech de quatre salles art et essai, la Broadway Cinematheque, signe d'une ère nouvelle. En outre, le cinéma de Hongkong, qui tire près de 50 % de ses revenus de l'exportation, est concurrencé par Hollywood en Asie, son principal marché.

Pour les sociétés de distribution et de production, la Chine est le prochain Eldorado. La major de Hongkong Golden Harvest se déploie dans la région et prévoit d'ouvrir des multiplexes à Shanghaï dès 1997. Pourtant, le rattachement de Hongkong à la République populaire n'ouvre pas automatiquement celle-ci aux films hongkongais. Principale base de tournage des films de Hongkong, la Chine reste un pari difficile, du fait de l'imprévisibilité des réglementations et de la censure.

La République populaire vient d'ailleurs de rendre plus sévères encore les conditions régissant les coproductions et, du coup, la distribution en Chine.

Brice Pedroletti





LA SÉLECTION DU « MONDE »

AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES (finlandais, 1 h 36), de Aki Kaurismaki.
LES AVEUX DE L'INNOCENT (français, 1 h 30), de Jean-Pierre Améris.
LES CENDRES DU TEMPS (Hongkong, 1 h 31), de Wong Kar-wai.
DANS LA MÊLÉE (italien, 1 h 28), de Gianni Zanasi.
DESTINÉE (indien, couleur et noir et blanc, 2 h 14), de Shaji N. Karun. avec Aswani, Sarath, Praseetha, Hari Das.
DET, UNE PETITE FILLE (iranien, 1 h 26), de Abolfazl Jalili.
FOR EVER MOZART (franco-suisse-allemand, 1 h 20), de Jean-Luc Godard.
GO NOW (britannique, 1 h 26), de Michael Winterbottom.
IRMA VEP (français, 1 h 38), de Olivier Assayas.
NOS FUNÉRAILLES (*) (américain, 1 h 39), de Abel Ferrara.
LA PROMESSE (belge, 1 h 33), de Jean-Pierre et Luc Dardenne.
LA RENCONTRE (français, 1 h 15), d'Alain Cavalier.
LA SERVANTE AIMANTE (français, 2 h 46), de Jean Douchet.
LE VIOLON DE ROTHSCHILD (franco-suisse-finlandais-hongrois, 1 h 41), de Edgardo Cozarinsky.
WALK THE WALK (français, 1 h 12), de Robert Kramer.
Y AURA-T-IL DE LA NEIGE À NOËL ? (français, 1 h 30), de Sandrine Veysset.

FESTIVALS

AVANT-PREMIÈRE
Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20). *Les Démons de Jésus*, vendredi 20 h 30.
BUNUEL ARCHITECTE DU RÊVE
Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34). *Le Charme discret de la bourgeoisie*, jeudi 11 h 50.
CIAO MARCELLO ! (v.o.)
Grand Action, 5e (01-43-29-44-40). *La Notte*, mercredi 21 h, vendredi 21 h ; *Divorce à l'Italienne*, jeudi 21 h.
CINÉMA INDIEN (v.o.)
Paris Ciné I, 10e (01-47-70-21-71). *Tu Chor Main Sipahi*, mercredi 15 h, 18 h, 21 h, jeudi 12 h, 15 h, 18 h, 21 h, vendredi 12 h, 15 h, 18 h, 21 h.
LES COMÉDIES DE MITCHELL LEISEN (v.o.)
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65). *Easy Living*, mercredi 17 h 20, jeudi 14 h 05, vendredi 19 h ; *Midnight*, jeudi 19 h, vendredi 14 h 05 ; *Hands Across the Table*, mercredi 15 h 40, 19 h, jeudi 14 h, 15 h 40, 17 h 20, vendredi 14 h, 15 h 40, 17 h 20.
CYCLE ABEL FERRARA (v.o.)
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60). *Bad Lieutenant*, jeudi 22 h 15.
DOCUMENTAIRES-FICTIONS DE MARIA KOLEVA
Cinoche Vidéo, 5e (01-47-00-61-31). *Antoine Vitez s'amuse avec Claudel et Brecht*, vendredi 10 h ; *L'Etat de bonheur permanent*, vendredi 12 h ; *Paroles tues ou aimer à Paris en étrangère*, vendredi 14 h ; *Annie Vacelet, psychogéographe*, vendredi 16 h ; *Isabelle et les 27 voleurs, une leçon*, vendredi 19 h ; *John, le dernier ouvrier sur terre*, vendredi 21 h.
REINER WERNER FASSBINDER (v.o.)
Accatone, 5e (01-46-33-86-86). *L'Année des treize lunes*, jeudi 21 h 30 ; *L'Amour est plus froid que la mort*, vendredi 18 h 10 ; *Le Droit du plus fort*, vendredi 16 h ; *Lola, une femme allemande*, jeudi 17 h 10.
FESTIVAL MORETTI (v.o.)
Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34). *Palombella rossa*, jeudi 12 h 10 ; *Bianca*, vendredi 12 h.
ALFRED HITCHCOCK (v.o.)
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60). *L'Inconnu du Nord-Express*, mercredi 18 h ; *Mr and Mrs Smith*, jeudi 14 h 15, 18 h 15 ; *Le Procès Paradine*, vendredi 13 h 50, 17 h 50.
HOMMAGE À CLOUZOT
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60). *Le Corbeau*, mercredi 16 h, 20 h ; *Les Espions*, jeudi 12 h, 16 h, 20 h ; *Miquette et sa mère*, vendredi 12 h, 16 h, 20 h.
JOYEUX TOONS, CINÉ-CLUB JUNIOR, FILMS POUR ENFANTS (v.f.)
Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20). *La Ferme des animaux*, mercredi 16 h, jeudi 16 h, vendredi 16 h ; *Qui veut la peau de Roger Rabbit ?*, jeudi 13 h 50, vendredi 13 h 50.
ELIA KAZAN (v.o.)
L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63). *Un homme dans la foule*, vendredi 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; *La Fièvre dans le sang*, jeudi 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; *America, America*, mercredi 17 h 30, 21 h.
LES MARX BROTHERS
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60). *La Soupe au canard*, jeudi 12 h 15 ; *Plumes de cheval*, vendredi 12 h 15.
MODÈLE DU 7e ART, LA COMÉDIE (v.o.)
Reflet Médicis I, 5e (01-43-54-42-34). *Allez coucher ailleurs*, mercredi 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50 ; *Indiscrétions*, jeudi 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50 ; *To be or not to be*, vendredi 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50.
OZU, MAITRE DU CINÉMA JAPONAIS, 22 FILMS (v.o.)
Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77). *Le Goût du saké*, mercredi 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; *Récit d'un propriétaire*, jeudi 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Gosses de Tokyo*, vendredi 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
LES SEPT PREMIERS FILMS DE ROMAN POLANSKI (v.o.)
Epée de Bois, 5e (01-43-37-57-47). *Les Mammifères*, jeudi 12 h, vendredi 12 h.
THE LUBITSCH TOUCH (v.o.)
Action Ecoles, 5e (01-43-25-72-07). *La Huitième Femme de Barbe-Bleue*, mercredi 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 ; *Le Ciel peut attendre*, jeudi 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Sérénade à trois*, vendredi 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20.
WIM WENDERS (v.o.)
Accatone, 5e (01-46-33-86-86). *Tokyo-ga*, jeudi 15 h 30 ; *Paris, Texas*, jeudi 19 h.

NOUVEAU FILM

RISQUE MAXIMUM (*)
Film franco-américain de Ringo Lam, avec Jean-Claude Van Damme, Natasha Henstridge, Jean-Hugues Anglade, Zach Grenier, Paul Ben-Victor, Frank Senger (1 h 40).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e.
VF : Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).

EXCLUSIVITÉS

AFRIQUES : COMMENT ÇA VA AVEC LA DOULEUR ?
de Raymond Depardon,
Français (2 h 45).
Saint-André-des-Arts II, 6e (01-43-26-80-25).
ANNA, ANNA
de Greti Kläy et Jürgen Brauer,
avec Lea Hürlimann, Wanda Hürlimann, Ilona Schulze.
Suisse (1 h 16).
VF : L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).
AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES
de Aki Kaurismäki,
avec Kati Outinen, Kari Vaananen, Elina Salo, Sakari Kuosmanen, Markku Peltola, Matti Onnismaa.
Finlandais (1 h 36).
VO : Lucernaire, 6e (01-45-44-57-34) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18) ; Denfert, dolby, 14e (01-43-21-41-01 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (01-45-32-91-68).
LES AVEUX DE L'INNOCENT
de Jean-Pierre Améris,
avec Bruno Putzulu, Elisabeth Depardieu, Jean-François Stevenin, Michèle Laroque, Julia Maraval.
Français (1 h 30).
Epée de Bois, 5e (01-43-37-57-47) ; Le République, 11e (01-48-05-51-33).
BERNIE (*)
d'Albert Dupontel,
avec Claude Perron, Albert Dupontel, Roland Blanche, Hélène Vincent, Roland Bertin, Paul Le Person.
Français (1 h 27).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Rotonde, dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; UGC Opéra, 9e ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e ; Mistral, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10).
LE BOSSU DE NOTRE-DAME
de Gary Trousdale et Kirk Wise,
dessin animé Américain (1 h 30).
VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex (le Grand Rex), dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, 6e ; UGC Montparnasse, 6e ; Gaumont Marignan, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).
LES BOULUGRES
de Jean Hurtado,
dessin animé Français (1 h 10).
Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34).
BREAKING THE WAVES (*)
de Lars von Trier,
avec Emily Watson, Stellan Skarsgard, Katrin Cartlidge, Jean-Marc Barr, Adrian Rawlins, Jonathan Hackett.
Danois (2 h 38).
VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1er ; Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65) ; UGC Triomphe, 8e ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).
CAPITAINE CONAN
de Bertrand Tavernier,
avec Philippe Torreton, Samuel Le Bihan, Bernard Le Coq, Catherine Rich, François Berléand, Claude Rich.
Français (2 h 10).
Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (01-45-32-91-68) ; Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20).
CARLA'S SONG
de Ken Loach,
avec Robert Carlyle, Oyanka Cabezas, Scott Glenn, Subash Sing Pall, Stewart Preston, Gary Lewis.
Britannique (2 h 06).
VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1er ; Images d'ailleurs, 5e (01-45-87-18-09) ; Lucernaire, 6e (01-45-44-57-34) ; L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).
LES CENDRES DU TEMPS
de Wong Kar-wai,
avec Leslie Cheung, Tony Leung Kar-Fai, Brigitte Lin Ching-Hsia, Charlie Young, Tony Leung Chiu-Wai, Maggie Cheung.
Hong Kong (1 h 31).
VO : Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77 ; réservation : 01-40-30-20-10).
CHRONIQUE COLONIALE
de Vincent Monnikendam,
Hollandais, noir et blanc (1 h 29).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).
COUP DE LUNE
de Alberto Simone,
avec Tcheky Karyo, Nino Manfredi, Isabelle Pasco.
Italien (1 h 22).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).
CRASH (**)
de David Cronenberg,
avec James Spader, Holly Hunter, Elias Koteas, Deborah Unger, Rosanna Arquette.
Canadien (1 h 40).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (01-42-77-14-55) ; Studio Galande, 5e (01-43-26-94-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Cinoches, 6e (01-46-33-10-82) ; Denfert, dolby, 14e (01-43-21-41-01 ; réservation : 01-40-30-20-10).
DANS LA MÊLÉE
de Gianni Zanasi,
avec Lorenzo Viaconzi, Andrea Proietti, Emiliano Cipolletti, Marco Adamo, Valentina Sora.
Italien (1 h 28).
VO : Latina, 4e (01-42-78-47-86).
DE ESO NO SE HABLA
de Maria Luisa Bemberg,
avec Marcello Mastroianni, Luisana Brando, Alejandra Podesta, Betina Blum.
Italo-argentin (1 h 42).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Latina, 4e (01-42-78-47-86) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (01-46-33-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00).
DESTINÉE
de Shaji N. Karun,
avec Aswani, Sarath, Praseetha, Hari Das.
Indien, couleur et noir et blanc (2 h 14).
VO : Racine Odéon, 6e (01-43-26-19-68 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60).
DET, UNE PETITE FILLE
de Abolfazl Jalili,
avec Hossein Saki, Zinab Barbondi, Mahmoud Zadsar.
Iranien (1 h 26).
VO : 14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00).
ENTRE CHIENS ET CHATS
de Michael Lehmann,
avec Uma Thurman, Janeane Carofalo, Ben Chaplin, James Fox.
Américain (1 h 42).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10).
LE FANTÔME DU BENGALE
de Simon Wincer,
avec Billy Zane, Kristy Swanson, Treat Williams, Catherine Zeta Jones, James Remar.
Américain (1 h 40).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; George-V, 8e.
VF : Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10).
FOR EVER MOZART
de Jean-Luc Godard,
avec Madeleine Assas, Bérangère Allaux, Ghalya Lacroix, Vicky Messica, Frédéric Pierrot, Harry Cleven.
Franco-suisse-allemand (1 h 20).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (01-42-22-87-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Studio 28, 18e (01-46-06-36-07 ; réservation : 01-40-30-20-10).
GABBEH
de Mohsen Makhmalbaf,
avec Shaghayegh Djodat, Hossein Moharamai, Roghieh Moharami, Abbas Sayahi.
Iranien (1 h 15).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (01-42-77-14-55).
GO NOW
de Michael Winterbottom,
avec Robert Carlyle, Juliet Aubrey, James Nesbitt, Sophie Okonedo, Berwick Kaler, Darren Tighe.
Britannique (1 h 26).
VO : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (01-43-54-15-04).
IRMA VEP
d'Olivier Assayas,
avec Maggie Cheung, Jean-Pierre Léaud, Nathalie Richard, Antoine Basler, Nathalie Boutefeu, Bulle Ogier.
Français (1 h 38).
Epée de Bois, 5e (01-43-37-57-47) ; Denfert, 14e (01-43-21-41-01 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Studio 28, 18e (01-46-06-36-07 ; réservation : 01-40-30-20-10).
LE JARDIN
de Martin Sulik,
avec Roman Luknar, Zuzana Sulajova, Marian Labuda, Jana Svandova.
Franco-slovaque (1 h 40).
VO : L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).
JE N'EN FERAI PAS UN DRAME
de Dodine Herry,
avec Philippine Leroy Beaulieu, Julian Benedikt, Wolfgang Wimmer, Bernard Schmidt, Patricia Herry.
Français, noir et blanc (57).
Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34).
JUDE
de Michael Winterbottom,
avec Christopher Eccleston, Kate Winslet, Liam Cunningham, Rachel Griffiths, June Whitfield, Ross Colvin Turnbull.
Britannique (2 h 03).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e ; La Bastille, 11e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20).
LOS ANGELES 2013 (*)
de John Carpenter,
avec Kurt Russell, Steve Buscemi, Stacy Keach, Peter Fonda, George Corraface, Cliff Robertson.
Américain (1 h 41).
VO : Grand Pavois, dolby, 15e (01-45-54-46-85 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Studio 28, 18e (01-46-06-36-07 ; réservation : 01-40-30-20-10).
LOVE ETC.
de Marion Vernoux,
avec Charlotte Gainsbourg, Yvan Attal, Charles Berling, Susan Moncur, Thibault de Montalembert, Daniel Duval.
Français (1 h 45).
14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Miramar, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).
MÉFIE-TOI DE L'EAU QUI DORT
de Jacques Deschamps,
avec Robin Renucci, Maruschka Detmers, Jean Benguigui.
Français (1 h 50).
14-Juillet Beaubourg, 3e (01-42-77-14-55).
LA MÉMOIRE EST-ELLE SOLUBLE DANS L'EAU ?
de Charles Najman,
avec Solange Najman, Jean-Chrétien Sibertin Blanc, Henia Goldzajder, Salka Rosenberg, Hélène Alembik, Simon Fenigjstein.
Français (1 h 35).
Epée de Bois, 5e (01-43-37-57-47).
MICROCOSMOS, LE PEUPLE DE L'HERBE
de Claude Nuridsany et Marie Perennou,
Français (1 h 15).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Bretagne, dolby, 6e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; L'Arlequin, dolby, 6e (01-45-44-28-80 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Triomphe, dolby, 8e ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (01-48-24-88-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).
MISSION IMPOSSIBLE
de Brian De Palma,
avec Tom Cruise, Jon Voight, Henry Czerny, Emmanuelle Béart, Jean Reno, Ving Rhames.
Américain (1 h 50).
VO : UGC Forum Orient Express, 1er ; George-V, 8e.
NOS FUNÉRAILLES (*)
d'Abel Ferrara,
avec Christopher Walken, Chris Penn, Isabella Rossellini, Benicio Del Toro, Vincent Gallo, Paul Hipp.
Américain (1 h 39).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Danton, 6e ; UGC Rotonde, 6e ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (01-47-20-76-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10).
PO DI SANGUI
de Flora Gomes,
avec Ramiro Naka, Edna Evora, Adama Kouyate, Bia Gomes, Dadu Cissé, Dulcenia Bidjanque.
Franco-guinéen-portugais-tunisien (1 h 30).
VO : Images d'ailleurs, 5e (01-45-87-18-09).
PORTRAIT DE FEMME
de Jane Campion,
avec Nicole Kidman, John Malkovich, Barbara Hershey, Mary-Louise Parker, Martin Donovan, Shelley Duvall.
Britannique (2 h 23).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Danton, dolby, 6e ; UGC Rotonde, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (01-47-07-28-04 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).
LA PROMESSE
de Jean-Pierre et Luc Dardenne,
avec Olivier Gourmet, Jérémie Renier, Assita Ouedraogo, Rasmane Ouedraogo.
Belge (1 h 33).
Rex, 2e (01-39-17-10-00) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (01-42-77-14-55) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).
QUAND LES ÉTOILES RENCONTRENT LA MER
de Raymond Rajaonarivelo,
avec Jean Rabenjamina, Rondro Rasoanaivo, Joseph Ranizafilahy.
Franco-malgache (1 h 27).
Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).
LA RENCONTRE
d'Alain Cavalier,
Français (1 h 15).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).
LA ROBE
de Alex Van Warmerdam,
avec Henri Garcin, Ingeborg Elzevier, Olga Zuiderhoek.
Hollandais (1 h 43).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (01-46-33-79-38) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20).
LE ROMAN D'UN JEUNE HOMME PAUVRE
d'Ettore Scola,
avec Alberto Sordi, Rolando Ravello, André Dussollier, Isabella Ferrari, Renato De Carmine, Gianfelice Imparato.
Franco-italien (1 h 45).
VO : Lucernaire, 6e (01-45-44-57-34).
ROME DÉSOLÉE
de Vincent Dieutre,
Français (1 h 10).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).
RONDE DE FLICS A PÉKIN
de Ning Ying,
avec Li Zhanho, Wang Liangui, Zhao Zhiming, Liu Yingshu.
Chinois (1 h 42).
VO : Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34).
SALUT COUSIN !
de Merzak Allouache,
avec Gad Elmaleh, Mess Hattou, Magaly Berdy, Ann Gisel Glass, Jean Benguigui, Xavier Maly.
Franco-algérien-belge-luxembourgeois (1 h 43).
Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49) ; Images d'ailleurs, 5e (01-45-87-18-09) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Montparnos, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).
LA SECONDE FOIS
de Mimmo Calopresti,
avec Nanni Moretti, Valeria Bruni Tedeschi, Valeria Milillo, Roberto De Francesco, Marina Confalone, Simona Caramelli.
Italien (1 h 20).
VO : Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34).
LA SEPTIÈME DEMEURE
de Marta Metzaros,
avec Maia Morgenstern, Elide Melli, Adriana Asti, Jan Nowicki, Giovanni Capalbo.
Franco-italo-hongro-polonais (1 h 50).
VO : Action Christine, dolby, 6e (01-43-29-11-30).
LA SERVANTE AIMANTE
de Jean Douchet,
avec Catherine Hiegel, Jean-Yves Dubois, Alain Pralon, Claire Vernet, Nicolas Silberg.
Français (2 h 46).
Grand Action, 5e (01-43-29-44-40).
SURVIVING PICASSO
de James Ivory,
avec Anthony Hopkins, Natascha McElhone, Julianne Moore, Joss Ackland.
Américain (2 h 05).
VO : 14-Juillet Hautefeuille, 6e (01-46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (01-47-20-76-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (01-45-32-91-68).
TESIS (**)
d'Alejandro Amenabar,
avec Ana Torent, Fele Martinez, Eduardo Noriega, Javier Elorriaga, Miguel Picazo.
Espagnol (2 h 10).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (01-42-77-14-55).
THE CELLULOÏD CLOSET
de Rob Epstein et Jeffrey Friedman,
avec Tony Curtis, Shirley MacLaine, Whoopi Goldberg, Tom Hanks, Susan Sarandon.
Américain (1 h 41).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (01-42-77-14-55) ; L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).
THE INCREDIBLY TRUE AVENTURES OF TWO GIRLS IN LOVE
de Maria Maggenti,
avec Lauren Holloman, Maggie Moore, Kate Stafford, Sabrina Artel.
Américain (1 h 35).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Action Christine, dolby, 6e (01-43-29-11-30).
UN AIR DE FAMILLE
de Cédric Klapisch,
avec Jean-Pierre Bacri, Jean-Pierre Darroussin, Catherine Frot, Agnès Jaoui, Claire Maurier, W. Yordanoff.
Français (1 h 50).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, 2e (01-39-17-10-00) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Montparnasse, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Triomphe, dolby, 8e ; Gaumont Opera Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10).
UN ÉTÉ A LA GOULETTE
de Férid Boughedir,
avec Claudia Cardinale, Michel Boujenah, Gamil Ratib, Mustapha Adouani.
Franco-tunisien.
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (01-46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (01-43-59-36-14) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; UGC Opéra, dolby, 9e ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; Escurial, 13e (01-47-07-28-04 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Mistral, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).
LE VIOLON DE ROTHSCHILD
d'Edgardo Cozarinsky,
avec Sergueï Makovetsky, Dainius Kazlauskas, Tõnu Kark, Tarmo Männard, Tamara Solodnikova, Kaljo Kiisk.
Franco-suisse-finlandais-hongrois (1 h 41).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (01-42-77-14-55) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20).
WALK THE WALK
de Robert Kramer,
avec Jacques Martial, Laure Duthilleul, Betsabée Haas, Eliane Boisgard, Jacqueline Bronner, Aline Pailler.
Français (1 h 12).
Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).
Y AURA-T-IL DE LA NEIGE A NOËL ?
de Sandrine Veysset,
avec Dominique Reymond, Daniel Duval, Jessica Martinez, Alexandre Roger, Xavier Colonna, Fanny Rochetin.
Français (1 h 30).
14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (01-42-77-14-55) ; Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (01-43-59-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

MERCREDI 1er JANVIER

TF 1

20.45

DRÔLE DE JEU

Divertissement proposé par Lagaf' (105 min). 112979

Quatre équipes, chacune composées de deux vedettes, Fabrice et Denise Fabre, Carlos et Chantal Ladescou, Les Vamps, Les Chevaliers du fiel, se mesurent sur leurs connaissances humoristiques.

22.55

JOHNNY HALLYDAY BERCY 95 – LORADA TOUR

Concert (100 min). 100823

Hallyday interprète ses plus grands succès.

0.30 Ma sœur est un chic type. Pièce de Pierre Palmade, mise en scène de Roger Louret, avec Dominique Lavanant, Pierre Palmade (110 min). 8805197

2.20 et 3.50 TF 1 nuit. 2.30 Ballet. [1] Balanchine : Celebration Russian and European Inspiration. 4.00 Histoire des inventions. Documentaire. [2/6] Inventer le monde (rediff.). 4.50 et 5.15 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 5.05 Musique. (15 min).

France 2

20.55

LA COMTESSE DE BROOKLYN

Téléfilm de Ron Lagomarsino, avec Tea Leoni, D.W. Moffat (95 min). 2974791

Le temps d'une soirée, l'employée d'une épicerie de luxe se fait passer pour une comtesse italienne.

22.30

ÇA SE DISCUTE

Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. Ça, c'est Paris ! (120 min). 64062

0.30 Journal, Bourse, Météo.

0.45 ▶ Mortadela. Comédie musicale. La Revue argentine, mise en scène d'Alfredo Arias, dir. Freddy Vaccarezza.

2.10 Orthodoxie. Magazine (rediff.). 2.40 Chrétiens orientaux. Documentaire (rediff.). 3.10 Aux marches du palais. Documentaire. Dominici. 3.25 *24 heures d'info*. 3.35 *Météo*. 3.40 *Opéra sauvage*. Documentaire. [2/2] Zimbabwe. 4.30 Outremers. Documentaire. Reprise France 3 (rediff., 60 min).

France 3

20.50

▶ LA MARCHE DU SIÈCLE

Magazine présenté par Jean-Marie Cavada. Les pharaons. Invités : Christiane Desroches-Noblecourt, Jean Lacouture, Pascal Vernus, Jean-Pierre Corteggiani, Jim Ritter, Christiane Ziegler (110 min). 155913

22.40 Journal, Météo.

23.00

LE CANARD À L'ORANGE

Pièce de William D. Home, mise en scène de Pierre Mondy et Alain Lionel, avec Michel Roux, Nadine Alari (145 min). 8884791

Depuis quinze ans, Liz et Hugh vivent une existence sans ombrage ni nuage, mais le temps engendre une certaine monotonie dans leur relation. Ils sont confrontés à l'envie, classique, de changer d'air...

1.25 Tex Avery (50 min). 4297385

Arte

20.45

LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : LE MONDE SPLENDIDE DE L'HÔTEL ADLON

Documentaire de Percy Adlon (1996, 60 min). 6618807

Le réalisateur de Bagdad Café *reconstitue l'histoire prestigieuse de l'hôtel ouvert par sa famille maternelle à Berlin, au début du siècle, et détruit en 1945. Chronique familiale.*

21.45

MUSICA : LE LAC DES CYGNES

Ballet en quatre actes. Musique de P.I. Tchaïkovski, chorégraphie de Natalia Makarova, avec Evelyn Hart, Peter Schauffuss (115 min). 4767772

Un grand ballet romantique. Prix « Cable Ace » 1990 pour la meilleure réalisation d'un spectacle.

23.40 ▶ Profil : C'est Lolita qui est célèbre, pas moi. Vladimir Nabokov. Documentaire d'Andreas C. Schmidt (1996, 60 min). 8356371

0.40 Certains l'aiment chaud (Some Like It Hot) ■ ■ ■ Film de Billy Wilder, avec Marilyn Monroe, Jack Lemmon, Tony Curtis (1959, N., v.o., rediff., 120 min). 1902227

M 6

20.45

CŒUR CARAÏBES

Téléfilm de Paolo Barzman, avec Vanessa Demouy, Cachou. [3/4] Île et elle. [4/4] Compte à rebours (185 min). 27436828

Enlevée par Owsborn, Linda a été contrainte de signer l'acte de vente de Madinina. Mais elle résiste encore à l'ambition des promoteurs, au péril de sa vie. Si vous aimez Vanessa Demouy en maillot de bain...

23.50 Zone interdite. Magazine (rediff.).

1.45 *Best of pop-rock*. 3.45 *La Falaise du diable*. Documentaire. 4.25 E = M 6. Magazine (rediff.). 5.00 Fréquenstar. Patricia Kaas (60 min).

Canal +

21.00

L'EXPERT ■

Film de Luis Llosa, avec Sylvester Stallone, Sharon Stone (1994, 105 min). 9893150

A Miami, un tueur à gages est engagé par une femme pour abattre les trois hommes qui, autrefois, ont tué ses parents.

22.45 Flash d'information.

22.55

LES QUATRE FILLES DU DOCTEUR MARCH ■

Film de Gillian Armstrong, avec Winona Ryder, Susan Sarandon (1994, v.o., 114 min). 575913

Quatre filles dans une petite ville du Massachusetts pendant la guerre de Sécession. D'après le roman de Louisa May Alcott.

0.50 Miracle sur la 34e Rue. Film de Les Mayfield (1994, v.o., 110 min). 83308901 *Nouvelle version à l'humour laborieux d'un film de George Seaton, en 1947.*

Radio

France-Culture

20.00 Musique : Une soirée *chez Georges Brassens*. Les copains d'abord.

20.00 Le Rythme et la Raison. Michel Butor [3/4].

22.40 Les Nuits magnétiques. A ciel ouvert.

0.05 Du jour au lendemain. Land art travelling, de Gilles Tiberghien. 0.48 Musique : les cinglés du music-hall. Journée du dimanche 8 avril 1945. Victoria Marino (C'est ma prairie) ; Renée Lebas (Insensiblement). 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.) Nouvelles d'Autriche ; 1.47 Intermezzo. Sérénade interrompue ; 1.56 Nuits magnétiques. Les artisans de Babel ou toutes les langues sont étrangères ; 4.34 La matinée des autres. Le Ventoux, une montagne singulière ; 5.57 Lieux de mémoire. *Entre courtoisie et séduction : les avatars incertains de la galanterie française.*

France-Musique

20.00 Concert. En direct de la grande salle du Konzerthaus de Vienne. Symphonie nº 9 en ré mineur op. 125, de Beethoven, par le Singakademi Wien, Concentus Vocalis et l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Roger Norrington. Luba Orgonasova (soprano), Jard van Nes (contralto), Justin Lavender (ténor), Sami Luttinen (basse).

22.10 Swingue ! De l'influence du jazz sur la chanson française. 0.00 Colorations tropicales. Enregistré le 23 juillet 1996 au festival d'Antibes-Juan-les-Pins. Œuvres de Bonfa, Manglone, Garland, Anderson, Offenbach, chants traditionnels, par le Renegades Steel Band Orchestra, et œuvres de Porter et Lirvat, par l'orchestre Louissiana de l'organiste Eddie Louiss. 1.00 Les Nuits de *France-Musique*.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Falstaff, comédie lyrique en 3 actes, de Verdi. José Van Dam : (Falstaff) ; Luciana Serra : *(Alice Ford) ; Susan Graham :* (Meg Page) ; Marjana Lipovsek : (Mistress Quickly). Avec le Chœur de la Radio de Berlin et l'Orchestre *philharmonique de Berlin, dir.* Georg Solti.

22.45 Les Soirées... (Suite). José Van Dam. Œuvres de Duparc, Saint-Saëns, Ibert, Mozart. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Faut pas rêver.
21.00 Strip-tease. (RTBF du 20/11/96).
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal. (France 2).
22.35 Ça se discute. Spécial cabaret.
23.35 Comment ça va ? Un enfant nommé désir.
0.00 Perfecto.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Manu Dibango : silences.
21.35 La Vie secrète des machines. [1/18] L'aspirateur.
22.05 B2 : le vol de l'aile [2/2].
22.50 Au cœur de la Provence.
23.40 C'était hier. [12/13] L'Europe des miracles.

Paris Première

21.00 *Lily et Lily*. Théâtre. Pièce de Barillet et Grédy. Mise en scène de Pierre Mondy. Enregistrée en 1987 *(135 min)*. 90074555
23.15 Oh les Girls ! Documentaire (55 min).

France Supervision

20.30 Performances d'acteurs.
21.40 Simple Minds. Concert (95 min). 38817371
23.15 Cyclisme. Tour de France féminin.
0.45 Corot, la nature dans l'atelier. Documentaire.

Ciné Cinéfil

20.30 *Oh ! Mr Porter* ■ Film de Marcel Varnel (1937, N., v.o., 85 min). 18434401
21.55 La Maison de la 92e Rue ■ ■ Film de Henry Hathaway (1945, N., v.o., 85 min). 98030159
23.20 Pontcarral, colonel d'Empire ■ ■ Film de Jean Delannoy (1942, N., 125 min). 66259284

Ciné Cinémas

20.30 Monsieur Destinée. Film de James Orr (1990, 105 min). 1037082
22.15 Violence *et Passion* ■ ■ ■ Film de Luchino Visconti (1974, v.o., 120 min). 66451468

Série Club

20.45 Le Club.
20.50 Flash. Magie noire.
21.40 et 1.35 L'Age en fleur. L'infraction.
22.30 Chasse au crime. La malle sanglante.
23.00 Les Champions. Voleurs de cadavres.
23.50 Au-delà du réel, l'aventure continue. *Anniversaire de mariage.*
0.45 Le Retour du Saint. Vengeance (50 min).

Canal Jimmy

21.00 Star Trek : The Next Generation. Le dernier avant-poste.
21.50 Quatre en un.
22.40 Chronique de mon canapé.
22.45 Seinfeld. En voiture.
23.10 Friends. *Celui qui a fait on ne sait quoi avec Rachel.*
23.35 Fawlty Towers. Waldorf Salad.

Eurosport

20.30 Ski alpin. En direct. Slalom *de nuit à Sestrières (Italie)* (60 min). 688536
21.30 Snooker. Masters mondial de trickshot à Blackpool (Grande-Bretagne).
22.30 Boxe. Combats poids lourds en 10 reprises (60 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

21.25 Comme un oiseau sur la branche. Film de John Badham (1990, 115 min), avec Mel Gibson. *Comédie policière.*

RTL 9

22.25 Le Trou noir. Film de Gary Nelson (1979, 90 min), avec Maximilian Schell. *Science-fiction.*
0.05 Le Monocle noir. Film de Georges Lautner (1963, 90 min), avec Paul Meurisse. *Comédie policière.*

TMC

22.35 Folies-Bergère. Film d'Henri Decoin (1956, 95 min), avec Eddie Constantine. *Comédie musicale.*

TSR

20.05 Sister Act, acte 2. Film de Bill Duke (1993, 110 min), avec Whoopi Goldberg. *Comédie.*

JEUDI 2 JANVIER

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Femmes. *Magazine.*
13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton.
14.30 et 15.25 Côte Ouest. Série. *Malentendus.* Les épines de la rose.
16.10 Des copains en or. Jeu.
16.55 Vidéo gag.
***17.00** La Mini Fureur. Jeu.*
17.35 Madonna, une star en herbe. Téléfilm de Bradford May, avec Terumi Matthews (90 min). 6170550
19.05 Flipper, le dauphin. Série. Keith mène l'enquête.
19.55 et 20.40 Météo.
20.00 Journal. Tiercé.

20.45

LES CORDIER, JUGE ET FLIC

Série. Une associée en trop (95 min). 194314

Un pêcheur remonte le cadavre d'une femme. Les Cordier découvrent qu'elle était l'associée d'un agent immobilier connu des services de police...

22.20

ABUS DE CONFIANCE

Téléfilm (◦) de Bernard Villiot. (90 min). 6338192

Des inspecteurs des douanes enquêtent sur un trafic d'explosifs.

23.50 Alezane. Documentaire (50 min). 479482
0.40 et 2.40, 3.40, 4.40 TF 1 nuit.
0.55 Hockey sur glace. Tournoi du mont Blanc : France - Russie.

1.30 Ballet. [2/2] Balanchine : The American Inspiration. *2.50 et 5.05* Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 3.50 Histoire des inventions. Documentaire. [3/6] (rediff.). 4.50 Musique. Concert (15 min).

France 2

12.20 Pyramide. Jeu.
12.50 et 13.30 Météo.
12.55 Rapport du Loto.
13.00 Journal.
13.50 Derrick. Série.
14.50 Le Renard. Série.
15.50 Tiercé. En direct de Vincennes.
16.05 La Chance aux chansons. La chance aux musiciens.
***17.15** Des chiffres* et des lettres. Jeu.
17.45 Le Ballon d'or ■ Film de Cheik Doukouré, avec Aboubacar Sidiki Soumah (1993, 95 min). 3040444
19.20 Bonne Nuit les petits. Un nounours très propre.
19.25 et 1.15 Studio Gabriel.
20.00 Journal, A cheval, Météo, Point route.

20.55

▶ SAMSON ET DALILA

Téléfilm de Nicolas Roeg, avec Eric Thal, Elizabeth Hurley [1 et 2/2] (185 min). 29828717

En l'An 1200 avant Jésus-Christ en Palestine. Un nouvel épisode de « La Bible ». Très grosse coproduction internationale.

0.00 Journal, Bourse, Météo.

0.15 Chimère. Spectacle, avec Manuel Bigarnet, Claire Leroy et les musiciens du Radjastan, mise en scène de Bartabas, dir. Jean-Pierre Drouet (60 min). 3155357 *Le dernier spectacle du théâtre équestre Zingaro, dirigé par le maître Bartabas. A la fois cirque, opéra et dialogue entre hommes et chevaux.*

1.45 Frontières brasiers. Documentaire. Turquie, Iran, Irak. 2.50 Un rêve d'enfant. Documentaire. 3.20 Tonnerre de Zeus. Documentaire. 3.45 24 heures d'info. 3.55 Météo. 4.00 Les Z'amours. Jeu (rediff.). 4.30 La Compète. Trou. 4.55 Chip et Charly. L'artichaut d'or (30 min).

France 3

12.10 Le 12-13 de l'information.
13.30 Keno. Jeu.
13.35 Les Quatre Filles du docteur March. Téléfilm de David Lowell Rich, avec Susan Dey [1/2] (95 min). 7656550
15.10 Lucky Luke.
16.10 Secrets de famille.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. *Tambour Babel*, d'Ernest Pépin.
18.55 Le 19-20 de l'information. *19.10 Journal régional.*
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

L'IMPOSSIBLE MONSIEUR PAPA

Téléfilm de Denys Granier-Deferre, avec Francis Huster (95 min). 245173

Sortant de l'ANPE, un homme est abordé par une femme...

22.25 Journal, Météo.
22.50 Y'a pire ailleurs.

23.45

PARIS PLUMES

Divertissement. Le Bal du Moulin-Rouge (60 min). 3163376

Pour fêter les quatre-vingt-dix ans du célèbre bal, une pléiade de vedettes (Ginger Rogers, Jerry Lewis, Peter Ustinov, Charles Aznavour) participe à un gala au profit de l'UNICEF.

0.45 Tex Avery. Dessins animés (45 min). 6376777

La Cinquième

12.00 Voyages aux pays des dieux. Documentaire. Le Pérou. **12.30** Signes de vies. **12.55** Attention santé. Les accidents liés au verglas. **13.30** Les Palaces. Manila Hôtel à Manille. **14.00** Les Grandes Civilisations oubliées. Israël : les croisés à St-Jean d'Acre. **15.00** La Bibliothèque d'or de la TV. Le Secret des Flamands [3/4]. **16.00** Jeunesse. La Bible. David et Saul ; 16.30 Cellulo ; 17.25 Alf. **18.00** Le Monde des animaux. La faune de Patagonie.

Arte

19.00 Don Quichotte. Dessin animé. [19/39] Un repos bien mérité.
19.30 7 1/2. Magazine.
20.00 L'Origine du monde. Documentaire de Jean-Paul Fargier (1996, 30 min). 1208 *L'histoire du tableau de Gustave Courbet.*
20.30 8 1/2 Journal.

20.40

▶ SOIRÉE THÉMATIQUE : CHOCOLAT

Proposée par Vivien Max.

20.45 Choc-o-rama. Documentaire de Daniel Elias et David Houts (1996, 70 min). 282043 *Le pays le plus chocomaniaque du globe : les Etats-Unis.*
21.55 Doux rêves. Montage de Harald Pulch (1996, 15 min). *Les évolutions de la réclame pour la plus voluptueuse des friandises.*
22.15 Chocolat, mon amour. Documentaire de Christophe Fraipont (1996, 60 min). 1644821 *Les plus grands professionnels de la poudre noire, à Bruxelles et à Paris.*
23.15 Doux baisers. Montage (1996, 5 min).
23.20 Les Planteurs de cacao. Documentaire de Sergio Goldenberg (1996, 45 min). 825734
0.05 Des domestiques et des princes. Montage Harald Pulch (1996, 15 min).
0.20 Euro-choc. Documentaire de Harald Pulch (1996, 20 min). 494864
0.45 Grand format : Gigi, Monica... et Bianca. Documentaire (rediff., 85 min). 3834395
2.10 John Cleese. Série. [3/3] (rediff., 25 min).

M 6

12.25 La Petite maison dans la prairie. Série.
13.25 Hulk : le retour. Téléfilm de Nicholas Corea, avec Bill Bixby (95 min). 5346821
15.00 Un amour de chien. Téléfilm de Peter H. Hunt, avec Dee Wallace (95 min). 3532424
16.35 L'Etalon noir. Série.
17.00 Agence Acapulco. Série.
17.50 et 2.30 Faites comme chez vous.
18.15 Samson contre Hercule. Film de Gianfranco Parolini, avec Brad Harris (1962, 99 min). 7350640
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Papa bricole ! Série.
20.35 Passé simple junior.

20.45

TARZAN AUX INDES

Film de John Guillermin, avec Jack Mahoney, Simi (1962, 95 min). 459753

Il n'y a rien à dire de ce mauvais film d'aventures au scénario infantile et dont le héros, ancien cascadeur, est insignifiant.

22.20

TERREUR DANS L'ESPACE

Téléfilm (◦) de Ron Silver, avec Robert Loggia, Jessica Tuck (90 min). 8338050

Seules survivantes de l'explosion qui a détruit leur vaisseau spatial, huit personnes dérivent dans l'espace à bord d'une capsule de survie. L'auteur de l'attentat fait partie du voyage...

23.50 Space 2063. Série (◦). Reste chez les morts.
0.40 Best of trash.

3.10 E = M 6. Magazine (rediff.). 3.35 Fréquenstar. Jean-Louis Aubert (rediff.). 4.30 Culture pub. Les sept péchés capitaux (rediff., 30 min).

Canal +

▶ *En clair jusqu'à 13.35*
12.24 Phenomena 3. Court métrage.
12.30 La Grande famille.
13.35 Tel est pris qui croyait prendre. Film de Ted Demme (1994, 95 min). 7654192
15.10 Football américain. Championnat de la NFL : Buffalo Bills-Jacksonville Jaguars, Pittsburgh Steelers-Indianapolis Colts.
16.00 Un homme presque parfait ■ Film de Robert Benton (1994, 110 min). 2912847
17.50 Il était une fois... les explorateurs.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

EN AVOIR (OU PAS) ■

Film de Lætitia Masson, avec Sandrine Kiberlain (1995, 85 min). 131685

Chronique sociale sur le prolétariat d'aujourd'hui, dont l'authenticité et le réalisme ont été remarqués.

22.00 Flash d'information.

22.05

ACE VENTURA, DÉTECTIVE POUR CHIENS ET CHATS

Film de Tom Shadyac, avec Jim Carrey (1994, v.o., 85 min). 8260444

23.30 Rendez-vous avec le destin. Film de Glenn Gordon Caron (1994, v.o., 104 min). 7756208
1.15 Damien, la malédiction 2 ■ Film de Don Taylor (1978, 103 min). 5774112

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Michel Butor [4/5].
20.30 Lieux de mémoire. Chanel nº 5.
21.32 Fiction : Noir, violet et jaune. D'Olivier Roynard, avec Michel Quidu, Pascal Thoreau, Nadine Berland.
22.40 Nuits magnétiques. Passés immédiats.

0.05 Du jour au lendemain. Paul *Chemetov (20 000 mots pour la ville)*. 0.48 Musique : Les cinglés du music-hall. Guy Berry. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.). Saint-Louis et les poètes de son temps ; 1.58 Nuits magnétiques : Les artisans de Babel ou toutes les langues sont étrangères ; 3.35 Les Chemins de la connaissance. Gerbert d'Aurillac, pape de l'an mille. A l'occasion du colloque Gerbert à Aurillac.

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 17 novembre au Pavillon Dorothy Chandler à Los Angeles, par le Chœur d'Hommes national d'Estonie et l'Orchestre philharmonique de Los *Angeles, dir. Esa-Pekka* Salonen. Œuvres de Sibelius, Kullervo, Monica Groop, mezzo-soprano, Raimo Laukka, baryton.
22.30 *Musique pluriel.* Ivresses, songes, sourdes nuits pour violon seul, de Jean Lesage, par Julie-Anne Derome, violon, et Ogive pour *flûte et piano, d'Allain* Gaussin, par Chiharu Tachibana, flûte, et Takehido Yamada, piano.
23.07 Histoire de disques. *Œuvres de Bach, Sibelius,* Nielsen, Beethoven, Dvorak, Verdi...

0.00 Tapage nocturne. Concert enregistré le 4 décembre 1996 à *Echirolles, dans le cadre du festival* des 38e rugissants. Quatuor Balanescu. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 11 octobre 1996 au théâtre du Jeu de Paume d'Aix-en-Provence dans le cadre du Festival Zino Francescatti. Avec l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. James Depreist. En solistes, le pianiste Jean-Yves Thibaudet et le violoniste Dmitri Makhtin. Concerto nº 2 pour violon op. 64, de Mendelssohn ; Concerto nº 2 pour piano op. 19, de Beethoven ; Symphonie nº 1, de Beethoven.

22.30 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Magnard, Vierne, Franck. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 L'Honneur d'un capitaine ■ ■ Film de Pierre Schoendoerffer (1982, 115 min). 74388483
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 La Marche du siècle. 20 000 lieues sous les mers.
0.00 Alice.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Les Hommes-oiseaux de Colombes.
21.30 Berlin, le premier procès du terrorisme iranien.
22.15 Manu Dibango : silences.
23.20 La Vie secrète des machines. [1/18] L'aspirateur.
23.45 B2 : le vol de l'aile. [2/2].

Paris Première

20.00 et 0.15 20 h Paris Première.
21.00 La souris qui rugissait ■ Film de Jack Arnold (1959, v.o., 85 min). 10179918
22.25 World Philharmonic Orchestra. Concert. *Dirigé par Lorin Maazel.* Enregistré à Rio au Brésil en 1987 (110 min). 24208043

France Supervision

20.30 Notre-Dame de Paris. Ballet en deux actes. D'après l'œuvre de Victor Hugo. *Musique de Maurice Jarre.* Chorégraphie de Roland Petit. Orchestre de l'Opéra de Paris (100 min). 51747482
22.10 Les Esclaves de Michel Ange.
22.35 Liz McComb.
23.35 Empreinte du fleuve Niger.

Ciné Cinéfil

20.30 Le Père de la mariée ■ ■ Film de Vincente Minnelli (1950, N., 90 min). 2322598
22.00 Secrets ■ Film de Pierre Blanchar (1942, N., 95 min). 1010395
23.35 Le Club.
0.55 La fièvre monte à El Pao ■ Film de Luis Buñuel (1959, N., 100 min). 72722628

Ciné Cinémas

20.30 Le Clochard *de Beverly Hills* ■ Film de Paul Mazursky (1985, 100 min). 1003005
22.10 Greystoke ■ ■ *Film de Hugh Hudson (1983,* v.o., 135 min). 10414005
0.25 Masques ■ ■ Film de Claude Chabrol (1986, 95 min). 33063749

Série Club

20.20 Flipper, le dauphin. Lobster Trap.
20.45 Le Club.
20.50 Section contre-enquête. Des affaires en or.
21.40 et 1.35 L'Age en fleur. L'infraction.
22.30 Chasse au crime. Menace sur Paris.
23.00 Flash. Magie noire.
23.50 Covington Cross. *Le retour.*

Canal Jimmy

21.00 L'Etoffe des héros ■ ■ Film de Philip Kaufman [2/2] (1983, 95 min). 59058956
22.35 Stand by Me ■ ■ Film de Rob Reiner (1986, v.o., 90 min). 48089647
0.05 Souvenir. Top à Régine - 11 novembre 1972.
1.10 Destination séries.
1.40 Star Trek. Le chevalier de Dalos (50 min).

Eurosport

20.00 Aérobic - Fitness. Championnats d'Europe à Budapest (Hongrie).
21.00 Boxe. Championnat WBO poids super-plumes. Marco Antonio Barrera (Mex.) - Junior Jones (EU).
22.00 Fléchettes.
23.00 Football. Les légendes de la Coupe du monde.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

20.10 Les Visiteurs. Film de Jean-Marie Poiré (1992, 105 min), avec Christian Clavier. *Comédie.*
21.55 Volere Volare. Film de Guido Manuli, Maurizio Nichetti (1991, 100 min), avec Maurizio Nichetti. *Comédie.*

RTL 9

20.30 Condorman. Film de Charles Jarrott (1981, 95 min), avec Michael Crawford. *Aventures.*
22.05 Les Contrebandiers de Moonfleet. Film de Fritz Lang (1955, 90 min), avec Stewart Granger. *Aventures.*

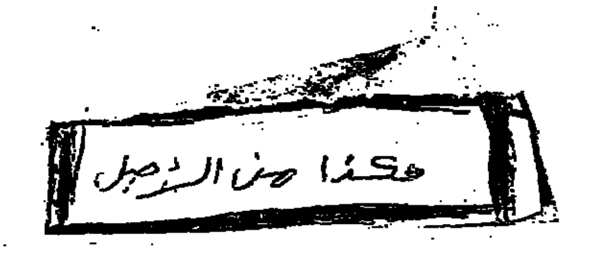
TMC

20.35 La Brune Brûlante. Film de Leo McCarey (1958, 110 min), avec Paul Newman. *Comédie.*

TSR

21.10 Belles de l'Ouest. Film de Jonathan Kaplan (1994, 100 min), avec Madeleine Stowe. *Western.*

▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-*Multimédia* ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les *malentendants.*



Sept Palestiniens ont été blessés par un soldat israélien dans la ville d'Hébron

Des difficultés persistent sur les modalités du redéploiement de Tsahal en Cisjordanie

SEPT PALESTINIENS ont été blessés, dont un gravement, par un militaire israélien, qui a ouvert le feu à l'arme automatique, mercredi 1er janvier, sur le marché d'Hébron, a-t-on appris auprès de l'hôpital de la ville. L'incident a eu lieu à l'entrée du marché aux légumes, dans le centre d'Hébron, dans la rue où se sont installés la plupart des quelque 400 colons juifs qui vivent dans cette ville parmi 120 000 Palestiniens. Les policiers israéliens ont appréhendé le militaire et l'armée a décrété le secteur *« zone militaire »* interdite d'accès.

Cet incident a accru la tension régnant à Hébron, alors qu'Israéliens et Palestiniens négocient depuis trois mois les modalités d'un redéploiement de Tsahal dans la ville, la dernière grande localité de Cisjordanie encore occupée. *« Il faut que nous fassions tout notre possible pour calmer les esprits et empêcher les fous d'agir »*, a déclaré à la radio israélienne le colonel Jibril Rajoub, chef de la sécurité palestinienne en Cisjordanie. *« Nous ne voulons pas qu'on nous empêche d'atteindre nos objectifs politiques »*, a-t-il ajouté. *« Cela prouve que notre exigence de veiller à la sécurité des Palestiniens plutôt qu'à celle des colons est justifiée »*, a affirmé de son côté le négociateur en chef palestinien, Saeb Erakat.

Quelques heures plus tôt, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, avait déclaré que le président palestinien Yasser Arafat et lui-même n'avaient pas encore fixé le moment où ils se rencontreraient pour signer un accord à ce sujet. *« Nous en sommes au dernier stade de la conclusion des négociations sur Hébron (...) Quand j'aurai la conviction que les conditions de sécurité fondamentales sont remplies, nous le signerons »*, a déclaré M. Nétanyahou à Radio Israël.

« Il y a encore du travail » pour conclure un accord, avait déclaré de son côté le coordonnateur américain du processus de paix, Dennis Ross, après un entretien de quatre heures, à Gaza, avec M. Arafat. *« J'espère qu'il y aura de bonnes nouvelles pour le Nouvel An. Nous continuons de travailler. Nous n'avons pas encore surmonté toutes les divergences, mais je pense*, a ajouté M. Ross, *qu'il y a un sincère désir de parvenir à un accord, et j'espère que nous y parviendrons »*.

DERNIERS DÉSACCORDS

D'après la télévision israélienne, la conclusion d'un accord achoppait surtout sur le calendrier des prochains redéploiements militaires israéliens en Cisjordanie. Le rôle d'une unité mixte israélo-palestinienne autorisée à circuler dans le quartier où sont installés les colons au coeur de la ville fait aussi problème. *« Israël refuse notamment que des patrouilles mixtes circulent aux abords du Caveau des Patriarches »*.

La télévision avait annoncé dans un premier temps que l'accord serait paraphé mercredi à 17 h 00 GMT par MM. Nétanyahou et Arafat. Les journaux indiquaient que la cérémonie se déroulerait à la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis, Martin Indick et la radio n'excluait pas qu'elle se tienne à Erez, à l'entrée de la bande de Gaza.

Dans un message écrit qui a été remis au premier ministre israélien par M. Ross, le président Bill Clinton a invité ce dernier à la maison Blanche au début de l'année pour faire le point sur *« la situation stratégique au vu des développements régionaux »*.

Selon le porte-parole de M. Nétanyahou, M. Clinton a félicité M. Nétanyahou pour *« son ferme engagement sur la voie de la paix »*. – *(AFP, Reuter.)*

Le froid a déjà tué 160 personnes en Europe

Les SDF sont les premières victimes des intempéries

DEPUIS le début de la vague de froid qui s'est abattue sur le continent, 160 personnes sont mortes en Europe, dont 43 durant ces jours derniers à Bucarest. Dans la capitale roumaine, où des baisses de température record ont été enregistrées, 28 des 43 victimes du froid étaient sans domicile fixe et, selon le directeur de l'Institut médico-légal roumain, le nombre des décès liés aux intempéries *« augmentera dans les jours à venir »*. Aucun abri n'est disponible pour les SDF ni à Bucarest ni dans aucune autre ville de Roumanie, et le premier ministre Victor Ciorbea a demandé à la police de se *« porter au secours »* des SDF.

En Ossétie du Nord, au sud de la Russie, quelque 150 personnes étaient toujours bloquées, pour le cinquième jour consécutif, dans un tunnel, après l'évacuation de plus d'une centaine de leurs compagnons d'infortune. En Allemagne, 8 personnes au total sont mortes de froid depuis le 24 décembre, pour la plupart des sans-logis, essentiellement dans l'est du pays. En Autriche, la vague de froid a fait 2 nouvelles victimes dans la nuit de lundi à mardi, dont un sans-abri âgé de trente-deux ans, ce qui porte à 6 le nombre de victimes des intempéries.

Le trafic fluvial sur le Danube a par ailleurs été interrompu mardi 31 décembre entre l'Allemagne et la capitale autrichienne, le fleuve étant recouvert de glace. Le trafic a également été arrêté mardi sur la partie tchèque de l'Elbe. En Belgique, de nombreuses voies d'eau, comme le canal reliant Charleroi à Bruxelles ou la Meuse, ont également gelé. En Espagne, le corps d'un mendiant apparemment mort d'hypothermie a été retrouvé, lundi 30 décembre, sur un banc public d'une grande avenue de Barcelone. Si la cause du décès est confirmée par l'autopsie, il serait la quatrième victime de la vague de froid dans le pays.

En France, quatre personnes originaires de la région parisienne ont été tuées, lundi 30 décembre, dans un accident de la route provoqué par le verglas, à La Tremblade (Charente-Maritime). Quatorze personnes ont déjà succombé aux baisses de température. Trois décès supplémentaires de SDF ont été recensés à Montpellier (Hérault), Saint-Etienne (Loire) et dans le métro parisien (station Madeleine), sans que le froid puisse être directement incriminé. Enfin, à Marseille, le Centre régional d'information routière (CRIR) a mis en garde les automobilistes contre le danger présenté par *« les chutes de neige en cours sur les régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Languedoc-Roussillon »*. Selon le CRIR, ces chutes de neige importantes devaient *« persister jusqu'à mercredi en fin de matinée »*. – *(AFP.)*

AT & T achève son recentrage sur les services téléphoniques

C'EST LA FIN du rêve du grand rapprochement de l'informatique et des télécommunications, tant vanté au début des années 80. Depuis mercredi 1er janvier 1997, le nom d'AT & T ne rime plus qu'avec services téléphoniques. La veille, le groupe américain a achevé son éclatement en trois sociétés distinctes, annoncé en septembre 1995, en se séparant définitivement de son activité informatique, NCR. IBM, de son côté, a renoncé à ses vaines tentatives de s'étendre dans les télécommunications. AT & T avait déjà coupé les ponts avec son activité de fabrication d'équipements de télécommunications. Rebaptisée Lucent Technologies, celle-ci avait vu la totalité de son capital basculer dans le public le 30 septembre dernier. Début octobre, AT & T avait aussi revendu ses parts dans la société de financement AT & T Capital.

La cession de NCR marque la fin de l'aventure désastreuse d'AT & T dans l'informatique. Le groupe n'est jamais parvenu à développer de synergies entre ce secteur et celui des télécommunications. Sa propre activité informatique a longtemps été déficitaire. Le rachat – hostile – de NCR en 1991 n'a pas été plus concluant. Sous l'aile d'AT & T, NCR (7 milliards de dollars de chiffre d'affaires, soit 36,7 milliards de francs) a accumulé 4 milliards de dollars de pertes, ne dégageant son premier bénéfice d'exploitation en cinq ans qu'au troisième trimestre 1996. Le prix auquel AT & T cède NCR résume cet échec : 3,4 milliards de dollars (après recapitalisation de 2,8 milliards), contre 7,5 milliards payés en 1991. Et encore les analystes estiment-ils que cette valeur de NCR est trop élevée !

Après cette opération, AT & T (52 milliards de dollars de chiffre d'affaires) va pouvoir se consacrer exclusivement à un marché américain du téléphone en pleine ébullition avec l'ouverture totale à la concurrence. Le défi est de taille. AT & T va devoir affronter les compagnies régionales (les Baby Bells), qui, en échange de la fin de leurs monopoles sur le téléphone local, vont pouvoir s'attaquer au téléphone longue distance. Or ce dernier, qui était déjà ouvert à la concurrence, constitue le coeur de métier d'AT & T et le groupe a déjà du mal à y endiguer le recul de sa part de marché.

Parallèlement, AT & T va devoir prouver qu'il peut marquer des points face aux Baby Bells sur leur propre terrain du téléphone local. Les milieux financiers ont déjà montré leur scepticisme, comme en témoigne le recul de la valeur de l'action AT & T depuis un an : – 6,1 %, alors que le Dow Jones a progressé de 27 % sur la même période.

Philippe Le Cœur

De l'aveu aux enjeux, le langage des vœux

DIS-MOI ce que tu écris et je te dirai qui tu es. En cette période de fêtes fleurissent des cartes de voeux de tout acabit : sobres, colorées, classiques, messianiques, professionnelles, familiales, sincèrement affectueuses, convenues ou gribouillées à la va-vite. Le langage épistolaire de la fin décembre en dit long pour les exégètes curieux.

Un groupe multinational comme Lafarge prend bien soin de souhaiter *« Bonne année »* en onze langues à ses correspondants mais revient vite à un slogan plus terre à terre : *« Les matériaux pour construire le monde. »* La Confédération des planteurs de betteraves envoie un tubercule en couleur monté sur fil de fer avec cette interjection : *« En 1997 la betterave aura toujours autant de ressort »*, tandis que les producteurs de colza et de tournesol ont fait réaliser la statuette d'un coq gaulois en aggloméré de protéines végétales. L'agriculture est d'ailleurs *« une belle entreprise pour la France »*, proclame l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture.

Sa cousine – l'Assemblée des chambres de commerce qui se veut *« la famille des entrepreneurs »* – est convaincue qu'*« ensemble, les projets vont plus vite et les idées sont plus fortes »*. Franchement optimiste, le Comité central des armateurs de France regarde le baromètre maritime et tranche : *« Avis de beau temps sur 1997. »*

IDÉES ET PROJETS

Du côté du monde politique, il y a ceux qui font référence à l'idéologie et ceux qui se veulent opérationnels. Le ministre de la justice fait appel à la méditation autour d'une phrase de Proudhon : *« La justice est humaine, toute humaine, rien qu'humaine. »* Changement de ton chez Jean-François Mancel : le secrétaire général du RPR lance une exhortation militante : *« Depuis 20 ans, nous marchons pour la France ; ensemble, continuons. »*

En charge de l'aménagement du territoire, Jean-Claude Gaudin demande qu'*« on n'oublie pas que les villes sont dans les campagnes »*. Valéry Giscard d'Estaing exprime *« au nom de l'Auvergne ses voeux les plus chaleureux »* et, au dos de la double page qui montre des gentianes, il termine bucoliquement son propos : *« Ces fleurs sont chargées de vous le dire. »* C'est *« du fond du cœur »* que le député (UDF) de l'Oise, François-Michel Gonnot, présente ses voeux, mais il n'omet pas de mentionner les horaires de ses permanences à Compiègne, Noyon ou Ressons-sur-Matz. Charles Josselin, président (PS) du conseil général des Côtes-d'Armor, ajoute pour les initiés un petit mot en breton. Jean-Louis Cottigny, conseiller général du Pas-de-Calais, secrétaire national du PS, donne à sa carte une allure de tribune : *« Depuis plus d'un siècle, des femmes et des hommes mènent le combat contre l'injustice, contre les inégalités : pour la Liberté, l'Egalité, la Fraternité, le droit au travail. Continuons ensemble ce combat pour que 1997 apporte à chacun ce que 1996 n'a pas donné. »* Il y a les voeux aveux. Il y a aussi les voeux enjeux.

François Grosrichard

Johnny Hallyday nommé chevalier de la Légion d'honneur

François Pinault et Michel Roussin promus officiers

LES PROMOTIONS et nominations du 1er janvier dans l'ordre de la Légion d'honneur sont parues au *Journal officiel* daté mercredi 1er-jeudi 2 janvier.

Est élevé à la dignité de *grand-croix* : Charles Mérieux, fondateur de l'Institut Mérieux.

Sont élevés à la dignité de grand officier : Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre ; Claude Bouchinet-Serreulles, compagnon de la Libération ; Robert Chambeiron, ancien député.

Sont promus *commandeurs* : Pierre Cardin, couturier ; Stéphane Grappelli, violoniste de jazz ; Marie-Claire Alain, organiste ; René Haby, ancien ministre de l'éducation ; Germaine Richard, ancienne présidente des Amitiés de la Résistance ; le général Philippe Rondot, conseiller à la direction de la surveillance du territoire (DST) ; Roger Courot, inspecteur général honoraire de l'administration ; Marie Croisé, déportée-résistante ; Jacques Montouchet, ancien président de la conférence des bâtonniers de France ; Marcel Bénichou, ancien président d'un office national ; Louis Moissonnier, président de section au conseil général des ponts et chaussées ; Constantin Andronikof, ancien ambassadeur ; Marcel Laugel, ancien ambassadeur ; Jean Reusse, ancien président de l'Académie nationale de pharmacie ; Francis Kirsch, ancien médecin ; Jacques Chartron, ancien préfet, ancien député.

Parmi les personnalités promues *officiers* figurent notamment Michel Serrault, comédien ; Henri Salvador, chanteur ; François Pinault, président du groupe Pinault-Printemps-Redoute ; Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc ; André Lévy-Lang, PDG de Paribas ; Christine Arnothy, écrivain ; Michel Roussin, ancien ministre de la coopération ; Jean Malaurie, ethnologue-écrivain ; André Larquié, président du théâtre contemporain de la danse ; Lars Schmidt, homme de théâtre ; Etienne Mougeotte, vice-PDG de TF 1 ; André Daguin, cuisinier ; Raymond Soubie, président de la Compagnie française de presse ; Pierre Gadonneix, ancien président de Gaz de France ; Marcelle Tassencourt, metteur en scène et directeur de théâtre.

Enfin, dans les nominations comme *chevaliers*, on relève les noms de Johnny Hallyday et Sacha Distel, chanteurs ; Dominique Perrault, architecte ; Claudie André-Deshays, Jean-François Clervoy et Jean Favier, astronautes ; Martine Monteil, chef de la brigade criminelle à Paris ; Jacques Weber, comédien ; Françoise Kourilsky, directrice de théâtre à New York ; Jean-Marie Poiré, cinéaste ; Theodor Guschlbauer, chef d'orchestre ; Gérard Mestrallet, PDG du groupe Suez ; Philippine de Rothschild, comédienne ; Alain Brumont, viticulteur ; Luc Ferry, philosophe ; Julia Kristeva, écrivain ; Guy Sorman, écrivain ; Boris Taslitzky, peintre-sculpteur ; Pierre Lartigue, quadruple vainqueur de la Coupe du monde des rallyes tout terrain ; Marc Alexandre, ancien champion de judo ; Bettina Rheims, photographe ; Betsy Jolas, compositeur ; Maryvonne de Saint-Pulgent, directrice du patrimoine ; notre collaborateur Philippe Lemaitre, correspondant du *Monde* auprès des Communautés européennes à Bruxelles.

★ Nous publierons dans notre prochain numéro, daté vendredi 3 janvier, la liste des promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.

Olivier de Kersauson part à la conquête du record du tour du monde à la voile en équipage et sans escale

LE NAVIGATEUR *Olivier de* Kersauson et ses six équipiers embarqués à bord du trimaran *Sport-Elec*, sont partis, mardi 31 décembre en début d'après-midi, à la conquête du Trophée Jules-Verne, le record du monde à la voile en équipage, sans escale et sans assistance. Un record détenu depuis 1994 par le Néo-Zélandais Peter Blake, sur *Enza*, en 74 jours, 22 heures, 17 minutes et 22 secondes.

C'est par une mer calme, de la neige et une température glaciale que *Sport-Elec*, un trimaran géant de 27,50 mètres de long et 17 mètres de large, a coupé la ligne de départ à 13 heures 46 minutes et 58 secondes, entre Ouessant et le cap Lizard (Angleterre).

Florence Arthaud, en sa qualité de représentante du comité du Trophée Jules-Verne (au sein duquel siègent également Peter Blake, Bruno Peyron et Titouan Lamazou), a enregistré l'heure du départ de Kersauson depuis le phare de Créac'h, sur l'île d'Ouessant.

Cette tentative est la troisième du navigateur breton. En 1993, sur *Charal*, Olivier de Kersauson avait heurté une bille de bois dans l'Atlantique sud et il avait dû abandonner la course, tout comme Peter Blake. Les deux concurrents avaient alors laissé filer le *Commodore-Explorer* de Bruno Peyron, qui avait été ainsi le premier à accomplir ce tour du monde en moins de 80 jours (en 79 jours, 6 heures et 15 minutes).

SIX ÉQUIPIERS

L'année suivante, le duel opposant Olivier de Kersauson et Peter Blake avait tourné à l'avantage du Néo-Zélandais, qui en avait profité pour établir un nouveau record. Le futur vainqueur de l'America's Cup avait distancé le Français de plus de deux jours sur la ligne d'arrivée.

Lors de ces deux échecs, Olivier de Kersauson avait embarqué seulement quatre hommes à bord de *Charal*, puis de *Lyonnaise-des-Eaux*, afin de gagner du poids. Cette fois, le marin habitué des studios de radio et de télévision a renoncé à alléger son équipage. Il est parti avec six équipiers, dont le routeur américain Bob Rice, ancien équipier de Peter Blake. *« Deux hommes de plus, ça veut dire 300 kilos supplémentaires à bord*, a-t-il indiqué au quotidien *L'Equipe*. *Mais cela permet aussi d'être plus efficace. On peut passer de deux quarts à quatre quarts. Cela signifie huit heures de repos consécutives pour chaque équipier et la possibilité de faire monter tout le monde sur le pont en cas de manœuvre difficile, sans accumuler une fatigue dont on ne récupère jamais. »*

Sport-Elec, l'ancien *Lyonnaise-des-Eaux*, est doté d'un nouveau mât de 33 mètres, pesant 400 kilos de moins que celui qui équipait le trimaran sous ses anciennes couleurs, ce qui devrait lui permettre de gagner du temps sur une mer moyenne. Ce bateau avait été mis à l'eau le 26 novembre, à Brest. Puis, début décembre, il avait effectué un « tour de chauffe » de quelque 3 000 milles (5 500 km) entre Brest et les Açores afin de roder le matériel et d'entraîner l'équipage.

Étant donné l'absence de points de passage obligés, en particulier autour de l'Antarctique, les marins à la poursuite du Trophée Jules-Verne peuvent effectuer une circumnavigation plus « serrée » que les concurrents actuellement en course autour du monde dans le Vendée Globe. La distance de ce parcours oscille autour de 25 000 milles (46 300 km). Pour battre le record de Peter Blake, Olivier de Kersauson devra être de retour entre Ouessant et le cap Lizard avant le 16 mars, à 11 heures 4 minutes et 20 secondes.

Eric Collier

Sixième année consécutive de hausse à Wall Street

WALL STREET *a finit l'année* 1996 sur une perte d'une centaine de points mardi 31 décembre. Le ton a été donné par le marché obligataire, affecté par la publication de statistiques soulignant la vigueur de l'économie américaine.

L'indice Dow Jones a cédé en clôture 101,10 points (– 1,54 %), à 6 448,27 points. Il gagne tout de même 26 % en 1996 et enregistre sa sixième année consécutive de hausse. Les coupe-circuits, qui limitent les transactions informatisées lorsque la variation du Dow Jones atteint 50 points, ont été déclenchés mardi une heure avant la clôture.

Le marché obligataire s'est tendu après l'annonce d'un bond de 4 points, à 113,8, de l'indice de confiance des consommateurs américains en décembre, et d'une forte hausse de 14,2 % des ventes de logements neufs en novembre.

Paris a également terminé l'année sur un petit repli de 0,13 %, mais enregistre en 1996 un gain de 23,71 %, son meilleur millésime depuis 1989. Le 1er janvier, toutes les places financières faisaient relâche.

Tirage du Monde daté mercredi 1er janvier 1997 : 387 253 exemplaires. 3